PNUD Burkina Faso
Immeuble des Nations Unies - Koulouba
01 BP 575 Ouagadougou 01-
Tél. 226.25.30.67.62/63/64 - Fax.
226.25.33.27.46

Mars 2020

RAPPORT D' EVALUATION

ÉVALUATION TERMINALE DU PROJET « PROMOTION DU *JATROPHA CURCAS* COMME SOURCE DE AGROCARBURANT DURABLE AU BURKINA FASO »
(N° 4227)

Noël THIOMBIANO, PhD
Economiste de l'environnement et des ressources naturelles
Ouagadougou, Burkina Faso
Email : thiombianonoel@yahoo.fr
Phone : +22670273320
Expert National

Drissa SOULAMA, M. Sc.
Environnement et Ressources en eau
02 BP 5425 Ouagadougou, Burkina Faso
Email: drissa.soulama.ds@gmail.com
Tel : 00226 70 13 36 21
Expert International

La conception (…) de la maîtrise d'œuvre du Consultant (…) contient le sentiment que ses prestations (..) sont sa partition dans la jonction des efforts en vue de la construction d'une Afrique fière de ses talents et conforme à ses idéaux...

TABLE DES MATIERES

i. Page d'introduction 6

ii. Résumé 7

ii.1. Tableau de résumé du projet 7

ii.2. Description du projet 7

ii.3. Tableau des notations de l'évaluation 9

ii.4. Résumé des conclusions, des recommandations et des enseignements 9

iii. Acronymes et abréviations 12

1. Introduction 14

1.1. Objectifs de l'évaluation 14

- Contexte et Justification du projet 14
- Enjeu et priorités thématiques du projet 14
- Objectifs poursuivis et approche recommandée pour l'évaluation du projet 15

1.2. Champ d'application et méthodologie 16

- Champ d'application 16
- Méthodes d'investigation et outils de collecte de données 16
- Phasage de l'intervention 19

1.3. Structure du rapport d'évaluation 19

2. Description et contexte de développement du projet 20

2.1. Développer le marché des bios carburants 20

2.2. Controverses et principaux domaines concernés 20

2.3. Situation de référence de la filière agro carburant à base de *Jatropha curcas* en 2013 au Burkina 21

2.4. Démarrage et durée du projet 22

2.5. Problèmes que le projet visait à régler 22

2.6. Objectifs immédiats et de développement du projet 22

2.7. Indicateurs de base mis en place (Détails en Annexes) 23

2.8. Principales parties prenantes (détails en annexes) 23

2.9. Résultats escomptés 24

3. Conclusions 25

3.1. Conception/Formulation du projet 25

- Analyse ACL/du cadre des résultats (Logique/stratégie du projet; indicateurs) 25
- Hypothèses et risques 27

- Enseignements tirés des autres projets pertinents 32
- Participation prévue des parties prenantes 35
- Approche de réplication 37
- Avantage comparatif du PNUD 37
- Les liens entre le projet et d'autres interventions au sein du secteur 38
- Modalités de gestion 38

3.2. Mise en œuvre du projet 40

- Gestion adaptative (modifications apportées à la conception et résultats du projet lors de la mise en œuvre) 40
- Accords de partenariat (avec les parties prenantes pertinentes impliquées dans le pays/la région) 43
- Commentaires relatifs aux activités de suivi et d'évaluation utilisées dans le cadre de la gestion adaptative 44
- Financement du projet 44
- Suivi et évaluation : conception à l'entrée et mise en œuvre (*) 46
- Coordination au niveau de la mise en œuvre et de l'exécution avec PNUD et le partenaire de mise en œuvre (*) et questions opérationnelles. 49

3.3. Résultats du projet 50

- Résultats globaux (réalisation des objectifs) (*) 50
- Pertinence (*) 54
- Efficacité et efficience (*) 57
- Appropriation par le pays 68
- Intégration 68
- Durabilité (*) 69
- Impact 74

4. Conclusions, recommandations et enseignements 75

4.1. Mesures correctives pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet 75

4.2. Mesures visant à assurer le suivi ou à renforcer les avantages initiaux du projet 75

4.3. Propositions relatives aux orientations futures favorisant les principaux objectifs 76

4.4. Les meilleures et les pires pratiques concernant la pertinence, la performance et la réussite 77

- Les meilleures pratiques du projet 77
- Les pires pratiques du projet 78

Annexes 80

A. Termes de référence de la mission 80

B. Itinéraire de la mission 81
C. Liste des personnes interrogées 82
D. Résumés des visites de terrain 84
F. Tableau des questions d'évaluation 86
G. Questionnaire utilisé et résumé des résultats 93
- Outil 1. Efficacité de progression vers les résultats escomptés 93
- Outil 2. Cliché d'Evaluation /approche de MEO Globale 95
- Outil 3 : Questionnaire ménage 102
K. Formulaire d'acceptation du code de conduite du consultant en évaluation 106
A. Les acteurs institutionnels 126
B. Les programmes, instituts, opérateurs et plateformes multi acteurs 126

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte des zones d'implantation des projets en 2013 21
Figure 2: Importance relative accordée à chaque domaine de résultats lors de la formulation du projet (grilles METT) 25
Figure 3: Importance accordée aux maillons critiques de la chaine des résultats du projet (grille ROTI) 26
Figure 4: Relocation budgétaire du projet pour l'année 2018(en FCFA) 41
Figure 5 : Sources prévisionnelles et sources confirmées pour le financement du projet 45
Figure 6: Appréciation globale de l'efficacité de mise en œuvre par les partenaires limitrophes du projet 53
Figure 7: Appréciation de la pertinence du projet par les partenaires structurels du projet 55
Graphique 8 : Adéquation du financement aux besoins des bénéficiaires 55
Graphique 9. Eléments justificatifs de l'adéquation du financement aux besoins des bénéficiaires 56
Figure 10: Efficacité de progression vers les Résultats globaux du projet 57
Figure 11: Activités socioéconomiques et sources de revenus des populations ayant bénéficié de l'appui du projet 70
Figure 12: Répartition des Ratio Hommes-Femmes par localité dans l'accès aux services délivrés par le projet 71
Figure 13: Appréciation de la durabilité du projet par les partenaires limitrophes structurels 72
Figure 14: illustration de l'impact du projet dans les capacités de génération de revenus des bénéficiaires 74

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Nombre d'organisations communautaire de base d'enquêtés investigués par Régions et localités d'intervention 17
Tableau 2 : Répartition des producteurs et planteurs de Jatropha enquêtées selon leur nature et effectif par région et par village 17
Tableau 3: Proposition de formulation de quelques indicateurs 23

Tableau 4 : Domaines de risques identifiés et stratégies d'atténuation correspondantes lors de la formulation du projet 29
Tableau 5: Projets et programmes antérieurs à effets synergiques 34
Tableau 6: Matrice d'analyse du niveau d'implication des parties prenantes 35
Tableau 7 Sources prévisionnelles et réelles pour le financement du projet (en millions USD) . 45
Tableau 8: Part de cofinancement attendu des ministères impliqués au titre de la contrepartie nationale 46
Tableau 9: Situation d'exécution des activités de S&E prévus 48
Tableau 10: Bilans financiers et techniques du projet 62
Tableau 11 : situation d'ensemble de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du projet22 66
Tableau 12: Niveau d'intégration des composantes du projet dans les outils de planification du développement national 68
Tableau 13 : situation d'ensemble de la durabilité du projet 73

i. Page d'introduction

Titre du projet	« Projet de Promotion du *Jatropha curcas* comme source de agrocarburant durable au Burkina Faso »
ID de projet du FEM (PIMS) :	4227
ID de projet du PNUD :	00077981
Calendrier de l'évaluation	- Livrable 1 : Rapport initial - 15 janv.-2020 - Livrable 2 : Conclusions initiales - 15 Fév. 2020 - Livrable 3 : Projet de rapport final - 20 Mars. 2020 - Livrable 4 : Rapport final - 15 Avril 2020
Pays :	Burkina Faso
Région :	Afrique
Résultats UNDAF :	- (i) Mise en place d'un cadre règlementaire pour promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles et les investissements durables dans la production des agrocarburants ; - (ii) Meilleur accès aux services d'énergie rurale pour soutenir la croissance, l'équité et l'égalité des genres à travers des projets de production décentralisée d'énergie, des énergies renouvelables et de démonstrations technologiques
Domaines focaux	Adaptation au Changement Climatique Biodiversité et gestion durable des terres
+Objectifs FA, (OP/SP) :	Capacités productives accrues pour des moyens d'existence durables, en particulier dans les zones les plus défavorisées.
Objectif spécifique	Promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles et la bonne gestion environnementale.
Agence d'exécution	PNUD Burkina Faso
Autres partenaires participant au projet :	- Ministère de l'Energie (DGER) - Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique (SP-CNDD), - Ministère de l'Agriculture et des Aménagement Hydraulique (DGPV). - FEM : institution de financement sous son portefeuille de changement climatique
Membres de l'équipe d'évaluation	- Drissa SOULAMA, Expert International, chef de mission - Noël THIOMBIANO Expert Associé
Remerciements	- L'équipe d'évaluation, remercie, les autorités Burkinabè et le PNUD Burkina Faso qui ont créé les conditions propices aux travaux de l'évaluation. Nos remerciements vont également à l'endroit de l'unité Environnement et Energie du PNUD et à l'Unité de Coordination du projet, aux autorités Régionales et provinciales dont les territoires abritent les sites d'opération du projet ainsi que les populations résidentes dans les zones d'intervention du projet. Nous remercions tous les partenaires et bénéficiaires du projet qui se sont prêtés aux différentes investigations.

ii. Résumé

ii.1. Tableau de résumé du projet

Titre du projet :	***« Projet de Promotion du Jatropha Curcas comme source de agrocarburant durable au Burkina Faso»***			
ID de projet du FEM :	4227		Date d'approbation du PIF	30 Mai 2014
ID de projet du PNUD :	00077981		Date d'approbation du Prodoc/	Aout 2014
ATLAS Awards ID	00061535		Date de signature du Prodoc	03 Juin 2015
Pays :	Burkina Faso		Date de l'atelier de lancement du projet	12 Août 2015
Région :	Afrique		Date de recrutement du Coordonnateur	02 Septembre 2015
Domaine focal :	Adaptation au Changement Climatique		Date de Démarrage	23 Novembre
Objectifs FA, (OP/SP) :	Capacités productives accrues pour des moyens d'existence durables, en particulier dans les zones les plus défavorisées		Date de recrutement du personnel d'appui	
Agence d'exécution	PNUD		Date de la première réunion du Comité Pilotage	15 Aout 2016
Autres partenaires participants au projet :	Ministère de l'Energie (DGER) Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique (SP-CNDD), Ministère de l'Agriculture et des Aménagement Hydraulique (DGPV). FEM : institution de financement sous son portefeuille de changement climatique		Date de la revue à mi-parcours	
		Date de clôture (opérationnelle) :	Réelle Proposée : 31 déc. 2019	Prévue Réelle : 31 déc. 2019

Financement du projet		**A l'approbation (US$)**	**A mi-parcours (US$)**	**A la fin du Projet (US$)**
FEM		1.313.636	1284939	1284939
PNUD		100.000	88760	88760
ETAT	Cash	140.000		
	Nature	663401	784165	784165
Autres cofinancements	Institutions nationales (en nature)	2.464.000		
	Secteur Privé (en nature)	3.000.000		
	Multilatérale & ONG (en nature)	1.205.765		
Total cofinancements		6.669.765		
Financement total du projet				

ii.2. Description du projet

Le ***« Projet de Promotion du Jatropha curcas comme source d'agrocarburant durable au Burkina Faso »*** a été cofinancé par le PNUD, le FEM et le Gouvernement du Burkina Faso. Prévu pour durer quatre (4) ans pour un montant global de huit millions huit cent quatre-vingt-six mille huit cent deux (8 886 802) dollars US, le projet a été financé à hauteur d'un million trois cent treize mille six cent trente-six (1 313 636) dollars US par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et cent mille (100 000) dollars US par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sous forme de dons. Le reste du budget, soit sept millions quatre cent soixante-treize mille cent soixante-six (7 473 166) dollars US a été pris en charge par le Gouvernement du Burkina Faso à hauteur de cent quarante mille (140 000) dollars US en espèce, six cent soixante-trois mille quatre cent un (663 401) dollars US en nature, et par des institutions nationales, des entreprises privées et ONG à hauteur de six millions six cent soixante-neuf mille sept cent soixante-cinq (6 669 765) dollars US en nature. Le but du projet était de fournir aux populations des zones rurales une source d'énergie abordable et de qualité tout en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pauvreté en milieu rural au Burkina Faso. A travers ce but, cinq domaines spécifiques de résultats correspondant à des composantes étaient visés

- ***Composante 1. Mise en place d'un cadre pour le développement de l'huile de Jatropha Curcas comme agro carburant durable*** : Elle visait essentiellement deux objectifs : concevoir une stratégie pour la certification de la qualité des produits de la filière *Jatropha curcas*, et apporter une aide au CICAFIB dans la coordination de la concertation entre les acteurs institutionnels. Ses activités devaient se traduire par la création d'une dynamique de développement durable de la filière *Jatropha curcas* grâce à la dynamisation du CICAFIB et à la mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources de la Finance Carbone et en sensibilisant les acteurs des secteurs bancaires et de la microfinance sur ses potentialités ;
- ***Composante 2. Levée des barrières à l'investissement privé dans la production d'huile de Jatropha Curcas :*** Elle comprenait des activités de conception et de mise en œuvre d'un cadre réglementaire qui répond de façon pertinente aux questions relatives à la qualité des huiles utilisées comme biocombustibles, aux prix des produits de la filière *Jatropha curcas*, à la taxation spécifique à ce secteur ;
- ***Composante 3. Renforcement des capacités de R&D sur l'itinéraire technique du Jatropha curcas, sur l'huile, les tourteaux et leur utilisation*** : Elle comprenait entre autres, des activités d'appui à la mise en œuvre des projets de recherche-développement dans les domaines agronomique, technico-économique sur des thèmes spécifiques identifiés par l'analyse approfondie des limites des connaissances actuelles. Les domaines qui ont fait l'objet de ces recherches comprenaient l'identification et la diffusion de variétés productives de *Jatropha curcas* qui sont adaptées aux différents contextes agroécologiques burkinabè, l'identification de modèles technico-économiques viables de la production décentralisée d'une huile végétale de bonne qualité, l'équipement utilisant l'huile végétale pure comme combustible et les conditions d'exploitation des produits dérivés ;
- ***Composante 4. Facilitation de l'appropriation de la production d'huile de Jatropha Curcas par les acteurs ruraux*** : Les activités prévues dans cette composante devraient faciliter l'appropriation des techniques de production d'huile par les acteurs du monde rural. Cette activité devait contribuer de manière significative à l'amélioration de leurs revenus et à leur accès à l'énergie.

- ***Composante 5. Promotion de l'huile de Jatropha Curcas comme alternative aux carburants dérivés du pétrole :*** Elle regroupe les activités dont les résultats devaient contribuer à la promotion de l'huile de *Jatropha Curcas* auprès des utilisateurs potentiels à travers une diversification des types d'unités de production. Il y avait aussi des activités qui consistent à développer une demande continue pour l'utilisation de l'huile végétale de *Jatropha Curcas* comme biocombustible au Burkina Faso, réalisant ainsi les objectifs de la politique nationale dans le domaine de l'énergie. Ces activités devaient se traduire par des résultats qui contribueront à la promotion des initiatives privées qui tendent à intégrer l'utilisation de l'huile de *Jatropha Curcas* auprès du grand public notamment dans les moteurs statiques et les moteurs agricoles ou pour des applications domestiques.

ii.3. Tableau des notations de l'évaluation

1 Suivi et évaluation	***Notation***	**2. Agence *d'exécution/agence de réalisation***	***Notation*** [1]
Conception du suivi et de l'évaluation à l'entrée	4(MS)	Qualité de la mise en œuvre par le PNUD	4(MS)
Mise en œuvre du plan de suivi et d'évaluation	3(MU)	Qualité de l'exécution : agence d'exécution	4(MS)
Qualité globale du suivi et de l'évaluation	3(MU)	Qualité globale de la mise en œuvre et de l'exécution	4(MS)
3 Évaluation des résultats	**de l'agence d'exécution/agence de réalisation :**	**4 Durabilité**	**de l'agence d'exécution/agence de réalisation :**
Pertinence	2(P)	Ressources financières :	3(MU)
Efficacité	4(MS)	Sociopolitique :	3(MP)
Efficience	3(MU)	Cadre institutionnel et gouvernance :	4(P)
Note globale de la réalisation du projet	4(MS)	Environnemental :	3(MP)
		Probabilité globale de la durabilité :	3(MP)

Légende : (P) : Pertinent ; (S) : Satisfaisant ; (MU) : Moyennement Improbable ;(MP) : Moyennement Probable ; (MS) : Moyennement Satisfaisant ;(TS) : Très Satisfaisant ; (SO) : Sans Objet.

ii.4. Résumé des conclusions, des recommandations et des enseignements

Au terme de la présente évaluation, il ressort pour l'exécution du projet, que des efforts multiples ont été consentis par les partenaires de mise en œuvre pour tendre au mieux vers les

[1] Pour le détail des notations, consulter le tableau des annotations sur l'efficacité et la durabilité de mise en œuvre (3.3. Résultats du projet /Efficacité et efficience (*) et le tableau des questions d'évaluation en annexe

résultats escomptés du projet. Bien que le projet n'ait pas réussi à figurer sur la liste des projets de référence en matière de ***séquestration de Carbone*** pour les Contributions Nationales prévues Déterminées (CDN), il y constitue un pas décisif. A travers l***es options de mise en œuvre mettant en évidence les cobénéfices générés par la filière Jatropha Curcas,*** ce sont au total ***14 003,24 (tCO2eq) de Carbone qui ont été séquestrés par la réalisation de 5 625 ha de plantation de jatropha supplémentaires sous l'impulsion du projet.***

Avec un peu plus du ¼ des cofinancements attendus, le projet a contribué à des changements notables dans la qualité de vie (compétences, connaissances, pratiques, gains et niveau d'équipement) des populations et des structures bénéficiaires conformément aux attentes préliminaires répertoriés. A travers les 15 PTFM accompagnées et dotées de presses pour leur fonctionnement à l'huile de jatropha en substitution du gasoil, ce sont les AGR des femmes au niveau des PTMF qui ont été améliorées avec des revenus supplémentaires avoisinant en moyenne 800 000 FCFA par PTMF par an.

Un changement dans tous les domaines d'intervention visés par le projet aussi bien au niveau central/déconcentré, a été constaté :

- au plan opérationnel, les communautés bénéficiaires ont été dotées d'équipements et de biens destinés à améliorer les conditions d'exploitation et de valorisation de la filière. Le capital des savoirs et savoir-faire dans la filière a été rehaussé grâce aux interventions du projet : Au total, 1499 femmes ont été formées et maitrisent le processus de fabrication du savon à base d'huile ; 25 associations de femmes en kits de production artisanale de savon pour les AGR
- au plan institutionnel, le statut de certaines agences telles que l'ARSE a été revu et réadapté en tenant compte des impératifs d'encadrement des filières de bio carburant ; des tentatives de réadaptation et de dynamisation des cadres de concertation comme le CICAFIB ont été amorcées ;
- au plan technique, des paquets technologiques adaptés ont été testés et appliqués avec des résultats tangibles sur la sécurisation de la production et l'atténuation des conflits avec les plantations de *Jatropha Curcas* comme haies vives et l'amélioration des rendements avec des engrais à base de tourteau, ont été testés avec des rendements six fois plus importants que les engrais ordinaires etc. ;
- au plan politique et juridique, il est à noter l'engagement des autorités à travers notamment l'organisation des sessions de SEERA tenues sur financements assurés par le projet. La loi 014 a été revue avec un titre additionnel sur les énergies renouvelables et un décret sur l'incitation aux investissements privés a été pris. Cela va contribuer à inscrire les assises de la filière dans la durabilité.

Au moment où la quasi-totalité des opérateurs privés ont abandonné leur engagement suite à la controverse internationale sur les filières des agrocarburants et la chute du coût du baril de pétrole, le projet a contribué à la relance de la filière. A travers la promotion du cycle court de la filière, le projet a su renforcer l'assise nationale et régionale de BELWETT Energie comme principal opérateur de la filière intervenant sur la plupart des maillons de la chaine des valeurs. Au regard des résultats observés, il est important de prévoir des phases de consolidation et ou de mise à l'échelle des acquis :

- **Veiller à mieux communiquer davantage sur les acquis enregistrés**

- Veiller à communiquer davantage sur les acquis importants de ce projet. En effet, en dépit des changements de cap et des défis d'insécurité dans les sites d'opération, le projet est

parvenu à des résultats considérables. Il s'agira de mutualiser les acquis en diffusant auprès des partenaires clefs(Projets structurants de l'Etat comme le PIF, le PASF, le REDD+, les Agences nationales accréditées comme ABER, ANVAR, FIE, SP/CNDD/EMOFA, etc.) les succès pour chacun des produits : cette communication qui peut prendre différentes formes allant des supports d'émissions télédiffusés a des bulletins d'informations, des publications aux ateliers bilans, pourrait être en partie financée sur la base du reliquat budgétaire du projet ;

- Diffuser et veiller à l'appropriation des options mettant en avant les cobénéfices générés à travers la filière courte : AGR pour femmes, fertilisation des terres agricoles, atténuation des conflits. Pour cela, des financements additionnels peuvent être mobilisés auprès des projets du PNUD et de ses partenaires qui ont été identifiés comme synergiques au projet *Jatropha curcas* et qui sont en cours d'exécution dans les sites où le projet a opéré.

Prévoir une phase additionnelle pour finaliser et pérenniser les acquis non consolidés :

- veiller au renforcement des axes et domaines de résultats tangibles du projet (prise de textes administratifs et règlementaires pour le développement institutionnel de la filière : à l'analyse, la plupart des actions allant dans ce sens sont sans incidences financières et peuvent figurer dans le lot des mesures prioritaires des futurs projets du secteur de l'énergie dans le cadre du programme de coopération pays que le PNUD aura à développer avec le Burkina ;
- mettre en œuvre les actions orphelines issues notamment des domaines de résultats qui n'ont pas pu être abordés faute de temps et de ressources (par exemple les tests sur l'huile de Jatropha, les autres thématiques de recherches identifiées, les modules IEC autres que les émissions radiophoniques issues du document de capitalisation et son édition en langue, etc.) ; cela passe par une remobilisation des cofinancements qui n'ont pas été adéquatement apportés ;
- relancer, étoffer et renforcer les partenariats existants notamment avec les institutions de recherches et les agences en charge des thèmes de recherche identifiés mais non investigués faute de temps (avec INERA, IRSAT, ABNORM) avec les initiatives structurantes comme le REDD+ et le SE4ALL ;
- en ciblant les structures et partenaires susceptibles de les mettre à l'échelle : il s'agit d'action qui du fait de leur pertinence sont susceptibles d'être retenues comme options dans d'autres projets opérant sur les mêmes sites que le projet, à condition qu'une veille stratégique soit mise en place par les partenaires nationaux.

iii. Acronymes et abréviations

2IE	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
ARSE	Autorité de Régulation du Sous-secteur de l'Energie
CICAFIB	Comité interministériel chargé de la coordination des activités de développement des filières des biocarburants au Burkina Faso
CIFAME	Commission Intersectorielle de Facilitation de l'Approche Multisectorielle dans le domaine de l'Energie
CNDD	Conseil National pour le Développement Durable
CNRST	Centre National de Recherche Scientifique et Technique
DGER	Direction Générale des Energies Renouvelables
DGPER	Direction Générale de la Production de l'Économie Rurale
DGPV	Direction Générale des Productions Végétales
EIE	Etude d'Impact Environnemental
FAO	Organisation des nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique (taux appliqué : US$1 = CFAF 450)
FEM	Fonds pour l'environnement Mondial
GDT	Gestion Durable des Terres
GIEC	Groupe intergouvernemental sur le Changement Climatique
GTPOB	Groupement des Transformateurs des Produits Oléagineux du Burkina
HVB	Huile Végétale Brute
HVP	Huile Végétale Pure
ICDES	Institut de Coopération et de Développement Economique et Social
INERA	Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles
IRSAT	Institut de Recherches en Sciences Appliquées et Technologies
Lpa	Litres par an
MAAH	Ministère de l'Agriculture, et des Aménagement l'Hydrauliques
MDP	Mécanisme de Développement Propre
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
METT	Monitoring Effectiveness Tracking Tool/ Suivi de l'efficacité de gestion
MME	Ministère des Mines et de l'Énergie
MTEP	Mégatonne Equivalent Pétrole (= 1 million de tonnes équivalent pétrole)
NIM (NEX)	Modalités nationales de mise en œuvre (National implementation)

OCADES	Office Catholique de Développement Economique et Social
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PASE	Programme d'Accès aux Services Energétiques
PDA	Programme de Développement Agricole
PIR	Project Implementation Review
PNA	Plan National d'Adaptation au Changement climatique
PN-PTFM	Programme National Plateformes Multifonctionnelles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRODOC	Project Document (Document de projet)
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTFM	Plateformes Multifonctionnelles
ROTI	Review of Outcomes to Impacts
S&E	Suivi et évaluation
SP/CNDD	Secrétariat Permanant du Conseil National pour le Développement Durable
TCO_2E	Equivalent Tonne de CO_2
TdR	Termes de Référence
Tpa	Tonnes par an
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UGP	Unité de gestion du projet
UNAPROFIJA	Union nationale pour la promotion de la filière Jatropha
UNDAF	United Nations Development Action Framework

1. Introduction

1.1. Objectifs de l'évaluation

Contexte et Justification du projet

L'accès à l'énergie durable pour tous continue d'être un véritable problème pour les pays africains. Inscrit dans l'objectif 7 des Objectifs de Développement Durable (ODD), l'accès à l'énergie est non seulement essentiel pour améliorer le niveau de vie des populations, mais, il est également jugé indispensable pour éliminer la pauvreté et parvenir à un développement durable. Bien que le continent africain regorge d'un potentiel énergétique énorme, il reste la région du monde qui réalise les plus faibles taux d'électrification. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) indiquait qu'en 2017 environ 1,2 milliards de personnes n'avaient pas accès à l'électricité dans le monde dont près de la moitié vivait en Afrique. Le taux d'électrification en milieu rural au Burkina n'est qu'à 3%.
Par ailleurs, face au renchérissement du cours du baril de pétrole et de la crise énergétique amorcée au début des années 2000, le recours aux agro carburants a été prôné au niveau international comme une des solutions face à la crise énergétique. D'autant plus que les agrocarburants offrent d'autres opportunités de développement surtout en milieu rural (emplois verts, électrification rurale, amélioration des rendements agricoles, Gestion Durable des Terres…).

Motivés par ces opportunités, de nombreux projets ont été lancés en Afrique subsaharienne avec des résultats divers. Au Burkina Faso, en dépit de la controverse à partir de 2008, terres agricoles nexus terres de plantations de Jatropha, le « projet ***de promotion du Jatropha Curcas comme source d'agrocarburants durable*** » a vu le jour. A la demande du Gouvernement, le FEM/PNUD a apporté un appui technique et financier pour sa mise en œuvre.
Ce projet trouve son fondement dans la lettre de politique sectorielle de l'énergie du Burkina et du document de l'initiative SE4All dans lequel la production durable des agrocarburants et des bioénergies constitue un potentiel énergétique et économique viable à développer pour notre pays.

L'objectif stratégique de ce projet est de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'au renforcement de l'économie locale et du bien-être de la population à travers la promotion et le développement des filières de production des agrocarburants dans le respect des critères de durabilité notamment la sécurité alimentaire, le foncier rural, la biodiversité et la préservation de l'environnement.

Enjeu et priorités thématiques du projet

L'enjeu principal qui consiste à « Promouvoir le *Jatropha Curcas* comme source durable d'agrocarburants au Burkina Faso », est la stimulation de nouvelles dynamiques pouvant susciter de nouveaux cercles vertueux pour aider à sortir le monde rural de la pauvreté tout en respectant les objectifs de développement d'une source d'énergie durable au niveau national.
L'analyse du contexte de développement des agrocarburants au Burkina Faso, la situation de différents acteurs de la filière Jatropha et les contraintes auxquelles ils sont confrontés ont suggéré la nécessité d'organiser la mise en œuvre d'un programme sur la promotion du Jatropha comme une ressource bioénergétique durable autour des priorités thématiques suivantes :

- ***Structurer le cadre institutionnel*** : établir une consultation réelle entre les secteurs de l'agriculture et de l'énergie, car elle est essentielle à la sécurité alimentaire ; la durabilité des politiques sectorielles doit être contrôlée par le SP/CONEDD ; une réglementation pertinente

abordant toutes les questions sur l'investissement, la fiscalité, les normes de qualité et les critères de durabilité doit être mise en place ;

- ***Orienter la dynamique d'investissement*** vers des partenariats entre les industriels et les acteurs du monde rural pour contribuer efficacement à la création de richesses dans les zones rurales, y compris le développement de la capacité des fabriques traditionnelles d'huile par trituration ;
- ***Impliquer la société civile*** dans les consultations et l'accompagnement des programmes nationaux, l'objectif étant de favoriser le concept "pôles de développement" ruraux introduit par le PASE et les projets du PTFM et de créer les conditions nécessaires pour assurer leur viabilité ;
- ***faciliter les investissements***, faciliter l'accès aux financements carbones, sensibiliser les opérateurs de la filière bancaire et de la microfinance sur les potentialités de la filière Jatropha, promouvoir les dispositions du Code des investissements qui favorisent la création de petites entreprises décentralisées ;
- ***Promouvoir l'utilisation de l'huile de Jatropha comme agrocarburant ~~végétale pure~~,*** non seulement pour la production d'électricité, mais dans le secteur des transports et comme combustible domestique (l'utilisation en circuit court étant considérée comme une alternative de production d'huile décentralisée) et contribuer à la promotion des huiles de moindre qualité qui ne sont pas des huiles pures mais pouvant contribuer à satisfaire des besoins énergétiques en milieu rural.

Aussi, l'approche proposée pour le projet, repose-t-elle sur la promotion du genre, la concertation active entre les institutions concernées et la recherche de synergies entre les acteurs impliqués dans la production et la transformation des produits de la filière, compatibles avec celle déclinée dans la lettre de politique sectorielle.

Le projet d'une durée de 4 ans (2016-2019) s'est articulé autour de cinq (5) composantes principales ci-dessous :

a) mettre en place une stratégie nationale et un cadre de concertation pour le développement et la structuration des filières de production des agrocarburants à base du *Jatropha Curcas* ;
b) lever les barrières à l'investissement privé sur la production d'huile de *Jatropha Curcas* ;
c) renforcer les activités de Recherche & Développement sur la production agricole, la valorisation des tourteaux et l'utilisation de l'huile de *Jatropha Curcas* ;
d) faciliter l'appropriation par les acteurs ruraux des bonnes pratiques culturales pour une meilleure productivité du *Jatropha Curcas* ;
e) promouvoir l'utilisation d'huile du *Jatropha Curcas* sur les plateformes multifonctionnelles dans la fabrication artisanale de savon.

Objectifs poursuivis et approche recommandée pour l'évaluation du projet

La présente évaluation vise à apprécier la réalisation des objectifs du projet et à tirer des enseignements qui peuvent aider à améliorer la durabilité des avantages et favoriser l'amélioration globale des programmes du PNUD. Pour cela, l'évaluation doit fournir des informations factuelles qui sont crédibles, fiables et utiles et articuler son analyse autour des critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité et d'impacts suggérés par le PNUD et le FEM dans les grilles d'évaluation de leurs projets.

L'évaluation cherche à passer en revue toutes les sources pertinentes d'informations, telles que le descriptif de projet, les rapports de projet, notamment les rapports annuels et le rapport de suivi et les autres rapports, les révisions budgétaires du projet, les rapports sur l'état d'avancement, les outils de suivi du domaine focal du FEM, les dossiers du projet, les documents stratégiques et juridiques nationaux et tout autre document que l'évaluateur juge utile pour cette évaluation fondée sur les faits.

1.2. Champ d'application et méthodologie

Champ d'application

La présente mission d'évaluation répond dans un premier temps à la nécessité de s'assurer de la contribution du projet aux priorités et aux programmes globaux du PNUD (UNDAF, 2016-2020) et du FEM ainsi que de sa conformité par rapport à leurs directives et procédures. Ces directives et procédures prévoient une mission d'évaluation finale pour les projets de moyenne envergure et ceux de grande envergure.

La pertinence de cette évaluation se justifie aussi par la nécessité de s'assurer de la cohérence du projet par rapport aux priorités nationales et sectorielles de développement telles que répertoriées à travers :

- le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) **en son Objectif stratégique 2.5 «** Améliorer le cadre de vie, l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux services énergétiques de qualité » adopté en 2016 par le gouvernement du Burkina Faso ;
- les Contributions prévues Déterminées au niveau National (CDN, 2015) et les National Appropriated Mitigation Actions (NAMA) adoptés en 2015 sous le leadership du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du changement climatique ;
- la politique sectorielle Environnement, Eau, Assainissement 2018-2027 adopté en 2018 ;
- la Politique Sectorielle de l'Energie et l'initiative Énergie durable (SE4ALL) pour tous qui est un partenariat multipartite entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile adopté en 2015 dans lesquels les agrocarburants et les bioénergies constituent un potentiel énergétique et économique viable pour le pays.

Cette cohérence devrait être garantie par la partie nationale représentée par les ministères en charge de l'Energie, de l'Environnement et de l'Agriculture.

Cette mission d'évaluation trouve enfin sa pertinence dans la nécessité de s'assurer de l'adéquation de la réponse apportée aux besoins énergétiques des populations et communautés à la base.

A cet égard, l'évaluation s'est appuyée sur toutes les sources pertinentes d'information, fondée sur les faits. Le travail d'évaluation effectué s'est employé à :

- apprécier la pertinence du projet par rapport au contexte national et aux priorités nationales ;
- apprécier la stratégie de mise en œuvre adoptée ;
- apprécier le degré de mise en œuvre du programme, son efficacité et l'efficience de sa mise en œuvre ainsi que la qualité des résultats obtenus ;
- apprécier l'impact sur les populations et l'environnement ;
- proposer des recommandations pour les prochaines échéances.

Ces différents éléments ont été appréciés à la lumière du cadre de résultats du projet qui s'est focalisé sur l'essentiel du cadre logique du projet et des Revues de mise en œuvre (PIR).

Méthodes d'investigation et outils de collecte de données

Revue documentaire

Afin de cerner le projet et son contexte d'évolution, son déroulement, ses résultats, etc., il a été procédé à une revue documentaire basée sur les documents mis à la disposition de l'équipe des Consultants par l'équipe d'exécution du projet. Il s'est agi notamment du descriptif de

projet, des rapports périodiques de projet, des PIR, et d'autres rapports, comme les révisions budgétaires du projet, les rapports sur l'état d'avancement, les outils de suivi des domaines focaux du FEM, les dossiers du projet, les documents stratégiques et juridiques nationaux, les documents d'orientation globale ou sectorielle du pays et les documents de politique sectorielle, des documents de référence du FEM, du PNUD ou des Nations Unies (UNDAF 2016-2020, CPAP 2016-2020), etc.

- **Choix des sites d'investigation et identification des cibles pour la collecte des données**

Sur la base des informations fournies lors de la réunion de cadrage et de la revue documentaire, une procédure de collecte de l'information a été arrêtée.
Au niveau local, quinze communautés rurales ont été investiguées. Quant aux communautés à la base, une trentaine de répondants y compris des pépiniéristes, des producteurs individuels mais aussi des organisations intervenant dans la transformation, ont été consultés.
L'ensemble, des communautés investiguées, relève de cinq régions d'intervention du projet.

Tableau 1 : Nombre d'organisations communautaire de base d'enquêtés investigués par Régions et localités d'intervention

Région d'enquête	Village d'enquête	Nature de l'association	Nombre de groupes	Effectifs des membres	
				Moyenne	Maximum
Boucle du Mouhoun	Bondokuy	Féminine	2	13,5	30
	Kari	Féminine	2	18,5	56
	Tchériba	Féminine	1	20	20
Centre-Ouest	Boutirou	Masculine	1	34	34
	Dabiou	Féminine	1	50	50
	Mouna	Féminine	1	114	114
Centre Sud	Manga	Mixte	1	30	30
Est	Fada	Féminine	1	20	20
	Yamba	Féminine	2	16,5	27
Total			12	38,33	

Source : Données d'enquête de la mission d'évaluation, janvier 2020

Par ailleurs, des enquêtes individuelles ont été réalisées auprès des 23 acteurs œuvrant dans l'arboriculture entant que producteurs de plants (87%) ou simples planteurs (13%) dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades et du Centre-Sud.

Tableau 2 : Répartition des producteurs et planteurs de Jatropha enquêtées selon leur nature et effectif par région et par village

Région	Village	Effectif
Boucle du Mouhoun	Bondokuy	2
	Kari	4
Cascades	Madiasso	10
Centre-Sud	Manga	7
Total		23

Source : Données d'enquête de la mission d'évaluation, janvier 2020

Une trentaine de répondants au niveau central soit (22) répondants structurels relevant de 08 ministères et structures clefs du comité de revue du projet et huit répondants représentants l'équipe d'implémentation et de supervision du projet ont été rencontrés au niveau central.

- **Revue des outils de collecte de données et transposition sur interfaces appropriés**

Au regard des critères d'évaluation des projets du PNUD financés par le FEM, l'évaluation de la performance est basée sur les attentes énoncées dans le cadre logique du projet. Cette dernière offre des indicateurs de performance et d'impact ainsi que les moyens de vérification correspondants.

L'évaluation a par ailleurs porté sur les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de durabilité. Pour faciliter la prise en compte de ces préoccupations au niveau des initiatives de développement, le PNUD, le FEM et certains de leurs partenaires ont développé des outils de suivi de l'efficacité. Ces outils qui sont le Monitoring Effectiveness Tracking Tool (METT), le Review of Outcomes to Impacts (ROtI), ont guidé la formulation des outils de collecte proposés pour la présente évaluation. Les outils ont été revus par l'équipe d'évaluation et transposés sur tablettes et smartphones à l'aide du logiciel KoboCollect.

A travers les 3 outils de collecte proposés, il s'est agi de cerner les résultats et leçons apprises du projet aux différentes échelles d'intervention.

(1) **l'outil d'évaluation de l'état de progression du projet vers les résultats escomptés** a été administré au niveau des agences d'exécution représentant la partie nationale et l'équipe de supervision du PNUD. Cet outil a permis de prendre en compte les critères d'efficacité du METT.

(2) **l'outil d'évaluation de la mise en œuvre globale** a été administré au niveau des institutions, structures et partenaires limitrophes membres du comité de revue du projet au niveau central. Il a concerné les directions centrales de quatre ministères clefs, représentant la partie nationale (énergie, agriculture, environnement, innovation et recherche scientifique) mais aussi les opérateurs privés et les personnes ressources initialement visés comme parties prenantes du projet. Cet outil intègre les critères du ROtI.

(3) **l'outil d'enquête ménage** a concerné les ménages, les groupements/ organisations de base et exploitations agricoles qui ont été impactés par le projet au niveau des localités d'intervention. Les données issues de cet outil ont servi essentiellement à analyser le ciblage des bénéficiaires du projet et à illustrer les impacts du projet sur les bénéficiaires. Les données issues de cet outil n'ont pas été utilisées dans l'analyse des performances globales du projet et la progression vers les résultats escomptés au regard des directives d'évaluation des projets du PNUD financés par le FEM[2].

[2] Bureau de l'évaluation du PNUD, 2012. Directives pour réaliser les évaluations Finales des projets du FEM et soutenus par le PNUD

Phasage de l'intervention

Phase 1, cadrage de la mission et mobilisation des partenaires du projet

Cette période de mobilisation a porté sur 04 jours ouvrables. Elle a permis à l'équipe de coordination du projet et au personnel du PNUD Burkina Faso d'apporter des clarifications par rapport aux TdRs et aux consultants de donner des détails sur la démarche technique proposée dans la proposition technique. Cette phase a permis d'établir les contacts et de mieux planifier les investigations à mener et d'engager les partenaires limitrophes, les experts et les personnes ressources clefs. Cette phase a également permis de créer les conditions de la participation des parties prenantes de l'étude.

Phase 2, conduite des investigations relatives à l'évaluation du projet

Cette phase a duré 15 jours ouvrables soit 03 semaines. Elle correspond à la phase des investigations et à la conduite des interventions priorisées pendant le cadrage (Phase 1); elle a servi également à la déclinaison de divers outils de collecte de données qui ont permis d'évaluer la mise en œuvre du projet. Elle a été également mise à profit pour la conduite d'échanges avec les acteurs et parties prenantes de même que les bénéficiaires directs du projet et a permis de tirer les conclusions initiales.

Phase 3, finalisation de la mission.

Cette phase a nécessité 10 jours ouvrables. Elle a servi à tirer les leçons du processus d'évaluation mais aussi à livrer progressivement les produits attendus de la mission y compris la finalisation des rapports provisoire et final et le partage des résultats.

1.3. Structure du rapport d'évaluation

Ce rapport d'évaluation renferme les renseignements essentiels du projet et l'appréciation d'ensemble des conditions d'exécution. Les trois chapitres constitutifs du rapport décrivent les principaux résultats et acquis obtenus suite à la mise en œuvre du projet.

- Le chapitre un portant sur l'« ***introduction*** » explique le contexte et la méthodologie adoptée pour l'évaluation. Ce chapitre fait un point d'honneur aux outils utilisés pour l'évaluation et les cibles correspondants ;

- Le chapitre deux, portant sur la « ***Description et contexte de développement du projet*** » présente les principales composantes du projet de même que le cadre de résultats mis en place pour suivre les performances du projet au fur et à mesure de son exécution ;

- Le chapitre trois portant sur les « ***conclusions*** », analyse les données issues des supports d'échanges et celles produites pendant la période d'exécution dans le cadre du suivi. Ce chapitre opère une mise en cohérence de ces données et propose une interprétation des principaux résultats.

2. Description et contexte de développement du projet

2.1. Développer le marché des agrocarburants

Le contexte international des biocarburants a été marqué par une croissance significative. En effet, la production totale de biodiesel déjà importante en 2004, avait atteint 35 mtep/an en 2007. On s'attendait à ce qu'elle quadruple en 2010.

L'investissement est encouragé par des stratégies régionales, mises en place par des entités telles que l'Union Européenne qui s'est fixé comme objectif principal d'assurer que d'ici 2020, les biocarburants durables puissent représenter 10% de la consommation totale dans le secteur des transports : soit une demande potentielle de 20 mtep/an ou la production de 50 millions d'hectares de Jatropha.

Ainsi, de nombreux projets agro-industriels ont été mis en place, surtout en Afrique, portant sur des centaines de milliers d'hectares. En juillet 2007, D1 Oils (une société anglaise, cotée en bourse, spécialisée dans la production du Jatropha et bien implantée en Afrique), et la firme BP, se sont associés pour créer Crops Ltd afin de produire 1 million d'hectares de Jatropha entre 2007 et 2010, avec une évolution subséquente de 300.000 hectares/an.

2.2. Controverses et principaux domaines concernés

Le développement de plantations industrielles de biocarburants, essentiellement de Jatropha, a suscité des controverses liées aux risques significatifs tant sur le foncier que sur la sécurité alimentaire. A cela, s'ajoute un autre souci majeur qu'est l'insuffisance de garanti que les biocarburants soient une alternative durable au carburant fossile.

Les principaux domaines de controverse qui ont été soulevés sont les suivants :

Pression foncière. - Le développement du secteur du Biocarburant a conduit à une appropriation de fait des terres des villageois par les investisseurs agro-industriels : les terres sont achetées par le biais de baux ou de contrats à long terme (conduisant donc à un achat exclusif de la production des paysans sur plusieurs décennies et à des conditions prédéfinies). En outre, ce sont des terres dites "marginales" qui sont ciblées. Cependant, ce concept n'est pas clair dans la mesure où on n'a pas investi dans le développement des capacités des paysans à gérer ces terres (gestion des eaux, restauration, protection des sols, etc.).

Insécurité alimentaire. Diverses sources internationales ont estimé que la conversion de céréales en bioéthanol fut en 2008, responsable pour au moins 30%, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. En effet, on trouve plusieurs publications sur le sujet, telles que "Meals per gallon – L'impact des biocarburants industriels sur les peuples et la faim dans le monde" par ActionAid (2010).

Durabilité de la production. L'Union Européenne a estimé que l'utilisation de biocarburants durables dans le secteur des transports réduira de 60% les émissions de ce secteur par rapport aux solutions actuelles.
Cependant, des études sur le cycle de vie des biocarburants montrent que leur empreinte carbone peut être variable et parfois négative. Le développement durable de biocarburants devrait promouvoir leur consommation locale plutôt que leur exportation, l'utilisation d'huile

végétale au lieu de biodiesel et des systèmes de production non intensifs (sans irrigation, ni engrais, ni traitements phytosanitaires). D'autres critères de durabilité incluent :

- la prise en compte des aspects environnementaux : le développement des biocarburants ne doit pas se traduire par un changement d'utilisation des terres (ex : la déforestation), une mobilisation des ressources en eau, ou une perte de biodiversité ;
- le respect des standards sociaux nationaux : il ne s'agit pas seulement des conditions de travail des populations locales mais, de façon plus importante, la production de biocarburants devrait aussi contribuer à sortir les populations rurales de la pauvreté par son impact en matière de formation et d'activités génératrices de revenus, etc.

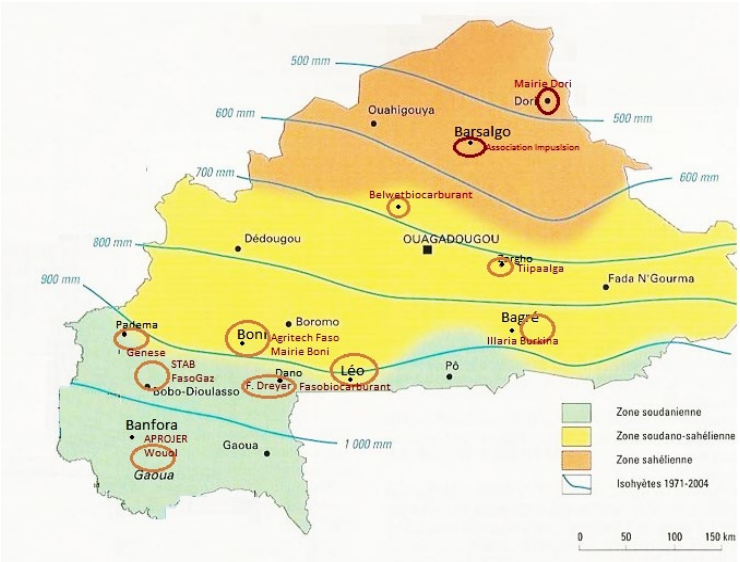
2.3. Situation de référence de la filière agrocarburant à base de *Jatropha curcas* en 2013 au Burkina

Le rapport sur l'état des lieux des opérateurs présents dans la filière agrocarburants en 2013 avait recensé 14 opérateurs dans la filière répartie dans les villes suivantes du Burkina :

- trois (3) opérateurs à Bobo Dioulasso ;
- trois (3) opérateurs à Ouagadougou ;
- huit (8) opérateurs repartis dans les localités suivantes : Bagré, Barsalogo, Banfora, Bérégadougou, Boni, Dano, Dori et Léo.

Tous ces opérateurs avaient développé les cultures de *Jatropha curcas* pour l'approvisionnement en graines, principalement auprès de petits producteurs. Quelques opérateurs avaient des plantations propres, mais dont les superficies restaient limitées (entre 50 et 100 ha). Les modes de plantations variaient entre la culture pure, la plantation en haies vives ou en associé. La superficie totale annoncée en *Jatropha curcas* était d'environ 80 000 ha, mais dont la réalité de production n'avait pas été vérifiée. La figure ci-dessous indique la situation d'implantation des opérateurs de la filière en 2013. On note qu'en dehors de Dori et Barsalgo, la majorité des plantations se trouve dans la zone soudanienne où le climat est plus favorable.

Figure 1 : Carte des zones d'implantation des projets en 2013



Source : Gatete Djerma (2015)

2.4. Démarrage et durée du projet

Le document de projet a été élaboré entre Mai et Aout 2014 suite à une mission d'identification et des études préliminaires. L'approbation du projet a intervenu le 03 Juin 2015 suite à la signature du document de projet. Le projet a été lancé le 12 août 2015 soit 01 an après son identification et trois mois après son approbation. L'exécution du projet s'est déroulée du 12 août 2015 au 31 décembre 2019.

Ainsi, le projet a été mis en œuvre par une équipe constituée d'un coordonnateur, de 4 experts nationaux, d'un conseiller technique international, d'une assistante comptable, d'une assistante administrative et d'un chauffeur, sous la supervision de l'unité Environnement Energie du PNUD.

2.5. Problèmes que le projet visait à régler

Le développement des filières de production des agrocarburants à base d'huile de Jatropha sur une échelle qui en fera une alternative aux produits pétroliers, tout en permettant aux acteurs du développement rural de s'approprier la production de agrocarburants au Burkina Faso, est entravé par plusieurs barrières. Les barrières majeures au développement du marché de l'huile de Jatropha dans le pays sont les suivantes :

- la multiplicité des acteurs institutionnels et l'absence de concertation entre eux;
- un cadre réglementaire inadapté aux spécificités du domaine des agrocarburants ;
- l'absence de maîtrise de la productivité ;
- les capacités limitées des acteurs ruraux ;
- la crédibilité de l'huile végétale comme agrocarburant et son adoption par le public comme nouvelle source d'énergie.

Ces barrières sont plus ou moins les mêmes que celles identifiées et analysées dans une étude régionale sur les agrocarburants réalisée par la CEDEAO en 2008. La levée de ces barrières permettrait non seulement de faciliter l'utilisation généralisée des agrocarburants tels que l'huile de Jatropha, mais aurait également un impact significatif sur la lutte contre la pauvreté et le développement régional.

2.6. Objectifs immédiats et de développement du projet

Le but du projet est la réduction des émissions de GES causées par les activités du transport et de l'utilisation d'énergie dans les zones rurales du Burkina Faso.

L'objectif du projet est de développer le potentiel de réduction des gaz à effet de serre par la promotion de l'huile de Jatropha comme un substitut au diesel, au Burkina-Faso. Le projet devrait faciliter la levée des barrières à la production et à l'utilisation durables de l'huile de Jatropha comme agrocarburants au Burkina Faso.

Comme avantages connexes, le projet cherchait à contribuer de manière significative au développement rural par la promotion d'une production décentralisée de l'huile de Jatropha et d'un investissement privé écologique qui respecte les critères sociaux et de durabilité.

Au regard du document de projet, les objectifs immédiats du projet correspondent aux domaines de résultats pouvant être appréhendés sur la seule base des actions planifiées dans le cadre du projet :

1. Composante 1 : Mise en place d'une stratégie et d'un cadre pour le développement de l'huile de Jatropha comme agrocarburants durable
2. Composante 2 : Lever des barrières à l'investissement privé dans la production d'huile de Jatropha

3. Composante 3 : Renforcement des capacités de R&D sur l'huile de Jatropha et son utilisation
4. Composante 4 : Faciliter l'appropriation de la production d'huile de Jatropha par les acteurs ruraux
5. Composante 5 : Promouvoir l'huile de Jatropha comme alternative aux carburants dérivés du pétrole

2.7. Indicateurs de base mis en place (Détails en Annexes)

On dénombre 3 indicateurs d'objectifs, 12 indicateurs d'effets et 35 indicateurs de résultats. Une dizaine des 35 indicateurs de résultat ne sont pas adéquatement formulés comme tel. Le tableau 3 correspond à une proposition de formulation de ces indicateurs qui pourrait être considérée pour des phases ultérieures du projet.

Tableau 3: Proposition de formulation de quelques indicateurs

Libellé de l'indicateur dans le cadre de résultats	Proposition de formulation
• (1) Mise en place de données de référence ;	• Nombre et catégorie de données de référence élaborées
• (5) Des mesures de régulation sur la qualité des produits dans le domaine du Jatropha sont mises en place et appliquées ;	• Nombre de mesures de régulation mises en place et appliquées sur la qualité des produits dans le domaine du Jatropha
• (6) Des règlementations sont élaborées et appliquées sur les investissements privés, y compris l'accès à la terre, dans le cadre de la production des agrocarburants	• Nombre de règles élaborées et appliquées sur les investissements privés, y compris l'accès à la terre, dans le cadre de la production des agrocarburants

2.8. Principales parties prenantes (détails en annexes)

Les principales parties prenantes du JC sont :

- les acteurs institutionnels : les Ministères en charge de l'Energie, de l'Environnement, de l'Agriculture, des Finances, de la Recherche Scientifique, du Commerce et de l'Aménagement du Territoire ;
- les organisations de producteurs et les acteurs impliqués dans la promotion de petites chaînes de production : leur objectif est de développer les capacités techniques et organisationnelles dans le secteur rural ;
- les investisseurs privés : Les industries agricoles, y compris les agents économiques qui contribuent à la structuration en aval du système de production (distribution des agrocarburants et des pièces d'équipement) ;
- les institutions de recherche, de formation et les institutions dans les secteurs de la finance et de la microfinance : elles contribuent au développement des capacités techniques et financières des acteurs impliqués dans le domaine des agrocarburants ;
- les utilisateurs (entreprises d'approvisionnement en électricité, les intervenants de la filière automobile, les utilisateurs individuels): ils partagent le même souci de la qualité de l'offre et de la régularité.

2.9. Résultats escomptés

L'analyse du cadre de résultats permet de distinguer cinq (05) domaines majeurs de résultats assimilés à des composantes, dix-neuf (19) résultats intermédiaires escomptés assimilés à des extrants.

Composante 1 : Stratégie et cadre pour l'exploitation de l'huile de Jatropha comme agrocarburant durable

- ***Résultat 1.1.*** *Etude diagnostique sur les filières Jatropha au Burkina Faso*
- ***Résultat 1.2.*** *Stratégies de développement approuvées et appliquées pour les secteurs de l'Energie et de l'Agriculture qui sont harmonisées et qui prennent en compte les objectifs de sécurité alimentaire*
- ***Résultat 1.3.*** *Un cadre de concertation est créé et géré de façon dynamique par le secrétariat opérationnel du CICAFIB*
- ***Résultat 1.4.*** *Outils développés pour l'implémentation de la stratégie*
- ***Résultat 1.5.*** *Une stratégie établie et approuvée pour mobiliser les fonds carbones internationaux pour un déploiement à l'échelle nationale.*

Composante 2 : Augmentation des investissements privés pour la production des agrocarburants et ses applications

- ***Résultat 2.1.*** *Des mesures de régulation sur la qualité des produits à base de Jatropha sont élaborées et appliquées*
- ***Résultat 2.2.*** *Les réglementations définies et appliquées sur l'investissement privé dans le domaine des agrocarburants*
- ***Résultat 2.3.*** *Réglementations définies et appliquées sur les prix des agrocarburants*
- ***Résultat 2.4.*** *Un mécanisme de contrôle et de certification qui surveille le respect des critères internationaux de durabilité par les produits de la filière Jatropha est fonctionnel et validé*
- ***Résultat 2.5.*** *Une instance de régulation du secteur des agrocarburants est créée.*

Composante 3 : Augmentation des plantations de Jatropha et des unités de production d'huile de Jatropha

- ***Résultat 3.1.*** *Les facteurs influençant la productivité des petites plantations sont contrôlés et gérés.*
- ***Résultat 3.2.*** *Les modèles technico-économiques de production d'huile de Jatropha dans les zones rurales sont validés pour la phase pilote et augmentent la production d'huile de Jatropha*
- ***Résultat 3.3.*** *Les tests d'utilisation de l'huile de Jatropha et du tourteau comme carburants sont achevés pour la phase pilote et augmentent la production d'huile de Jatropha.*
- ***Résultat 3.4.*** *Identification et documentation des risques liés à la santé causés par la toxicité du Jatropha*

Composante 4 : Augmentation du nombre d'installations de production d'huile de Jatropha appartenant à des organisations rurales

- ***Résultat 4.1.*** *Les acteurs de la filière Jatropha sont complètement formés et compétents*
- ***Résultat 4.2.*** *Les acteurs ruraux dans le développement de la filière Jatropha s'investissent pleinement et sont pleinement engagés*
- ***Résultat 4.3.*** *Développement d'outils qui sont largement diffusés parmi les intervenants de la filière de Jatropha*

Composante 5 L'huile de Jatropha est considérée par le public comme une ressource énergétique nationale de haute qualité et une alternative abordable et réalisable aux produits pétroliers ou au diesel

- ***Résultat 5.1.*** *Un fonds de promotion est créé pour soutenir les fabricants de moteurs modifiés qui tournent à l'huile de Jatropha*
- ***Résultat 5.2.*** *Les partenaires institutionnels et les opérateurs privés sont impliqués dans le développement d'un marché national.*
-

3. Conclusions

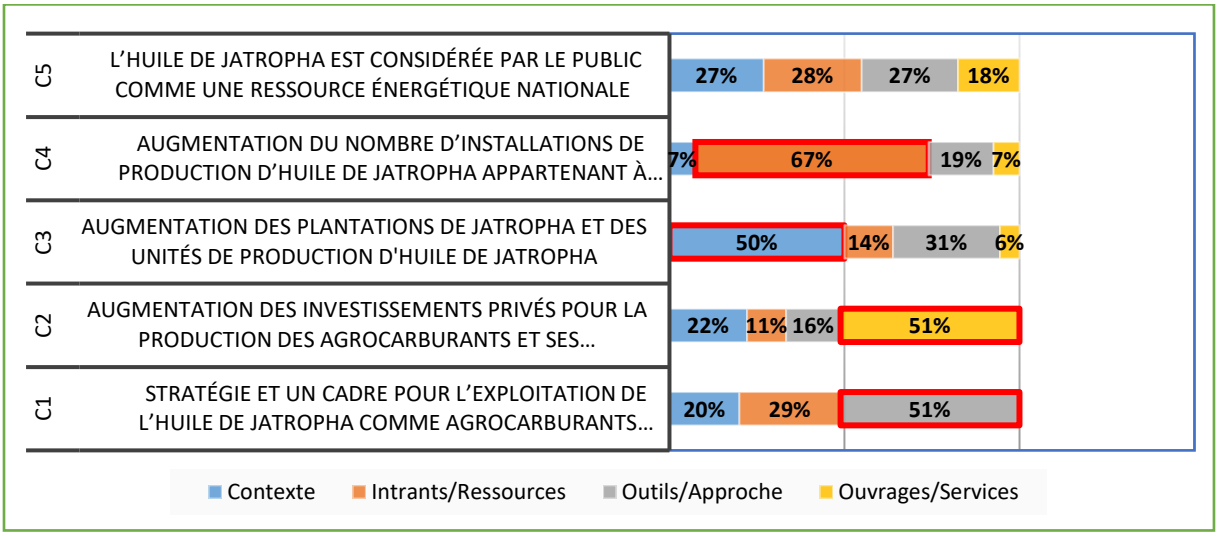
3.1. Conception/Formulation du projet

Analyse ACL/du cadre des résultats (Logique/stratégie du projet; indicateurs)

Analyse des domaines de résultats du projet par l'outil METT[3]

L'analyse du cadre logique du projet grâce à l'outil METT permet d'avoir une appréciation de l'enjeu principal d'efficacité qui a été mis en avant dans chaque domaine de résultats du projet lors de sa formulation. Les produits ou extrants ont été identifiés à des questions d'évaluation de l'outil METT, les modalités de réponses étant pondérées de 0 à 3. Pour chaque réponse scorée, il est demandé au répondant de positionner l'extrant sur l'enjeu qui sied au regard de sa connaissance du projet. En rappel, le guide d'échange inspiré de l'outil METT est exclusivement réservé au personnel-cadre de mise en œuvre et de supervision du projet. En procédant ainsi, on obtient l'empreinte des enjeux METT pour chacun des 5 domaines de résultats (composantes) figurant dans le cadre logique ; on s'aperçoit de l'importance qui leur a été accordée lors de la formulation du projet.

Figure 2: Importance relative accordée à chaque domaine de résultats lors de la formulation du projet (grilles METT)



Sources : Cadre logique Prodoc

L'examen de la figure 2 montre que la formulation des différentes composantes a été faite dans le souci de couvrir les différents maillons du cadre logique du projet. En particulier, les paramètres d'efficacité de la chaine des résultats du projet sont abordés et agencés de façon assez équilibrée dans le projet.

[3] Pour davantage de détails sur les outils d'analyse voir la partie des annexes se rapportant aux questionnaires utilisés : les questions ont été formulées en tenant compte de la grille d'analyse de ces outils et chaque question est scorée.

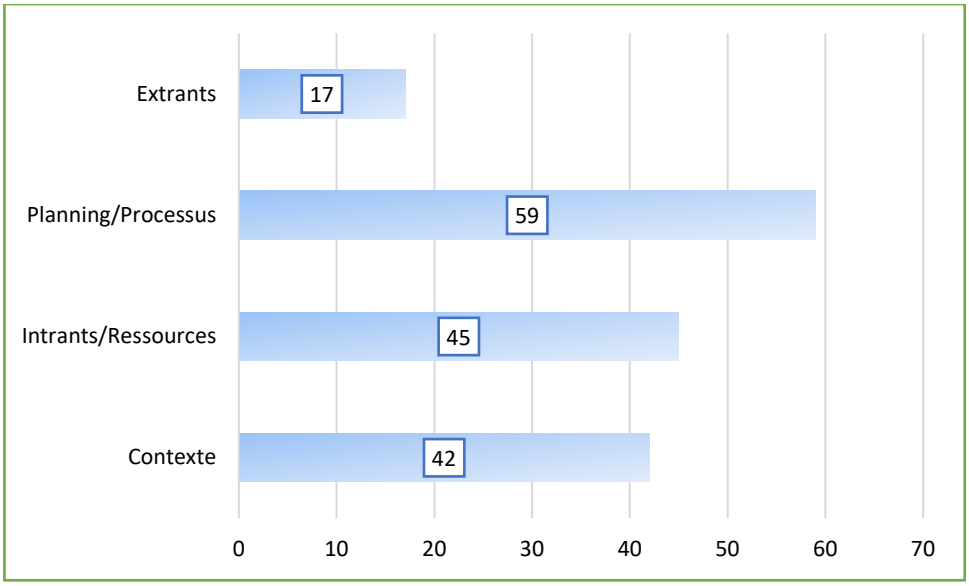
- **Le paramètre « Contexte »** contribue à la bonne conception des actions à partir de l'amélioration de la base des connaissances sur le statut de l'environnement de mise en œuvre du projet ; il examine l'adéquation des référentiels et normes technico économiques, juridiques et institutionnels qui régissent le secteur. Ce paramètre est perçu comme l'enjeu principal de la **composante C3 (50%)** ;
- **Le paramètre « Intrants/Ressources »** qui détermine la faisabilité des actions envisagées à partir de la capacitation technique et opérationnelle des parties prenantes et bénéficiaires (mise à disposition des ressources humaines, matérielles et financières) est considéré comme l'enjeu prédominant de la **composante C4 (67%)** ;
- **Le paramètre « Outils/Approches »** correspondant aux stratégies et dispositions opérationnelles pour exécuter les activités à partir des instances de gouvernance, plans et protocoles d'intervention, la prise des textes, apparait comme l'enjeu majeur de la **composante C1 (51%)** ;
- **Le paramètre « Ouvrages/Services »,** correspondant aux acquis tangibles susceptibles de survivre aux opérations du projet à partir du renforcement des institutions au niveau central et communautaire est considéré par l'équipe managériale du projet comme l'enjeu principal de la composante C2 **(51%)**

Ainsi, chacune des composantes est apparentée à un maillon essentiel du cadre logique et contribue à l'efficacité d'ensemble du projet ; ce qui permet de dire que les composantes du projet ont été bien pensées.

Analyse du modèle logique du projet par l'outil ROTI

En passant en revue le cadre logique du projet grâce à la grille d'analyse ROTI, on peut apprécier le niveau d'équilibre, les maillons critiques de la chaine des résultats du projet : le contexte, les intrants / ressources, le planning / processus et les résultats/extrants.

Figure 3: Importance accordée aux maillons critiques de la chaine des résultats du projet (grille ROTI)



Au regard des scores correspondant à chaque maillon, il ressort que :

Le ***contexte*** d'une part et les ***intrants et ressources*** d'autre part, ont été bien ajustés dans le cadre logique du projet au regard des scores respectifs de 42% et 45% traduisant l'avis de l'équipe managériale du projet ;

Planning et Processus ont eu une place prépondérante dans la chaine logique lors de la formulation du projet (**59%**). Il s'agit des stratégies, plans et protocoles d'intervention, de même que des instances de gouvernance qui ont servi de dispositifs opérationnels de mise en œuvre du projet etc.

À l'inverse, lors de la formulation du projet, les ***extrants et produits*** correspondant aux effets tangibles du projet aussi bien sur le cadre institutionnel au niveau central que sur la qualité de vie des bénéficiaires au niveau des sites d'opération n'ont pas été assez priorisés dans le cadre logique à la hauteur des évidences de terrain (**17%**). Le cadre logique du projet devrait mieux refléter le niveau des effets potentiels du projet sur la qualité de vie des populations et des bénéficiaires structurels. Vraisemblablement si un rapprochement avait été envisagé avec d'autres outils comme la grille de l'Approche des moyens d'existence durable (AMED[4]) lors de l'identification du projet, la formulation des indicateurs aurait permis de mieux appréhender les cobénéfices se rapportant aux moyens d'existence des populations rurales :

- capital financier/économique (niveau de revenus monétaires, budget, flux financier etc.) ;
- capital physique (niveau d'équipements, aménagements, installations, outillage, etc.) ;
- capital humain (niveau de connaissance et compétences acquises) ;
- capital social (niveau d'organisation des populations à la base) ;
- capital naturel (fertilité/productivité des sols, rendements, superficies sous protection, superficies sous pratique résiliente qui structurent les moyens d'existence des populations).

Plus généralement, l'équilibre pouvait être encore amélioré entre planning et processus d'une part et les résultats et extrants d'autre part dans le cadre logique du projet.

Hypothèses et risques

Les hypothèses qui ont sous-tendu la conception du projet comprennent ce qui suit:

- un document de stratégie nationale doit être finalisé et adopté pour exprimer une volonté forte de la part du gouvernement du Burkina Faso de promouvoir le développement des agrocarburants ;
- le fonctionnement du cadre de concertation (CICAFIB) récemment mis en place et la formulation par l'UEMOA de lignes directrices régionales doivent être effectifs pour la conception d'outils réglementaires nécessaires pour superviser le développement de cette filière ;
- le cadre réglementaire de la propriété foncière en milieu rural qui a été mis à jour récemment et consolidé par le biais d'une consultation sur la gestion durable des terres organisée dans le cadre du PROSDRP doit être approprié par les acteurs à la base ;
- le Code des investissements encourageant vivement la création de petites entreprises décentralisées doit être valorisé ;
- la question foncière et la concurrence entre la sécurité alimentaire et la production de l'huile de Jatropha doivent être cernés ;
- la coordination au sein du CICAFIB entre les différents partenaires institutionnels concernés par le développement de la filière Jatropha et le fait qu'elle facilite la participation massive des acteurs de l'industrie dans le processus global doit être assurée ;

[4] Les résultats du projet reflètent en bonne partie, les indicateurs du cadre des moyens d'existence du FEM (AMED) tel que décrit. Les résultats apparaitraient beaucoup plus explicitement si les indicateurs avaient été formulés en tenant compte de ce cadre d'Appui aux Moyens d'Existence Durable

- le suivi doit être mené par le SP/CONEDD, de l'intégration des orientations stratégiques validées par le CICAFIB dans les politiques sectorielles et son application effective dans l'harmonisation des politiques dans les secteurs de l'Energie et de l'Agriculture.

Les principaux risques identifiés lors de la formulation du projet sont ceux identifiés dans le document de projet actualisé.

Catégories	Nature du risque
Risques législatifs	La nouvelle réglementation n'est pas adaptée aux compétences locales actuelles. Elle n'encourage pas les investissements des acteurs nationaux dans la plantation de Jatropha et la production d'huile de Jatropha.
	Développement des grandes (mono) cultures dans les champs ou en concurrence avec les cultures vivrières
Risques institutionnels	Inefficacité due à la faible coordination et à la faible concurrence entre les établissements concernés
Risques techniques	Faibles performances des plantations de Jatropha et/ou des procédés de transformation, conduisant à une durabilité économique faible de la production d'huile de Jatropha

Les principaux risques ont fait l'objet de stratégies d'atténuation correspondantes. Ainsi, un rapprochement a été fait entre les risques identifiés et les options de mise en œuvre du projet.

Tableau 4 : Domaines de risques identifiés et stratégies d'atténuation correspondantes lors de la formulation du projet

Risques	Stratégie d'atténuation du risque	Constats et commentaires
Risques législatifs		
La nouvelle réglementation n'est pas adaptée aux compétences locales actuelles. Elle n'encourage pas les investissements des acteurs nationaux dans la plantation de Jatropha et la production d'huile de Jatropha.	Diverses initiatives institutionnelles récentes montrent la volonté du gouvernement d'organiser et de renforcer le secteur des agrocarburants Le projet a facilité la participation des acteurs institutionnels (au niveau CICAFIB) et de divers intervenants (par l'organisation de groupes de travail, le soutien des initiatives sélectionnées par le biais d'appels d'offres) de sorte que leurs difficultés et leurs attentes soient prises en compte dans le processus d'élaboration du cadre réglementaire	•En dépit des efforts déployés par le projet, le « document de stratégie nationale pour le développement des agrocarburants » qui devait être d'un apport décisif pour la filière n'a pas pu être finalisé et adopté pour traduire la volonté du gouvernement de promouvoir la filière. Néanmoins deux actes juridiques ont été pris notamment l'élaboration et l'adoption de la loi 014-2017 prenant en compte les agrocarburants et l'adoption d'un ~~u décret~~ **décret d'application relatif à la bioénergie conformément aux dispositions de la loi n°014-2017 du 21 avril 2017**.
Développement des grandes (mono) cultures dans les champs ou en concurrence avec les cultures vivrières	Pour atténuer ce risque, le projet se concentrera uniquement sur les réseaux locaux directs, à l'échelle rurale. Dans le cadre de la composante 1, le projet permettra d'élaborer une stratégie et un cadre qui prennent en considération les questions relatives à la propriété foncière et la génération de revenus dans les zones rurales. Une attention particulière sera portée aux conditions d'assurance quand il n'y a pas de concurrence avec la production alimentaire.	Une stratégie de développement du projet a été élaborée : **la sécurisation foncière** y a plutôt été **abordée sur le plan technique** à travers, la délimitation des champs avec des haies vives à base de Jatropha. Néanmoins dans le cadre de la stratégie, des actions ont été menées pour doter les communautés et en particulier les femmes d'équipement à même de contribuer à améliorer les AGR
Risques institutionnels		
Inefficacité due à la faible coordination et à la faible concurrence entre les établissements concernés	Une coordination étroite sera établie entre les institutions en charge de l'Environnement, de l'Énergie et de l'Agriculture, à travers une assistance technique locale et internationale appropriée qui contribuera à faciliter le dialogue, la consultation et les expériences acquises.	L'implication des ministères sectoriels a été faite à trois niveaux : • **au niveau du comité de revue du projet** où siègent les départements en charge de l'agriculture et de l'environnement auprès de celui en charge de l'énergie ;

Risques	Stratégie d'atténuation du risque	Constats et commentaires
		• **au niveau de la cellule opérationnelle** de suivi où les départements ministériels concernés y avaient désignés des points focaux ; • et enfin à **travers des protocoles d'accord et des conventions de services** qui ont été faits essentiellement à l'endroit du département en charge de la recherche ; cette dernière modalité semble la plus pertinente et la plus adaptée face aux risques identifiés au regard des résultats
Risques techniques		
Faibles performances des plantations de Jatropha et/ou des procédés de transformation, conduisant à une durabilité économique faible de la production d'huile de Jatropha	Des compétences de bon niveau à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé national seront mobilisées pour la mise en œuvre de la Recherche & Développement et des activités de formation.	Ceci a favorisé l'atteinte de résultats relatifs à l'introduction d'actions résilientes dans la planification communautaire, la prise en compte des pratiques agroforestières résilientes au climat et l'adoption de stratégies communes d'association culturale et de préservation de la fertilité des sols

Au regard de la trame des risques identifiés et à partir des constats, il ressort que de nombreux efforts ont été faits lors de la conception du projet, pour cerner les incertitudes qui caractérisent l'environnement du projet. Des stratégies ont été préconisées pour atténuer ces incertitudes. Cependant, ces stratégies n'ont pas été exécutées à fond faute de temps ou de ressources adéquates ; ce qui a contribué à entraver la progression vers les résultats escomptés. En outre, au regard de la situation d'ensemble qui prévalait au moment de la finalisation de la conception du projet d'autres types de risques nécessitant des précautions supplémentaires auraient dû être examinés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Risques	Stratégie d'atténuation du risque	Constats et commentaires
Risques financiers		
La disponibilité des financements à temps et en adéquation avec les besoins de mise en œuvre du projet	Le bureau PNUD a assuré : (i) la fourniture de services financiers et d'audit, (ii) le suivi-évaluation et certification des dépenses financières par rapport aux budgets approuvés par le Comité de revue, (iii) le suivi des déboursements des fonds pour la réalisation des activités programmées, y compris les achats et les services financiers, (v) les révisions budgétaires annuelles, (vii) le recrutement d'auditeurs financiers et d'évaluateurs indépendants etc.	L'ajustement des ambitions, le redimensionnement ou la revue des options ou la mobilisation effective des cofinancements attendus de la contrepartie nationale et des autres intervenants, une telle démarche aurait permis une refonte du projet à mi-parcours et plus de flexibilité dans le recentrage des nouvelles attentes ; les insuffisances d'examen de ce risque expliquent en partie des actions du projet qui n'ont pas pu connaitre un début d'exécution
Les faibles revenus des agriculteurs combinés au faible accès aux crédits locaux pourront constituer un obstacle pour les petits producteurs et les organisations paysannes à adopter et à intensifier des systèmes de production et de transformation du *Jatropha Curcas*	La phase de préparation devrait tenir de concertations des acteurs pour identifier les contraintes, notamment financières, à la relance de la filière *Jatropha Curcas* comme source d'énergie. Ces concertations devraient être renforcées, pendant la mise en œuvre du projet afin d'examiner à fond les conclusions des discussions et de proposer des solutions qui seront intégrées dans le processus de planification et les questions qui dépassent le domaine de compétence des pouvoirs locaux seront soumises aux autorités nationales	En dépit des efforts, ce risque est encore d'actualité, une partie des bénéficiaires cibles sont toujours dans l'attente d'un appui préalable du projet pour l'adoption des systèmes de production du Jatropha préconisés
Risque opérationnel		
Instabilité institutionnel ou politique inhabituelle pendant la mise en œuvre du projet	Etant donné que l'intervention du projet est prévue pour une durée de quatre ans, les risques sécuritaires grandissant devraient être pris en compte pour faciliter le déploiement serein du projet sur les sites d'opération	Une approche modulaire qui permettrait des changements de sites d'opération en cas d'insécurité comme cela s'est avéré lors de la mise en œuvre pouvait permettre d'atteindre certains résultats

Enseignements tirés des autres projets pertinents

Trois des quatre domaines de coopération entre le PNUD et le Gouvernement du Burkina Faso présentaient des options synergiques avec le projet *Jatropha Curcas* dans le cadre de l'UNDAF 2018-2020. Ces domaines concernent :

- État de droit, cohésion sociale, paix durable (Sustaining Peace) et sécurité
- Croissance inclusive, durable, emplois décents et sécurité alimentaire
- Résilience aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires.

La plupart des initiatives en cours de mise en œuvre dans ces domaines de coopération, ont pu bénéficier au projet *Jatropha Curcas*. En plus du cadre UNDAF, le projet Jatropha rentrait en droite ligne de l'opérationnalisation de certaines initiatives sectorielles au nombre desquelles, il est aisé de citer :

Le National Adaptation and Mitigation Actions (NAMA) dont certains des impératifs de mise en œuvre ont notamment orienté :

- ***le montage institutionnel à partir du choix des partenaires de mise en œuvre du projet Jatropha Curcas*** au nombre desquels figuraient le Ministère en charge de l'Environnement qui interviennent dans le suivi des CDN à travers le SP CNDD ; ce dernier assure également les fonctions de membres du Comité de revue du projet et d'autres projets contribuant à la mise en œuvre des CDN ; cela a permis de faciliter la complémentarité et la synergie en plus des partenariats de cofinancement ;
- ***les options de mise en œuvre mettant en évidence les cobénéfices générés par la filière Jatropha Curcas en termes de séquestration de Carbone.*** Ainsi, que le confirme le rapport final de l'étude portant sur « Evaluation du bilan carbone des Plantation de *Jatropha Curcas* et des plateformes multifonctionnelles du projet Jatropha », la contribution du projet est évaluée à **14 003,24 tCO_2eq de carbone séquestré**.

L'initiative : Sustainable Energy for All SE4ALL. C'est une initiative à laquelle, le Gouvernement du Burkina Faso a adhéré à partir de 2013. Le projet *Jatropha Curcas*, était l'un des projets pouvant contribuer à l'opérationnalisation de cette initiative (SE4ALL), au regard de ses trois objectifs majeurs à l'horizon 2030 :

- assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes ;
- doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique ;
- doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial.

Particulièrement par rapport au dernier objectif, l'apport du projet Jatropha visait à contribuer, avec une substitution de 35% du gasoil par l'huile du Jatropha dans les PTMF fonctionnant uniquement au diesel dans une douzaine de localité

Le Programme d'Investissement Forestier. Le projet Jatropha s'inscrivant parfaitement dans la stratégie REDD+ du Burkina et après une rencontre avec l'UCP du PIF-REDD+, il a été décidé de demander ***l'inscription de la filière Jatropha dans le registre des projets REDD+ afin de mobiliser les fonds verts*** pour renforcer les capacités de financement des activités du projet et faciliter ainsi l'accès au financement pour les porteurs de projets et les producteurs ruraux. A terme, la collaboration naissante avec l'Unité de coordination du PIF-REDD+ devrait contribuer à :

- l'optimisation de l'utilisation du coproduit tourteau de *Jatropha curcas* comme biofertilisant ;
- la mise en exergue des capacités de séquestration du carbone par la plante *Jatropha curcas* ;

- la contribution de la filière dans la lutte contre le changement climatique, la gestion durable des terres et le développement durable ;
- la contribution de la filière dans la stratégie nationale de réduction des effets dus à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).

En dehors de ces initiatives en cours d'exécution, d'autres projets et programmes ont eu des effets synergiques pour la mise en œuvre du projet Jatropha. Ainsi, comme l'indique le Tableau 5, bien que cela n'ait pas pu être formalisé dans la plupart des cas, certains résultats de même que les acteurs impliqués dans le cadre d'initiatives antérieures ont été capitalisées, valorisées ou mis à profit à des degrés divers par le projet Jatropha.

Tableau 5: Projets et programmes antérieurs à effets synergiques

Projet, initiative – dates-	Axe synergiques au projet Jatropha		
	Domaines d'intervention	Acteurs et bénéficiaires	Principaux résultats
Projet Appui à la valorisation du *Jatropha curcas* pour la production de biocarburants et la lutte contre la désertification - Coopération Chine-Taïwan – 2009-2012	Don de 3 presses et de 2 unités d'estérification	MME, BELWET, APROJER, AGRITEC	Répertoire des opérateurs (2012) Presses surdimensionnées, unité d'estérification non rentable, non disponibilité de la résine
Projet d'accès à la certification des biocarburants – Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne – 2014	• Adaptation norme RSB aux petits producteurs • Amélioration du cadre règlementaire et législatif	MME, acteurs de la filière	Etudes disponibles sur : • Adaptation de la règlementation du Burkina au standard RSB • Réflexion prospective sur l'évolution du cadre règlementaire et fiscal pour le développement durable des agrocarburants au Burkina Faso
Projet JatroREF – GERES-IRAM – 2012-2015	Construction de références utiles aux porteurs de projet et aux décideurs, permettant de caractériser la viabilité socioéconomique et la durabilité environnementale de filières paysannes de production d'énergie renouvelable à partir de Jatropha en Afrique de l'Ouest	GERES, IRAM, Opérateurs de la filière au Burkina Faso, Mali, Bénin, Sénégal, Institutions de tutelle	• Capitalisation des connaissances sur le JC, fiches et études techniques publiées sur www.jatroref.org • Ateliers de concertation multi-acteurs au niveau sous-régional
Programme d'appui au développement et à la structuration de la filière paysanne de Jatropha en Afrique de l'Ouest – ADECIA – 2011-2015	• Recherche-développement • Appui institutionnel	Au Burkina : MME, BELWET, Impulsion, Faso biocarburant, APROJER, 2iE, INERA Au Mali : ANADEB, JMI, Mali Biocarburant, Teriya Bugu	Publication de résultats scientifiquement validés par les instituts de recherche (IER, INERA, CIRAD, 2iE) sur les variétés, les itinéraires techniques, les ravageurs et la valorisation énergétique et agronomique des tourteaux. Echanges Mali, Burkina

Source : document de stratégie du projet *Jatropha Curcas*

Les enseignements à tirer de ces collaborations partielles c'est de prendre le temps d'identifier et de bien affiner les niches préférentielles de partenariats pendant la phase d'initiation et de maturation du projet ; ce faisant, les protocoles de collaboration doivent être dimensionnés en tenant compte des échéances et des possibilités de mutualisation des ressources disponibles entre les partenaires.

Participation prévue des parties prenantes

Tableau 6: Matrice d'analyse du niveau d'implication des parties prenantes

Parties prenantes		Niveau d'implication prévu dans le projet	Constats et commentaires
Le Ministère en charge de l'Energie	Direction Générale des Energies Renouvelables	La DGER est membre du Comité de Revue du projet et assiste à toutes les rencontres organisées par celui-ci. Membre actif assurant la présidence du CICAFIB Partie responsable du Projet au niveau du PNUD	A pleinement joué son rôle d'organe de tutelle d'exécution du projet au titre de la contrepartie nationale ; Elle a fourni l'expertise pour le volet « énergie » du projet
	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	La DGESS assure la supervision directe de la mise en œuvre du projet pour le compte du Ministère en charge de l'Energie et apporte son appui technique aux activités du projet. Elle est également membre du Comité de revue et assiste aux différentes réunions organisées par celui-ci.	Elle a été associée aux missions périodiques de suivi-évaluation et d'appui technique sur le terrain Au regard de son rôle régalien dans le suivi de la performance de tous les projets du département en charge de l'Energie, elle a été particulièrement associée à l'élaboration des PTBA du projet
Ministère en charge de l'Environnement	Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)	Le rôle du SP/CNDD est de faciliter l'intégration effective des principes fondamentaux de la gestion de l'environnement dans les politiques de développement nationales et sectorielles en vue de promouvoir le développement durable. Il est membre du Comité de revue et participe aux différentes réunions de celui-ci.	Le SP/CNDD a participé activement au suivi du projet par l'intermédiaire d'un « point focal environnement » désigné à cet effet En dépit de la désignation d'un point focal, certaines attentes du SP/CNDD n'ont pas été comblées à temps : Bien qu'une évaluation du bilan Carbone du projet ait permis d'estimer les niveaux de contribution à la réduction des GES, le projet Jatropha n'apparait pas comme projet de référence dans le document de CDN au regard des besoins du NAMA. Par ailleurs, le projet devait permettre d'enclencher un processus de certification de la réduction des émissions de carbone à partir des plantations Jatropha sous le Coaching du SP/CNDD mais les dispositions pratiques ont fait défaut après les premiers contacts noués avec l'UCP PIF-REDD+

Parties prenantes		Niveau d'implication prévu dans le projet	Constats et commentaires
Le Ministère en charge de l'Agriculture	Direction Générale des Productions Végétales (DGPV)	Elle est membre du Comité de Revue du projet et participe aux différentes réunions de celui-ci. La DGPV participe activement au suivi du projet par l'intermédiaire d'un point focal désigné à cet effet	L'implication de la DGPV a été faite aussi à travers le développement de modules de renforcement des capacités sur les itinéraires techniques de production du Jatropha en culture associée, conduite par le projet à l'endroit des agents de l'agriculture qui interviennent au niveau des zones d'intervention du projet. Un accord de services devrait intervenir pour donner davantage de forme à la collaboration entre le projet et la DGPV mais à l'évaluation, un tel accord était hors de portée.
Ministère en charge de la Recherche	INERA	Il est membre du comité de revue de projet ; il a été par ailleurs identifié comme agence intervenant dans la mise en œuvre à travers une convention de partenariat dont l'exécution devrait aboutir à l'investigation de près de 18 thématiques de recherche	Les attentes de la convention de partenariat avec l'INERA ont été partiellement comblées notamment à travers la recherche sur les propriétés fertilisantes des tourteaux de *Jatropha Curcas*. Les autres thèmes de recherche n'ont pas pu être entamés du fait d'une insuffisance d'ajustement du timing des investigations au timing du projet. Les thèmes à traiter nécessitaient plus de temps comparativement au timing d'exécution du projet.
	IRSAT	Il est membre du comité de revue de projet ; il a été par ailleurs identifié comme agence intervenant dans la mise en œuvre à travers une convention de partenariat dont l'exécution a permis d'examiner l'usage de l'huile de Jatropha dans les foyers améliorés	Les attentes de la convention de partenariat avec l'IRSAT ont été comblées au regard des contrats de services.
Le Ministère de l'Économie et des Finances	DGCOOP	Elle assure la programmation annuelle de la contrepartie financière du Burkina Faso pour le projet Ses avis de Non Objection ont conditionné l'échéance d'exécution de certaines activités comme l'arrêté sur les investissements privés dans la filière Jatropha dont l'incidence financière impactait les recettes de l'Etat	Le ministère de l'économie et des Finances a pleinement joué le rôle attendu de lui en étroite collaboration avec le PNUD, notamment en facilitant le décaissement des contreparties nationales prévues. Néanmoins, les ANO du Ministère ont eu des répercussions sur le déroulement de certaines activités telles que la prise des arrêtés portant sur les investissements dans la filière Jatropha

Source : Prodoc actualisé

Au regard de ce qui précède, les parties prenantes ont pu être impliquées à des degrés divers, à la hauteur de leur contribution potentielle aux résultats et impacts prévisionnels du projet. Comme prévu dans les dispositions de départ du projet, une stratégie conséquente de mobilisation des parties prenantes a été déployée. Cependant, dans certains cas, la mobilisation des parties prenantes n'a pas suivi comme il faut et a été en deçà des attentes ; en conséquence, le poids de l'exécution du projet a été supporté souvent par moins de partenaires que prévu. Ainsi que le précise la matrice, l'implication des parties prenantes ci-dessous, les Ministères en charge de l'Agriculture à travers la DGPV et la DGPER, le Ministère de l'environnement à travers le SP CNDD, et le Ministère de la Recherche à travers l'INERA et l'IRSAT et le Ministère en charge du Commerce et de l'Artisanat à travers l'ABNORM, n'ont pas pu finalement participer à hauteur de leur contribution potentielle. Cette mobilisation mitigée pourrait entraver l'appropriation de certains résultats notamment ceux dont les parties prenantes concernées ont la charge régalienne. Dans ces conditions, il y avait lieu de poser clairement les bases de la cooptation de partenaires concernés, du mandat qui leur a été confié et des conditions spécifiées pour leur participation.

Approche de réplication

Le projet a identifié les villages de 13 Provinces au sein de 10 Régions comme sites d'opération. Chacun des sites correspond à un maillon spécifique de la filière de *Jatropha Curcas* et pourrait servir de modèles pour le maillon concerné. Ces villages mis en réseau font des collectivités rurales concernées, des « pôles de développement rural à base de la filière *Jatropha Curcas* » et présentent du fait des activités du projet des atouts pour être érigés en écovillage.

La réflexion doit se poursuivre pour un meilleur ancrage des pratiques et des options de valorisation de la filière Courte de *Jatropha Curcas* suscitées par le projet dans ces villages. Il pourrait s'agir d'ériger les bonnes pratiques et options de valorisation de la filière courte du *Jatropha Curcas* en critères de certification des villages en « éco villages ». Cette labélisation pourrait être une étape vers la mise à l'échelle dans les autres régions agroécologiques du pays et dans les régions ayant des conditions climatiques et agroécologiques similaires dans l'espace du CILSS.

Avantage comparatif du PNUD

Ce projet représente une contribution directe du PNUD à l'appui au développement du Burkina à travers trois axes stratégiques

- **Pour l'Axe 1- Etat de droit, cohésion sociale, paix durable et sécurité**. A travers cet axe, le PNUD s'est engagé auprès du Gouvernement du Burkina à doter les structures et les organisations étatiques et non étatiques au niveau central, déconcentrées et décentralisées des capacités à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des programmes de développement et à assurer un contrôle civil.

A cet effet, le PNUD dans le cadre du présent projet a fourni un appui permettant sur la base de **l'Effet 1 de "développer une stratégie et un cadre pour l'exploitation de l'huile de Jatropha comme agrocarburants durable"** à travers un processus de concertation favorisant la participation citoyenne et l'inclusion (CICAFIB).

- **Pour l'axe 2- Croissance inclusive, durable, emplois décents et sécurité alimentaire**. A travers cet axe, le projet Jatropha a servi au PNUD de levier pour la préservation des opportunités de subsistance et de revenus des populations locales à partir de **l'Effet 3 "Augmentation des plantations de Jatropha et des unités de production d'huile de**

Jatropha". Cette composante a été un tremplin pour la dissémination des options et les pratiques de valorisation de la filière mais aussi pour la dynamisation des entreprises et sociétés coopératives rurales, et les organisations communautaires à la base. A titre illustratif, le projet a stimulé à travers les pratiques d'AGR des sources de revenus et des emplois décents pour les femmes rurales ; le projet a également contribué à la sécurité alimentaire en proposant des techniques alternatives de fertilisation des sols et donc d'accroissement des rendements à partir de la valorisation des tourteaux de *Jatropha curcas.*

- **A travers l'Axe 3 "Résilience aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires"**, l'engagement du PNUD auprès du Gouvernement se traduit par un appui aux secteurs public et privé, aux collectivités locales et aux populations à assurer une gestion durable de l'environnement, dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques et des risques de catastrophes naturelles. Cet axe est abordé dans le projet jatropha entre autres à partir de l'Effet 4 "**Augmentation du nombre d'installations de production d'huile de Jatropha appartenant à des organisations rurales" à travers le Résultat 4.2: "Les acteurs ruraux dans le développement de la filière Jatropha s'investissent pleinement et sont pleinement engagés**".

Les liens entre le projet et d'autres interventions au sein du secteur

Nombre d'interventions dans le secteur de l'Energie ont eu des effets synergiques aux interventions du projet « *Jatropha Curcas* ». C'est le cas de la plupart des neuf (9) projets entrant dans le cadre du cycle de coopération entre le PNUD et le Gouvernement à travers le CPD. Trois de ces projets à savoir le projet PADEL, le Projet d'appui à la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Sociale sont contemporains au projet *Jatropha Curcas*. Même si ces projets n'ont pas donné lieu à des rapports de collaborations formelles avec le projet *Jatropha Curcas*, des évidences peuvent être notées sur leurs liens avec le projet *Jatropha Curcas* :

- Pour le Projet PADEL : Le Programme d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL) est une initiative majeure d'opérationnalisation du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Le PADEL compte 4 composantes complémentaires dont la composante 2 : Développement des services énergétiques modernes et d'infrastructures socio-économiques de base sous la tutelle du PNUD contribue au Produit 2 : "Les populations et les collectivités disposent de services énergétiques modernes". Ce produit renvoie à l'un des objectifs de l'Initiative SE4ALL du Ministère en charge de l'Energie qui assure la tutelle technique du projet Jatropha.

- Pour le projet d'appui à la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Sociale (PNDES) : le Projet Jatropha vise l'amélioration de l'efficacité de la mise en œuvre du PNDES. La transversalité des 4 composantes du projet porte sur l'amélioration des capacités techniques et opérationnelles des acteurs intervenant dans différents secteurs de développement dont celui de l'énergie ;

Modalités de gestion

Entité d'exécution du projet.

Le projet a été mis en œuvre par le Ministère de l'Energie (ME) sous la modalité NIM- mesures nationales d'exécution (MNE), sur une période de quatre ans, d'août 2015 à décembre 2019,

en conformité avec l'accord de base type en matière d'assistance et les plans d'action du programme pays du PNUD (CPAP 2015-2017 ; CPAP 2018-2020). Conformément à cette modalité, le Ministère de l'Energie a assuré le leadership et la coordination du projet en tant qu'entité représentant la partie nationale. Les sous-traitances avec les partenaires pour des tâches spécifiques chaque fois que nécessaire et dans le cadre juridique du PNUD et du Gouvernement du Burkina Faso, lui étaient dévolues vis-à-vis des agences spécialisées de l'Etat, des instituts de recherche ainsi que des ONG. La mise en œuvre effectuée par le Ministère de l'Energie a été faite :

(i) par l'intermédiaire et la tutelle technique de la Direction Générale des Energies Renouvelables (DGER) responsable de la mise en œuvre des activités du projet à travers l'Unité de Coordination dont relevait la plupart du personnel (coordonnateur, Suivi Evaluateur, Expert Energie) ;

(ii) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture qui a été étroitement associé aux activités du projet à travers la DGPV et la DGPER, dans toutes les composantes, et en particulier les activités de renforcement des capacités de la composante 3 ;

(iii) en collaboration avec le Ministère en charge de l'Environnement à travers le SP/CNDD associé au suivi et à la supervision du projet à travers un point focal Environnement ;

(iv) en collaboration avec le ministère en charge de la Recherche Scientifique et de l'Innovation associé à la mise en œuvre du projet à travers des conventions de partenariat avec l'INERA et l'IRSAT.

Le Bureau du PNUD-Burkina a assumé les responsabilités et le rôle de supervision et de suivi évaluation à travers ses départements et programmes compétents dont son unité Environnement et Energie et sa Section Administration et Finance. En étroite collaboration avec le Ministère de l'Energie, le Bureau du PNUD-Burkina Faso a assuré: (i) la fourniture de services financiers et d'audit des fonds du projet, le recrutement et des contrats du personnel international du projet, (ii) le suivi-évaluation et la certification des dépenses financières par rapport aux budgets du projet approuvés par le Comité de Revue du projet, (iii) l'approbation des allocations budgétaires et le transfert des fonds dans les comptes du projet, (iv) le suivi des déboursements des fonds pour la réalisation des activités programmées, y compris les achats et les services financiers, en conformité avec les procédures du PNUD/FEM, (v) la certification des pièces comptables justificatives des dépenses ; (vi) les révisions budgétaires annuelles et (vii) le recrutement d'auditeurs financiers et d'évaluateurs indépendants.

Cette gestion partagée du projet entre le PNUD et la partie Nationale a été quelques fois sujette à des difficultés liées à une juxtaposition des procédures dont l'appropriation insuffisante par l'Unité de Coordination qui devait servir d'interface entre les membres du comité de partenariat, a ralenti par moment l'état de progression vers les résultats escomptés.

- **Pilotage et supervision du projet**

Le projet est doté d'un organe de pilotage (Comité de Revue). Il est prévu deux assises dans l'année pour superviser, orienter et valider les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). Le comité de revue a été institué le 03 août 2015 par « Arrêté 00223/MME/SG » du Ministère en charge de l'Energie portant création, composition, attribution et fonctionnement du Comité de Revue du « Projet de Promotion du *Jatropha Curcas* comme source d'agrocarburants durable au Burkina Faso ».

Les sessions de cette instance unique de supervision du projet (comité de revue du projet) se sont tenues régulièrement sur une base annuelle et ont été documentées de l'an 1 du projet

(2015) à l'an 5 du projet (2019). Ces sessions ont permis de statuer sur le déroulement des activités du projet et orienter l'équipe de mise en œuvre au plan technique et financier.

- Deux audits du projet ont eu lieu à mi-parcours à l'exercice 2017 et à la fin du projet (2019) ;
- les rapports annuels ont été produits et sont disponibles sur la base des PTBA qui ont été produits ;
- deux rapports de Revue d'Implémentation du Projet (PIR) ont été élaborés et transmis au FEM.

La consultation des rapports montre qu'en dehors des rapports de missions, les rapports périodiques ont été produits sur une base annuelle.

- L'équipe d'investigation n'a pas eu l'évidence de production de rapports trimestriels de mise en œuvre du projet qui s'imposaient dès lors que le document de projet a préconisé un séquençage trimestriel des PTBA.
- Par ailleurs, sur la base de la consultation documentaire et des échanges avec les parties prenantes, il ressort qu'un léger retard a été accusé au démarrage mais aussi une période de passage à vide à mi-parcours du projet en 2018 qui s'est étalée sur près de six mois sans activités. Même si cela n'a pas été explicité, cette période correspond à la période de vacance de la position de chargé de programme Energie et Environnement du PNUD. En conséquence, le calendrier de mise en œuvre du projet a connu un glissement qui a été rattrapé avec beaucoup de peine. De ce fait, certaines activités du projet sont restées au stade initiatique, d'autres n'ont pu être exécutées que partiellement, pire, il y a des activités qui n'ont même pas connu un début de mise en œuvre.

Au regard des investigations et de l'analyse effectuée par l'équipe d'évaluation, les formats de rapportage budgétaire tels que présentés ont été calqués sur l'outil ATLAS. Cet outil permet de prévenir les dépassements budgétaires et a été utilisé et valorisé pour le suivi budgétaire. Cependant, il aurait fallu amener le détail des rapports budgétaires à un niveau qui assure la redevabilité vis-à-vis des institutions bénéficiaires/partenaires du projet ou impliquées dans son suivi.

Les audits mandataires produits à mi-parcours et en fin de projet (de 2017 et 2019) ont pu être consultés. Ils ont mis en évidence la régularité des procédures et ont recommandé l'apport des contributions attendues de la contrepartie nationale. Cependant, comme ce n'est pas leur vocation, le champ des audits n'a pas couvert les modalités d'une bonne approche de redevabilité vis-à-vis des parties prenantes.

L'approche de redevabilité suggérée couplée aux recommandations des audits aurait suscité davantage d'engagement et accéléré la mise à disposition des contributions attendues des partenaires autres que l'Etat.

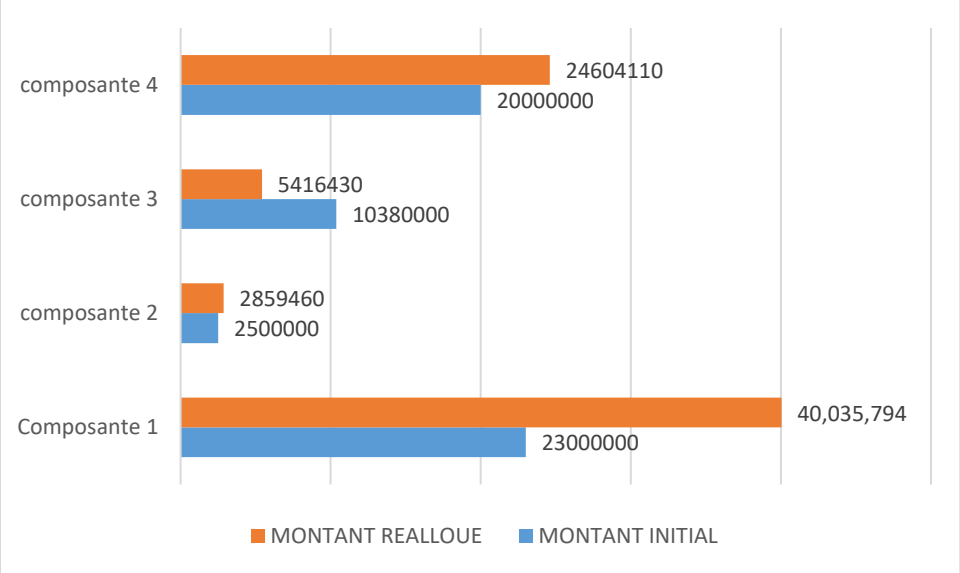
3.2. Mise en œuvre du projet

Gestion adaptative (modifications apportées à la conception et résultats du projet lors de la mise en œuvre)

Il est évident que le projet disposait d'un grand potentiel d'adaptation au regard des réajustements qui ont été apportés aux ressources humaines et aux modalités de mise en œuvre pendant la période de mise en œuvre. Compte tenu du contexte jugé stable du pays, il a été proposé la modalité d'exécution par la Partie Nationale (NIM) du projet. Toutefois, au regard de l'évolution de la situation interne, l'exécution du projet a connu quelques réajustements.

- **Au plan des ressources humaines**, l'équipe de mise en œuvre a été revue en trois échéances : à partir d'août 2015, cette équipe était constituée comme stipulé dans le paragraphe; un premier remaniement opéré à partir de septembre 2018 et a concerné l'équipe de supervision du PNUD avec le départ de la chargée de Programme Environnement et Energie en Mars 2018,un deuxième remaniement a concerné le Service Environnement du projet avec l'affectation du chef de Service Environnement du projet tel que cité dans l'arrêté ; enfin le dernier remaniement a concerné le poste de Coordination avec le départ du premier occupant en décembre 2019;
- **Au plan des ressources financières**, au regard des échanges avec l'équipe de coordination et de supervision du projet, certaines actions planifiées ont été sous budgétisées. D'autres actions non planifiées se sont avérées nécessaires pour la suite du projet. Ces activités ont été réalisées au prix d'efforts d'adaptation des ressources financières dans un contexte où les cofinancements attendus des partenaires autres que le PNUD et le FEM n'ont pas été adéquatement mobilisés : même si certains cofinancements ont pu être apportés en nature, sur huit millions de dollars attendus, les évidences n'ont été apportés que pour 1,3 millions de dollars mobilisés. Certaines activités non formellement identifiées au départ, qui se sont révélées très pertinentes par la suite (la dotation des bénéficiaires et cibles du projet en Kits savons ou en décortiqueuses) se sont faites au prix de réallocation budgétaire ; à titre illustratif la réallocation budgétaire pour l'année 2018 est matérialisée par la figure 4.

Figure 4: Relocation budgétaire du projet pour l'année 2018(en FCFA)



Source : Services Finances PNUD

La figure 4 montre que la réallocation budgétaire s'est traduite par des dépassements certes maitrisés mais à des taux importants par rapport aux montants initiaux pour presque toutes les composantes.

- **Au plan de la programmation**, le cadre logique du projet a été réajusté dans certains de ses compartiments notamment pour prendre en compte le changement d'option opérée suite à l'évolution de la conjoncture internationale: l'option filière longue qui envisageait la production et la substitution des agrocarburants à base d'huile de Jatropha au diesel dans les transports et les centrales énergétiques à l'échelle nationale a fait place à l'option de la filière courte qui consiste à la production et

l'usage de l'huile de *Jatropha Curcas* pure et ses dérivés pour satisfaire les communautés rurales directement concernées. Au regard de ces changements d'option, ***la Composante 5 « L'huile de Jatropha est considérée par le public comme une ressource énergétique nationale de haute qualité et une alternative abordable et réalisable aux produits pétroliers ou au diesel » est devenue obsolète***. Les autres changements dans la programmation qui ont préservé les composantes tout en optant pour une stratégie de leur mise en œuvre ont été consignés au travers des PTBA qui ont été élaborés et entérinés par le comité de revue du projet. Il est important de noter qu'un nouveau PRODOC a été élaboré pour prendre en compte la recommandation de l'atelier de démarrage tenu en août 2015 afin d'actualiser les données. Cela a contribué aussi à retarder le démarrage effectif du projet sur le terrain

- **Au plan opérationnel** certaines activités du projet ont été revues ou redéfinies sur la base de la stratégie indexée ***dans la Composante 1/Résultat 1.2. Stratégies de développement approuvées et appliquées pour les secteurs de l'Energie et de l'Agriculture qui sont harmonisées et qui prennent en compte les objectifs de sécurité alimentaire.*** Quatre (04) axes stratégiques d'intervention servant de base au plan d'actions pour la promotion de la filière *Jatropha Curcas* comme source servant d'outil opérationnel à la stratégie, ont été définies :
  - ☞ Axe 1 : Donner une meilleure visibilité de la filière comme source d'agrocarburants ;
  - ☞ Axe 2 : Promouvoir un cadre institutionnel en faveur du développement de la filière *Jatropha Curcas* comme source d'agrocarburants durable ;
  - ☞ Axe 3 : Améliorer le cadre légal et réglementaire ;
  - ☞ Axe 4 : Diffuser les résultats de la recherche et poursuivre la R&D pour l'amélioration de la productivité des plantations ;
  - ☞ Axe 5 Promouvoir des modèles techniques et économiques orientés vers la lutte contre la pauvreté et l'accès local à l'énergie.
- Si les quatre derniers axes du plan d'action de la stratégie épousent parfaitement les résultats attendus de certaines des composantes du projet, il n'en demeure pas moins que le premier axe a réintroduit de nouvelles activités préliminaires. Par ailleurs, relativement aux autres axes du plan d'action de la stratégie, des activités exploratoires préliminaires ont dû être greffées à celles prévues dans le cadre logique initial du projet. Il s'agit notamment du « Diagnostic territorial du potentiel de production et d'utilisation de l'huile de *Jatropha Curcas* » en vue d'identifier les zones indiquées pour le test des deux modèles techniques et économiques orientés vers la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'énergie.
- ***L'ensemble des activités exploratoires préliminaires identifiées par la stratégie bien que pertinentes ont quelquefois pesé sur la rapidité de progression vers les résultats escomptés dans le cadre logique. On peut en conclure qu'au regard de leur pertinence c'est le dimensionnement du projet qui a été trop ambitieux et n'a pas été conséquent dans l'évaluation du temps nécessaire à la mise en œuvre ;***
- ***En lieu et place d'une stratégie, une évaluation externe à mi-parcours aurait permis le réajustement du cadre logique du projet pour le rendre conforme à l'évolution de son environnement institutionnel, financier et opérationnel ;***
- ***Au total, différents réaménagements ont été apportés au projet au triple plan des ressources humaines, des ressources financières et de sa stratégie opérationnelle. Cela démontre le potentiel adaptatif du projet mais aussi la souplesse des procédures d'acquisition des principaux partenaires financiers que sont le FEM et le PNUD.***

Accords de partenariat (avec les parties prenantes pertinentes impliquées dans le pays/la région)

Une dizaine de partenaires avait été identifiée pendant la phase préparatoire du projet (Voir Prodoc). Ces partenariats ont été approfondis à des degrés divers pendant la période de mise en œuvre. Seuls les partenariats entre le FEM, le PNUD, le Ministère de l'Energie, le Ministère des Finances, l'INERA, l'IRSAT et BELWET appartenant au groupe de coordination du projet, semblent avoir été formalisés.

- L'INERA et l'IRSAT ont été actifs dans la mise en œuvre du projet sur la base de protocole d'accords et de conventions de services ;
- Le Ministère de l'Energie à travers la DGER a pris les arrêtés instituant le projet et son ancrage institutionnel, de même que le décret instituant la coordination et le personnel animant cette coordination et le décret révisant le CICAFIB (une plateforme regroupant des partenaires de premier plan pour la mise en œuvre du projet).

- Des ébauches de partenariats ont été esquissées avec le Ministère de l'Agriculture à travers la DGPV et la DGPER mais n'ont pas été concrétisés en dehors de la désignation de points focaux pour le suivi de la mise en œuvre du projet ;
- Une convention de service a été signée avec l'association BELWET identifiée comme la société coopérative la plus implantée sur le territoire national et dans les zones de mise en œuvre du projet servant de partenaires relais au projet *Jatropha Curcas* pour la réalisation des activités de terrains.

A l'analyse, la plupart des partenariats qui ont engendré une implication effective des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet sont des contrats de prestation de services y compris avec les structures étatiques dont l'implication devrait assurer la contrepartie nationale dans le projet.

Bien que les dispositions contenues dans le manuel de procédures autorisent le recrutement des entités nationales quand les services sollicités relèvent de leurs compétences et de leurs prérogatives, le défaut de formalisation de certains partenariats sous forme de mémorandum d'entente est un manque à gagner quant à l'appropriation des acquis du projet et à la rétrocession de ses acquis aux acteurs nationaux.

Au plan régional, des voyages d'échanges ont été planifiés et réalisés au Mali. Ces voyages d'échange devraient être valorisés dans le sens de l'influence régionale du projet à travers des accords de transferts de technologie ou de partage de connaissances entre pays. Les partenaires bilatéraux ou multilatéraux stratégiques comme la Banque Mondiale à travers la coordination PIF-REDD+, l'Union Européenne et la GIZ ont été informées des activités du projet via le PNUD. Ces Institutions n'ont cependant pas intervenu directement dans la mise en œuvre. Il faut inscrire leur participation dans le cadre de la capitalisation des interventions menées sur la filière Jatropha par des acteurs extérieurs.

Le projet a drainé ainsi des partenariats potentiels au niveau régional et avec les institutions internationales qui n'ont pas été concrétisés ou mis sous format, ce qui constitue un manque à gagner en termes de réplication des résultats du projet à l'échelle régional.

Commentaires relatifs aux activités de suivi et d'évaluation utilisées dans le cadre de la gestion adaptative

Pendant la formulation du projet, des risques, sensés entraver la mise en œuvre du projet, avaient été identifiés et ont fait l'objet de mesures d'atténuation. La matrice des risques qui a été développée correspondait aux axes de gestion adaptative du projet.

La plupart des activités non planifiées auraient pu être initialement prévues si la matrice des risques avait été exhaustive. Par exemple :

- Pour les risques financiers liés à l'insuffisance des ressources apportées par les cofinancements des partenaires qui a conduit à l'inéligibilité de certaines activités décidées en comité de revue et à une réallocation budgétaire à des proportions dépassant souvent 50% du montant initial ;
- Pour les risques opérationnels, au regard de la situation sécuritaire dégradante qui a rendu problématique l'accès à certains sites d'opération pour la poursuite et le suivi des activités, une approche modulaire prévue dans des contextes similaires comme approche du projet aurait justifié la relocalisation de certaines activités de terrain.

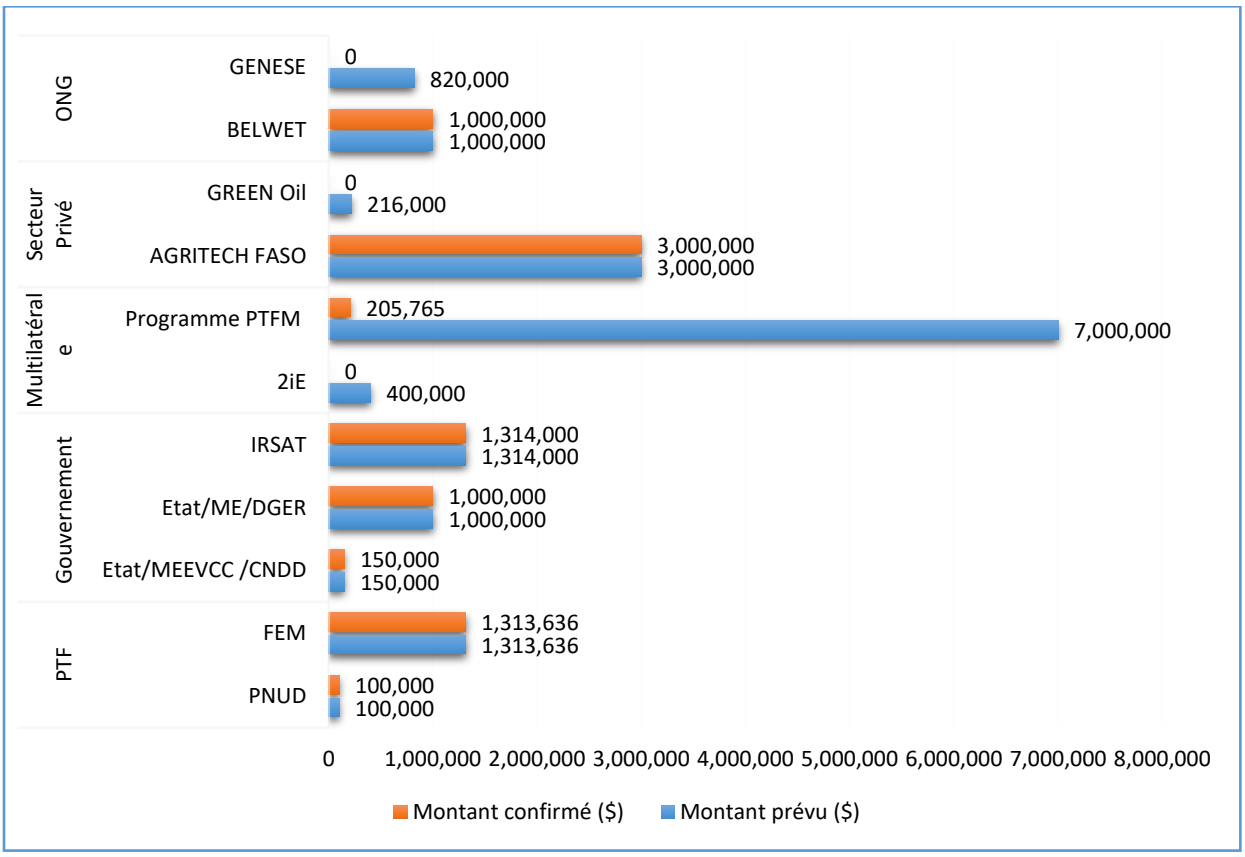
Ces risques devraient pouvoir être identifiés dans la matrice des risques. La gestion adaptative est le reflet de cette matrice qui n'a pas été suffisamment exhaustive.

Nonobstant ces insuffisances mineures, le suivi des activités entrant dans le cadre de la gestion adaptative n'a pas été occulté puisque le cadre logique a été revu dans certains compartiments et certaines cibles ont été réajustées. Au regard des rapports d'activités du projet et des échanges avec les parties prenantes, la plupart des mesures devant contribuer à la gestion adaptative ont été prises. L'insuffisance de décryptage des risques n'a pas permis d'identifier à l'avance davantage de mesures entrant dans le cadre de la gestion adaptative.

Financement du projet

Le projet devrait bénéficier d'un financement prévisionnel quadripartite du PNUD/FEM, du Gouvernement du Burkina Faso, des opérateurs privés, ONG et multilatérales. Les contributions attendues de ces partenaires financiers n'ont pas toutes été confirmées comme prévus. Les contreparties de certaines ONG, multilatérales et opérateurs privés n'ont pas été confirmées dans le cofinancement.

Figure 5 : Sources prévisionnelles et sources confirmées pour le financement du projet



Source : Prodoc

Comme le confirme la figure 5 seulement 8 083 401des **16 313 636 de dollars US** de financements estimés ont été confirmés par les partenaires annoncés soit 50% des montants estimés.

La situation de l'ensemble des cofinancements prévisionnels et réels est indiquée dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7 Sources prévisionnelles et réelles pour le financement du projet (en millions USD)

Sources de financement/ Bailleurs	Montant ou Coût total	Apports effectifs en Espèces	Apports effectifs en Nature	Total Apports effectifs	Ecart Apports effectifs	Taux décaissement (%)
ETAT /ME/DGER	1000000	120764	663401	784165	215835	78%
PNUD	100000	88760		88760	11240	89%
FEM	1313636	1284939		1284939	28697	98%
ETAT/MEEVCCSP/CNDD	150000	0	0	0	150000	0%
ETAT/MRS/IRSAT	1314000			0	1314000	0%
PTFM	205765			0	205765	0%
AGRITECH FASO	3000000			0	3000000	0%
BELWET	1000000			0	1000000	0%
TOTAUX	8083401	1494463	663401	2157864	5925537	27%

Source : Prodoc et Unité de coordination du projet

Il ressort de l'analyse de la situation d'ensemble des cofinancements que globalement un peu plus du quart (27%) des financements attendus qui avaient été confirmés par les différents partenaires financiers ont été apportés.
Cette part de cofinancement a été apportée par trois partenaires essentiellement : le PNUD, le FEM et le Gouvernement du Burkina Faso (Ministère de tutelle). Pour ces trois contributeurs, les apports ont été effectués globalement conformément aux contributions attendues.
Les deux principaux partenaires du gouvernement notamment le PNUD et le FEM ont respecté les engagements pris en allouant les ressources promises :

- les financements attendus de l'entité d'exécution (PNUD) sous forme de Cash sont apportés au projet comme prévus ;
- les apports attendus du GEF(FEM) ont été injectés dans le projet comme prévus.

Les contreparties attendues de l'entité de mise en œuvre (le Gouvernement du Burkina), à travers les ministères impliqués (Environnement, Recherche et innovation) n'ont pas été adéquatement mobilisées. Certaines des agences gouvernementales impliquées attendaient des protocoles d'accord ou des conventions de services avant de s'engager dans l'accompagnement de la mise en œuvre alors qu'au regard des prévisions, leur participation devrait relever de la contrepartie nationale.

Tableau 8: Part de cofinancement attendu des ministères impliqués au titre de la contrepartie nationale

Structure	Secteur Couvert par le partenariat	Nature du financement conjoint
MEDD (SP/CONEDD)	Promotion du projet	Salaires, locaux, véhicules
Ministère des Mines et de l'Energie (DGER)	PASE Étude de projets pilotes	Étude de projets pilotes Utilisation de l'huile de Jatropha comme énergie pour alimenter les « pôles de développement ruraux ».
	Maîtrise d'œuvre	Mise à disposition de bureaux, véhicules, contribution aux opérations du programme
Ministère de la recherche (IRSAT)	Tests comparatifs des huileries traditionnelles fonctionnant avec des fourneaux à huile	Recherche et salaires

Source : Prodoc

Le tableau 8 permet de conclure quant à l'insuffisance des apports du gouvernement apporté au regard des prévisions et des secteurs couverts. Les partenariats devraient être formalisés avec ces agences gouvernementales sur la base des engagements sans inclure de facto une incidence financière. Ce bilan vient s'ajouter à celui des agences multilatérales, ONG et opérateurs privés qui n'ont pas honorés leurs engagements.

Ce faible niveau des cofinancements apportés comparativement aux prévisions et à l'effectivité des engagements, peut être considéré comme un des facteurs sérieux ayant compromis l'accomplissement des résultats escomptés et justifier l'insuffisance des niveaux de réalisation.

Suivi et évaluation : conception à l'entrée et mise en œuvre (*)

En dehors de l'outil ATLAS qui est un des outils de référence du PNUD accepté par le FEM ~~FEM~~ pour le suivi financier, les autres outils FEM annoncés et pris en compte pendant la phase d'initiation du projet sont des outils de planification des activités et de rapportage de la mise

en œuvre : le Rapport de Lancement (RL), le Rapport Annuel du Projet (RAP), le Plan de Travail Annuel (PTBA) la Revue d'Implémentation du Projet (PIR), la Revue Tripartite du Projet (RTP). En dehors des indications faite par le pro doc pour orienter la conception du suivi s'appuyant sur ces outils il ne nous a pas été donné de constater l'existence d'un dispositif formel de suivi. Par ailleurs ces outils ordinaires en matière de suivi évaluation présentent quelques limites pour le suivi de l'efficacité de mise en œuvre en ce sens qu'ils anticipent peu l'efficacité de mise en œuvre.

- D'autres outils de référence recommandés pour la conception du projet comme les outils AMAT, METT ou ROTI du FEM auraient pu contribuer à anticiper le suivi de l'efficacité de mise en œuvre et des impacts. Ces outils auraient pu être utilisés lors des études de base devant définir la situation de départ des indicateurs.
- Par ailleurs, le cadre de résultats du projet pouvait intégrer des cartes de durabilité financière, technique, politique et institutionnelle.
- La revue externe à mi-parcours du projet bien que mentionnée dans le Prodoc n'a pas été conduite. Cette revue à mi-parcours aurait pu aboutir à des recommandations encore plus pertinentes pour le suivi des impacts du projet en y associant les grilles AMAT ou METT lors des investigations.

L'ensemble des insuffisances constatées sont amplifiées par l'absence d'un référentiel claire de suivi évaluation du projet. En effet, il est à relever le manque de dispositif pour le suivi régulier de la plupart des indicateurs contenus dans le cadre logique, en plus souvent de la mauvaise formulation de certains d'entre eux, déjà soulevée plus haut.

Nonobstant ces insuffisances, on peut établir une situation de l'état d'exécution des activités de suivi évaluation du projet telles qu'envisagées dans le Prodoc.

*Tableau 9: **Situation d'exécution des activités de S&E prévus par le document de projet***

Activités de S&E prévues	Situation d'exécution	Commentaires	Appréciations
Rapport de lancement du projet	Exécuté	Produit à l'issu du lancement du projet effectué le 15 août	Ce rapport fait ressortir les catégories et nombre de participants et porte à connaissance des parties prenantes du projet les principales recommandations formulées par les participants pour la suite du projet
Rapports annuels	Exécutés	Tous les rapports annuels de projets ont été produits aux échéances prévues de 2016 à 2019	Ces rapports annuels assurent une bonne traçabilité de l'état d'exécution technique et financière du projet. Les bilans financiers annuels sont faits par composante et non par source de financement ; ce qui ne permet pas un suivi de la contribution opérée par chaque bailleur au fil des années
Réunions et rapport tripartie	Exécuté	Des réunions du comité de pilotage du projet ont été tenues chaque année	En dehors de ces réunions du CPP sanctionnées par des comptes rendus, l'équipe du projet n'est pas en mesure d'attester d'autres réunions tripartites
Evaluation externe à mi-parcours	Non exécutée	Une évaluation à mi-parcours n'a pas été effectuée conformément aux conditions spécifiées dans le Prodoc	L'évaluation n'a pas été explicite quant à la prise en compte de certains outils recommandés par le FEM tels qu'AMAT qui ont pourtant été utilisés pour l'établissement de l'état de référence du projet
Rapport final	En cours d'élaboration	Retard par rapport à la prévision	
Audits	Exécuté	Un seul audit mandataire (2017) a été réalisé pendant les cinq ans de mise en œuvre du projet	Un audit final est prévu pour 2019. Il pourrait confirmer les tendances de régularités des procédures budgétaires et des acquisitions constatés par les audits antérieurs et statuer sur la prise en compte des différentes recommandations formulées par l'audit passé
Visites sur le terrain	Exécutés	Des missions de terrains ont été organisées par l'agence d'exécution (PNUD) et les partenaires du projet dont la dernière datant de juin 2019	Les rapports consultés montrent que certaines de ces visites ont été organisées de façon conjointe et ont vu la participation du PNUD et les principales agences des ministères impliqués dans le comité de revue du projet (ministère de l'énergie, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'environnement) et ont contribué à favoriser le partage d'expériences et à renforcer l'adhésion et l'implication des acteurs à la base
Leçons apprises		Les leçons apprises ont été mentionnées le long des rapports annuels, des rapports de mission du projet	Les leçons compilées le long des différentes phases d'exécution du projet ont de par leur pertinence permis le redéploiement de certaines activités. Un rapport de capitalisation aurait donné une bonne vue d'ensemble des leçons apprises
Rapports techniques	Exécutés	Les rapports techniques consultés portent sur l'étude diagnostique de la filière de *Jatropha Curcas* , la capitalisation des bonnes pratiques de production du *Jatropha Curcas* , Stratégie et plan d'action de mise en œuvre du projet etc.	Les différents rapports techniques qui ont été consultés ont fait l'objet d'amendements par les parties prenantes du comité de pilotage du projet ce qui augure de leur qualité technique
Evaluation finale externe	Exécutée	Entamé deux mois avant la fin formelle prévisionnelle du projet	

Source : *Prodoc*

Coordination au niveau de la mise en œuvre et de l'exécution avec PNUD et le partenaire de mise en œuvre (*) et questions opérationnelles.

Le Bureau Pays du PNUD a assumé ses responsabilités d'Agence d'exécution. A cet effet, il a assuré la supervision technique et financière du projet, et a veillé à ce que les ressources financières du projet soient utilisées comme prévues. Le PNUD a procédé au recrutement du personnel spécialisé du projet et a veillé à ce que ce personnel contribue à développer et renforcer la capacité nationale. L'équipe de projet rendait compte au Représentant Résident sur la base du rapportage technique et financier et conformément aux plans de travail approuvés par le Comité de Revue du Projet (CRP). Le PNUD a œuvré à fournir des rapports périodiques, selon les formats exigés par le GEF (FEM) suivant la modalité d'exécution NIM ~~indirecte~~ que le projet a adoptée.

La gestion quotidienne et la coordination du projet ont été accomplies par une Unité de Gestion du projet (UGP) sous l'orientation générale du Comité de Revue du Projet (CRP). **L'Unité de Gestion du Projet (UGP) a été instituée par Arrêté 002325/MME/SG** du Ministère en charge de l'Energie portant création, composition, attribution et fonctionnement de l'Unité de Coordination du « Projet de Promotion du *Jatropha Curcas* comme source d'agrocarburants durable au Burkina Faso ». Elle avait en charge la gestion et la coordination de l'ensemble des activités du projet. Elle est responsable de la gestion technique, administrative et financière du projet.

Cette unité a été constituée :

- ***Du personnel issu du Ministère en charge de l'Energie et du Ministère en charge de l'Environnement[5]t :***
  - Ingénieur Electromécanicien, Coordonnateur : **Le Coordonnateur de projet.** Il est sous la supervision de la DGER et du CRP. Il s'agit d'un poste à temps plein pour les quatre années d'exécution du projet. Il s'agit d'un poste de politique/leadership de haut niveau consacré à la supervision de la mise en œuvre du projet ;
  - Ingénieur Energéticien : Chef de service Energie ;
  - Technicien Supérieur de l'Environnement : Chef de service Environnement ;
  - Attaché en Etudes et Analyses : Chef de service Suivi-évaluation ;
- ***du personnel recruté :***
  - un Chef de service Passation des Marchés et Comptabilité;
  - un Ingénieur en Développement Rural, option Agronomie;
  - Une Secrétaire de Direction ;
  - un Chauffeur.

De par la composition de l'équipe de coordination, la Contrepartie Nationale a imprimé et confirmé l'orientation stratégique du projet vers un secteur privilégié qui est celui de l'Energie. Cette orientation a priori du projet qui se justifiait au regard du contexte initial qui a prévalu lors de la conception, à la maturation du projet était quelque peu dépassée au démarrage effectif. L'évolution du contexte justifiait largement l'ouverture du projet vers d'autres secteurs comme l'agriculture et l'environnement dont l'implication véritable pouvait aboutir à une plus-value des cobénéfices que le projet a générés.

L'équipe de mise en œuvre du projet et de supervision au niveau du PNUD ont par ailleurs connu des départs dus à la réaffectation des agents : les postes de chef de service environnement et de coordinateur pour l'unité de coordination et le poste de chargé de programme Environnement et Energie du PNUD ont été remaniés.

[5] Les intitulés de poste sont ceux du décret de nomination du personnel du projet

Même si les différents remaniements dans l'équipe de gestion courante du projet ont été conduits sans trop perturber l'élan global de mise en œuvre du projet, ce qui dénote du potentiel adaptatif du système managérial du projet, cela a nécessité à chaque fois un temps d'appropriation pour les nouveaux occupants et retardé les volets dont ils ont la charge.

3.3. Résultats du projet

L'analyse des résultats du projet a été faite en tenant compte des principales préoccupations du PNUD, du FEM de même que les politiques et stratégies nationales et sectorielles de développement connexes aux secteurs de l'énergie, de l'environnement, de l'agriculture. Les grandes lignes qui sont développées pour justifier la performance du projet concernent donc la pertinence, l'efficience, l'efficacité, la pérennisation des acquis, l'intégration et l'appropriation nationale, la durabilité et l'impact du projet. Les résultats analysés sur fond d'appréciation du personnel du projet et des représentants des structures membres du comité de revue. Les analyses menées concernent :

- les niveaux de réalisation des objectifs tels qu'issus de la dernière version de la Revue d'Implémentation du Projet (PIR) à partir de 2017;
- l'appréciation des résultats à partir des paramètres de la chaine logique du projet : intrants/ressources, les processus et planning, les résultats et impact issus de la grille ROTI ;
- l'efficacité de progression vers les résultats attendus à partir des composantes thématiques (C) reflétant les effets attendus des projets analysés par la grille METT.

Résultats globaux (réalisation des objectifs) (*)

Niveaux de réalisation des objectifs[6]

[6] Le Terme « **Objectifs** » employé ici est un terme générique qui renvoie aux rubriques du cadre logique correspondant aux **produits, extrants, résultats ou effets issus des activités**. Dans la nomenclature adoptée par le projet au regard du Prodoc, les composantes du projet correspondent aux résultats globaux et ce qui est présenté comme résultats sont des résultats intermédiaires ou extrants. Ce sont ces composantes et résultats intermédiaires ou extrants dont le niveau de réalisation est examiné dans ce paragraphe à travers les paquets d'activités conçus pour les atteindre

			Cibles		
Resultats	Indicateurs	Référence	Prévues	Atteints	Appréciation
Composante 1:	Stratégie et cadre pour l'exploitation de l'huile de Jatropha comme agro carburants durable				
Résultat 1.1	Nombre de stratégies de développement pour les secteurs de l'Energie et de l'Agriculture harmonisées par rapport aux objectifs de sécurité alimentaire	0	1	1	
Résultat 1.2	Nombre de membres formés	0	20	20	5
	Nombre de réunions du CICAFIB tenues	0	6	2	
Résultat 1.3	Nombre de projets identifiés	0	3	0	
Composante 2:	Augmentation des investissements privés pour la production des agro carburants et ses applications				
Résultat 2.1	Nombre de normes établies	0	1	0	
Résultat 2.2	NombreTextes règlementaires adoptés et mis en œuvre	0	1	1	
Composante 3:	Augmentation des plantations de Jatropha et des unités de production d'huile de Jatropha				
Résultat 3.1	Nombre d'écotypes locaux de *Jatropha curcas* identifiés et classifiés	3	10		
	Nombre de variétés importées adaptées aux conditions locales identifiées et classifiées	3	10		
	Nombre de modes de production de Jatropha curcas les plus adaptés aux différentes zones agro écologique	0	2		
	Nombre de ravageurs et de maladies de Jatropha curcas identifiés et étudiés	3	4		
	Nombres de formules de valorisation du tourteau de Jatropha curcas sous forme d'engrais/compost identifiées et validées	5	6		
Résultat 3.2	Nombre de modèles technico-économiques les plus performants développés et utilisés par les paysannes	0	2	0	
	Nombre d'unités rurales (manuelles et motorisées) opérationnelles de production d'huile de Jatropha curcas	0	10	15	
Résultat 3.3	Nombre de fourneaux pilotes opérationnels fonctionnant à l'huile de Jatropha curcas	0	300	0	
Résultat 3.4	Nombre de risques sanitaires pertinents liés à la toxicité du Jatropha curcas identifiés	0	2	3	
	Nombre de campagnes de sensibilisation sur les risques associés la manipulation des produits et produits dérivés du Jatropha curcas	0	3	10	
Composante 4:	Augmentation du nombre d'installations de production d'huile de Jatropha appartenant à des organisations rurales				
Résultat 4.1	Nombre d'actrices de la filière Jatropha curcas formées	0	200	1499	
	Nombre d'acteurs de la filière Jatropha curcas formés	0	100	659	
Résultat 4.2	Nombre de participation annuelle dans des émissions de radios ruraux, de forum et théâtres en milieu rural	0	4	8	
Résultat 5.1	Nombre de groupements de femmes soutenus et travaillant avec les opérateurs privés				
	LEGENDE	Realisé et dument justifié	réalisé en deca des prévisions	Non réalisé	

Source : PIR 2019

L'examen du tableau sur la situation d'exécution technique des paquets d'activités relatifs aux composantes et domaines de résultats du projet permet de faire les constats suivants :

- Sur les 35 paquets d'activités correspondantes aux composantes répertoriés dans le cadre de résultat du projet (Tableau), seulement une vingtaine ont été reconnues pertinentes et ont connu une instruction depuis le démarrage du projet et devraient contribuer aux 12 résultats intermédiaires qui ont été suivis entre les 2 PIR sur les 19 prévus par le cadre logique,
- Sur la vingtaine de paquets d'activités, une dizaine soit la moitié a été exécutée et a permis d'atteindre 7 des 12 résultats intermédiaires considérés par le PIR ; la seconde moitié a été

amorcée et partiellement exécutée soit restée au stade initiatique ; malgré le changement de cap qui explique en partie le restant des 15 paquets d'activités certains soient considérés comme obsolètes,

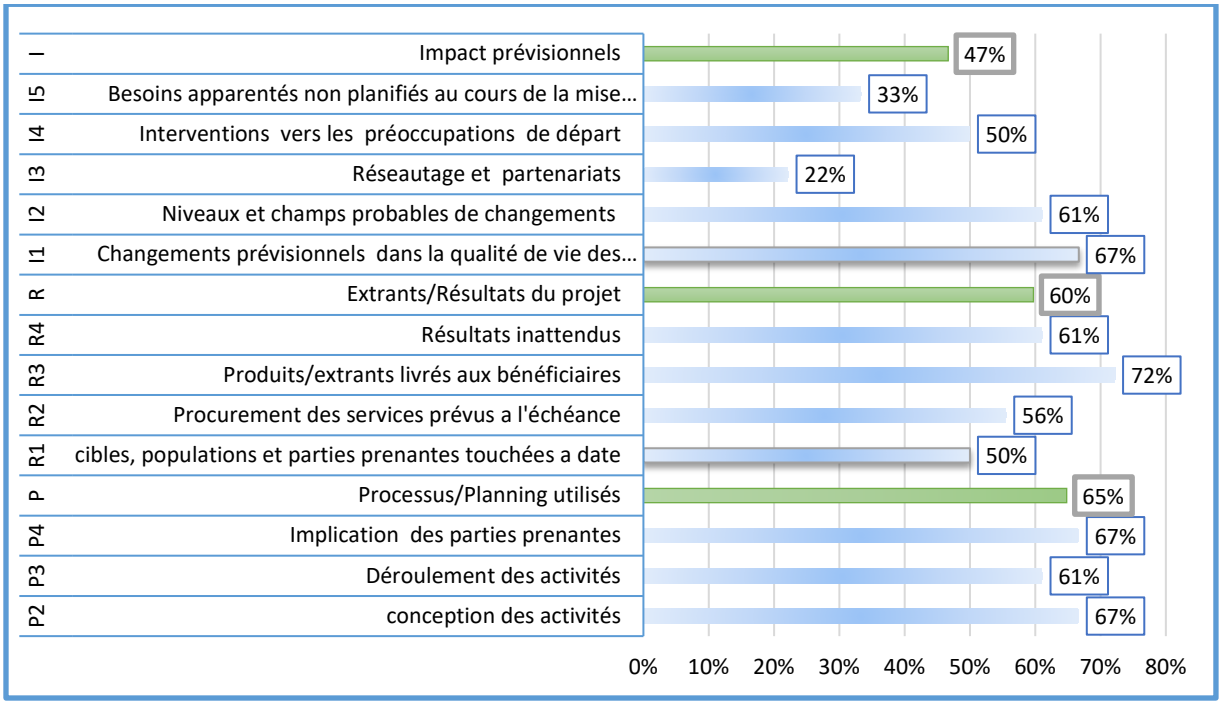
- Ces ratios renforcent l'évidence d'une insuffisance d'efficacité et d'efficience dans l'exécution du projet : seulement 7 sur 19 résultats intermédiaires ont été atteints
- Ce qui est indexé en plus des périodes de passage à vide ce sont les procédures d'approbation des activités au niveau de l'entité d'exécution (PNUD) et du bailleur principal du Projet (FEM), par la contrepartie nationale mais aussi la lourdeur des procédures de la partie nationale dans l'absorption des ressources mises à leur disposition. Cela démontre que bien que facilitant le traitement des dossiers au niveau de l'entité d'exécution et du bailleur, il arrive que la procédure de décaissement ne soit pas maitrisée par les représentants de la contrepartie nationale. La capacité des structures représentant la contrepartie nationale à absorber les ressources mise à disposition devrait être parallèlement renforcée. Il peut s'agir de prévoir parallèlement un dispositif de renforcement des capacités d'absorption des ressources en facilitant l'acquisition et la prise en main d'une logistique appropriée pour la passation des marchés (Tom Pro Passation des Marchés par ex). Cette capacité devrait être bien examinée pour assouplir les procédures de décaissements sous peine de pénaliser les bénéficiaires finaux du projet ;
- Certains résultats très importants d'un point de vue symbolique, ont été acquis par le projet mais sont peu mis en évidence dans les procédures de suivi évaluation du projet. À titre d'exemple, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 3, il ressort dans l'examen des résultats intermédiaires que l'étude de capitalisation a permis de répondre à beaucoup d'attentes du cadre de résultat. Ces résultats ne sont pas documentés et explicités à travers le système de suivi évaluation.

Plus généralement, il y a lieu de voir dans le cadre du dispositif de suivi évaluation, les modalités d'appréciation du niveau de progression des activités, les étapes qualitatives franchies et des efforts qui sont fournis pour leur donner un niveau expressif dans les indicateurs du cadre logique

- **Appréciation des résultats par les partenaires**

Les résultats globaux du projet ont été analysés à partir de l'appréciation des partenaires limitrophes. Les scores obtenus traduisent l'appréciation de 13 acteurs structurels issus des départements ministériels clefs membres du comité de revue du projet mais aussi les ONG et les acteurs du secteur privé ayant intervenu dans la mise en œuvre du projet. La grille ROTI utilisée pour analyser les tendances a été exploitée sur trois axes : (i) Les processus et planning utilisés, (ii) les extrants et résultats obtenus, (iii) les impacts prévisionnels.

Figure 6: Appréciation globale de l'efficacité de mise en œuvre par les partenaires limitrophes du projet



Source : investigations de l'équipe d'évaluation sur la base de la grille ROTI, 2020

Les processus et planification préalables à la délivrance des services du projet sont bien appréciées des parties prenantes (65%). La conception des activités consignées dans les PTBA, l'implication des parties prenantes à partir des sessions d'approbation des PTBA, les niveaux de suivis opérés par le projet sur le déroulement des activités ont intervenu comme paramètres d'appréciation des processus et planning. Relativement à ce maillon, les limites du projet, décriées par les partenaires concernent :

- l'insuffisance de concordance entre certaines des activités telles que planifiées et approuvées lors des sessions d'examen des PTBA et celles finalement retenues pour exécution suite à l'avis de non objection (ANO)du bailleur (Cas de certaines formations à l'étranger, dédiées au personnel du projet et des structures partenaires prévus par les PTBA mais non exécutées suite à l'ANO du bailleur) ;
- l'inappropriation des approches de consultation de certains partenaires sectoriels de tutelle sur des préoccupations dont ils étaient garant régaliens (cas par exemple des marchés Carbone)
- la faible implication des parties prenantes initiales dans le suivi de la mise en œuvre : des protocoles initialement prévus pour mieux impliquer les niveaux locaux et opérationnaliser le partenariat entre les secteurs de développement concernés notamment Agriculture, Energie et Environnement au niveau régional, n'ont pas pu être appliqués

Les extrants et résultats obtenus par le projet comprenant, les produits fournis par le projet, les services délivrés aux bénéficiaires et les cibles (populations, sites, communautés et parties prenantes) touchés par le projet. Les résultats du projet sont considérés comme moyennement satisfaisants (60%).

- Dans certaines localités d'intervention, les services délivrés n'ont pas souvent suivi les cibles (bénéficiaires) qui ont été initialement préparés formés pour les recevoir et les utiliser comme souligné par le représentant de BELWET, principal partenaire relais du projet sur le terrain.

- Les résultats portant sur les dispositifs et procédures visant le développement institutionnel de la filière *Jatropha Curcas* n'ont pas pu se mettre en place comme il se devait dû à l'insuffisance de temps et à l'étroitesse de la vision prospective du projet.
- Le principal produit inattendu comme cobénéfices c'est le tourteau reconnu comme engrais biologique et les tests effectués par l'INERA vont dans ce sens. Ce tourteau fait 65 à 75% de la graine. Son impact au plan agricole n'est pas à négliger et devrait même faire partie aussi des objectifs du projet et a fait dire par certains bénéficiaires qu'à leur avis, il n'y a pas d'opposition à faire entre l'huile-énergie et le tourteau-fertilisant.

L'état de progression vers les impacts prévisionnels du projet est considéré comme modérément satisfaisant (47%) au regard de l'appréciation des partenaires limitrophes. Cette appréciation est faite sur la base de la trame des changements attendus dans la vie des cibles, des niveaux et champs probables des changements prévisionnels, des réseaux et partenariats de collaboration développés, de l'ampleur des besoins apparentés non planifiées qui ont émergé au cours de la mise en œuvre, du degré de prise en compte des préoccupations de départ. Plusieurs impacts prévisionnels semblent évidents pour les bénéficiaires :

- impacts sur la production agricole en termes de fertilisants ;
- impacts sur le revenu des femmes à travers les AGR (savon) ;
- utilisation des sous-produits dans le maraîchage ;
- réduction des GES à travers la séquestration du carbone ;
- amélioration de la scolarisation des filles à partir des revenus générés par le Jatropha.

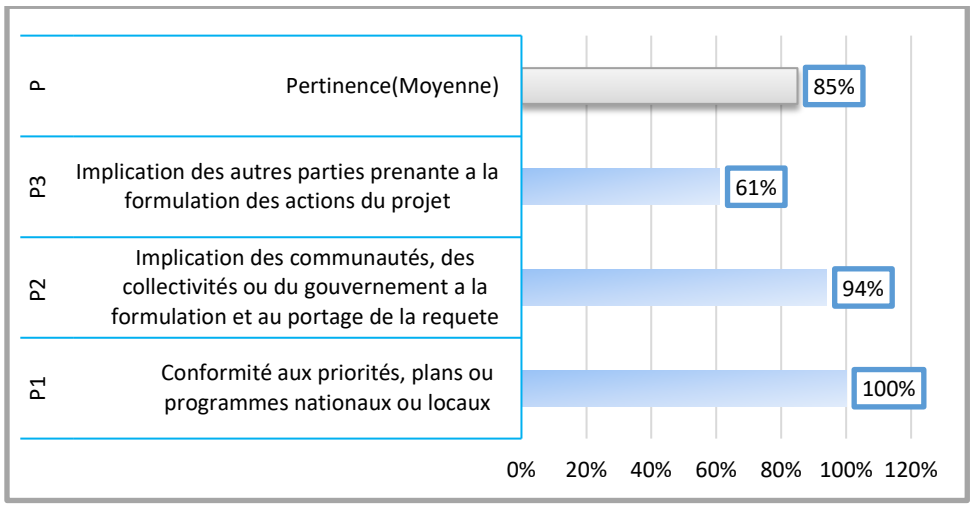
Pertinence (*)

La stratégie du projet est en phase avec le ***Plan National d'Adaptation à la variabilité et au changement climatique, la politique nationale de l'environnement, la Vision 2025, le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES2016-2020)*** du Gouvernement ***du Burkina,*** ainsi que ***l'UNDAF*** signée entre le Gouvernement ***du Burkina Faso*** et le Système des Nations Unies couvrant la période (2018-2020). En effet, le projet contribue directement à la « **Priorité 1 du PNA Burkina »**, identifiée comme l'option d'adaptation clef dans le contexte de la dégradation des ressources naturelles, la déforestation, l'insécurité alimentaire et la fréquence accrue des sécheresses au Burkina.

Bien que formulé avant le PNDES (2016-2020), la mise en œuvre du Projet *Jatropha Curcas* y a été parfaitement arrimée. Les actions prioritaires du PNDES en rapport avec les énergies renouvelables, les biocarburants et le changement climatique, prévoient de donner la priorité entre autres aux actions suivantes : (i) le renforcement des capacités nationales de lutte contre les changements climatiques ; (ii) l'atténuation des émissions des GES dans les secteurs des transports et de l'agriculture ; (iii) l'augmentation de la capacité de séquestration de CO_2 par le développement des puits de Carbone.

C'est l'ensemble de ces paramètres qui motive et justifie l'appréciation faite par les acteurs structurels qui ont été investigués au niveau central.

Figure 7: Appréciation de la pertinence du projet par les partenaires structurels du projet



Source : investigations de l'équipe d'évaluation sur la base de la grille ROTI, 2020

Le projet Jatropha s'inscrit par ailleurs dans la volonté du Gouvernement d'assurer une agriculture et une sécurité alimentaire durable en particulier à travers le ***plan d'action quinquennal, ainsi que de la politique nationale de développement agricole.*** Ce projet contribue ainsi à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement durable (ODD), la lutte contre la pauvreté, l'adaptation aux changements climatiques, la vision Burkina 2025 sans oublier les autres plans connexes de développement.

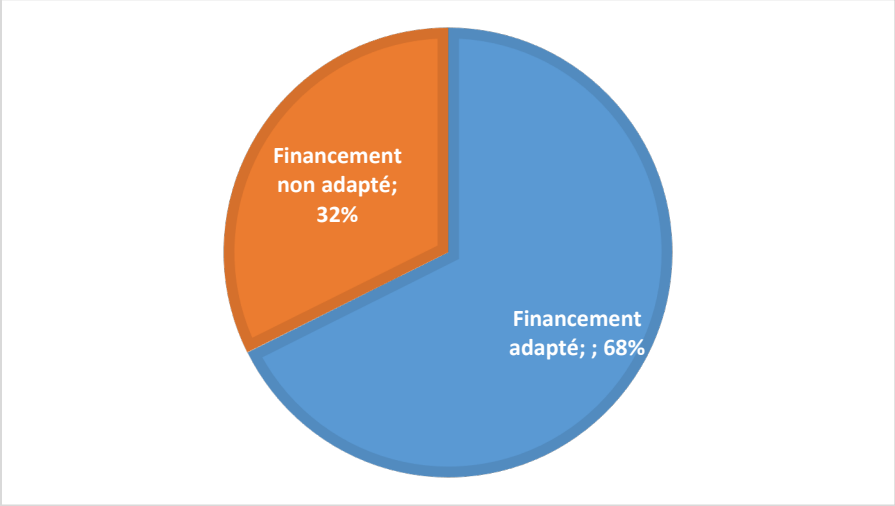
De manière générale, les objectifs du Projet Jatropha sont cohérents avec les objectifs sectoriels et ceux du PNDES. En effet, le Projet Jatropha à travers les différents PTBA élaborés de 2016 à 2019 s'intègre dans les deux objectifs sectoriels suivant :

- Objectif sectoriel 1 du Ministère de l'Energie : Développer la production énergétique de sources renouvelables ;
- Objectif sectoriel 2 du Ministère de l'Energie : Accroître l'accès des populations aux services énergétiques modernes.

Ces deux objectifs dans lesquels le Projet Jatropha s'insère, contribuent à l'atteinte de l'objectif stratégique 2.5 du PNDES « améliorer le cadre de vie, l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux services énergétiques de qualité » et contenu dans l'axe 2 « développer le capital humain ».

Enfin, les bénéficiaires dans leur majorité (68%) estiment que les financements correspondent à leurs besoins (cf. graphique 7).

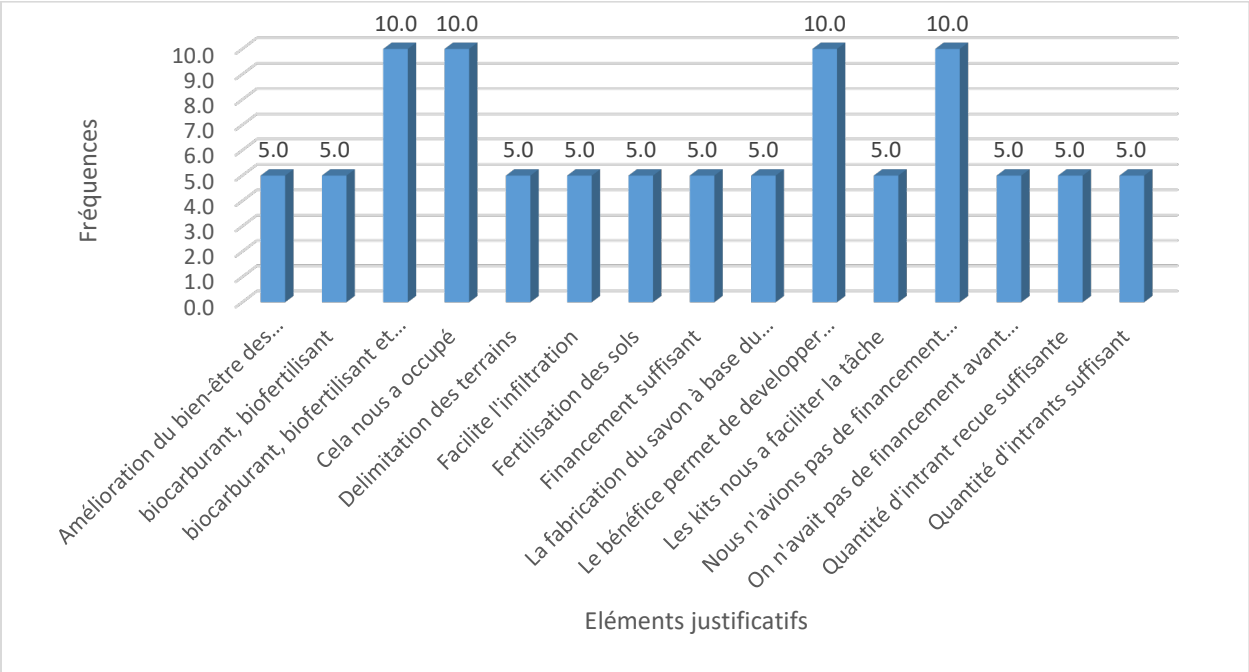
Graphique 8 : Adéquation du financement aux besoins des bénéficiaires



Source : Données d'enquête de la mission d'évaluation, janvier 2020

Grâce à ce financement, ils sont parvenus à développer leurs activités (10%) en s'équipant davantage pour certains et en créant leurs propres entreprises (10%), pour d'autres (cf. graphique 8). Les bénéfices réalisés sont essentiellement orientés vers le réinvestissement dans l'activité (37,3%) et pour satisfaire les besoins de base comme la santé (15,9%), l'alimentation (15,9%). Les autres destinations des bénéfices (29,2%) portent entre autres sur la scolarité des enfants, les évènements sociaux, etc.

Graphique 9. Eléments justificatifs de l'adéquation du financement aux besoins des bénéficiaires



Source : Données d'enquête de la mission d'évaluation, janvier 2020

Efficacité et efficience (*)

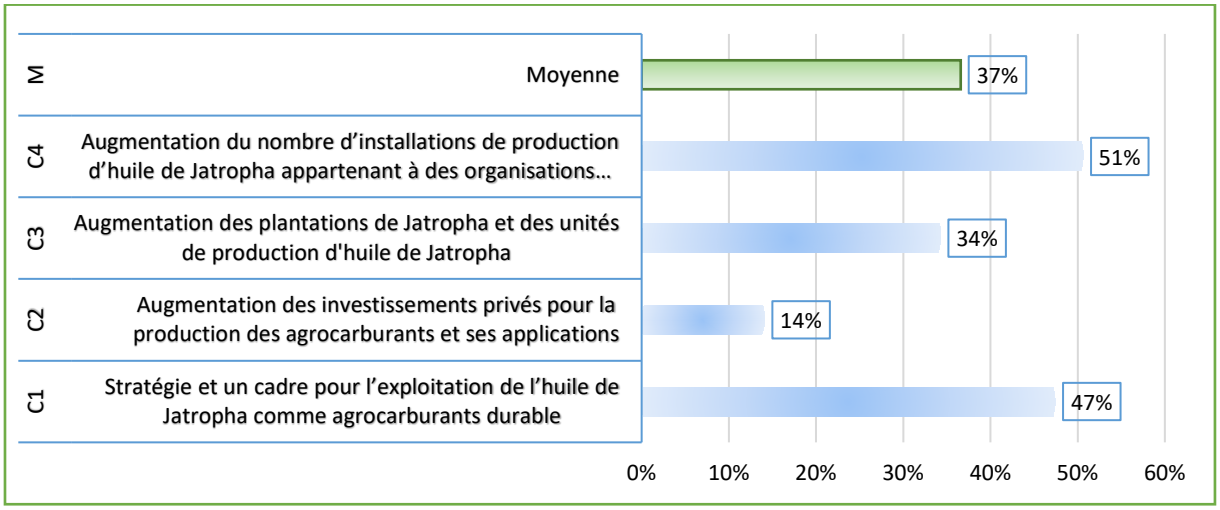
Le projet devrait s'étaler sur une période de 5 ans (2014-2019). Cependant, il n'a débuté réellement que le15 août 2015 avec un personnel de coordination moins étoffé que requis pour la mise en œuvre. Les postes clefs autres que celui du Coordonnateur n'ont pu être pourvus respectivement qu'après six mois à une année de mise en œuvre. En dépit du retard dans le recrutement du personnel cadre et aussi du personnel de soutien mais aussi et surtout de la crise sécuritaire qui a ébranlé le pays et les localités de mise en œuvre du projet, les résultats sont assez encourageants puisqu'ils ont été atteints à plus de 37 % avec des avancées notables pour la relance de la filière de *Jatropha Curcas*.

En se basant sur les paramètres METT et ROTI, on peut avoir une grille de lecture de l'efficacité du projet. Il s'agit d'opérer une comparaison entre les scores à l'entrée et à la sortie du projet.

Etat et efficacité de progression globale vers les résultats

Le bilan global de l'efficacité de mise en œuvre du projet démontre des tendances assez satisfaisantes au regard du cadre de résultats du projet. La situation de progression du projet vers les résultats escomptés a été dressée en se basant sur les outils METT et ROTI. Sur l'échelle d'annotation de l'outil METT, une note finale entre 0 et 33% signifie que le projet a connu une progression déficiente au niveau des domaines de résultat ciblés ; entre 33% et 67% l'état de progression dans les domaines de résultat ciblés par le projet est considéré comme basique, et entre 67% et 100% l'état de progression vers les résultats escomptés est jugé efficace[7]. Cette analyse se base essentiellement sur l'efficacité de progression vers les cibles. Autrement dit, elle combine le bilan des réalisations avec l'approche utilisée pour les atteindre. Sur cette base, on peut dire qu'en dépit des difficultés de mise en œuvre, les résultats attendus ont été atteints à 37 % et que la réalisation des objectifs est moyennement efficace (voir figure 5 ci-après).

Figure 10: Efficacité de progression vers les Résultats globaux du projet



Sources : investigations auprès des parties prenantes du projet

[7] WWF/World Bank, 2007. Management Effectiveness Tracking Tool. Reporting Progress at project Sites: Second Edition

Il ressort de l'analyse de la figure 5 un état de progression différentiel du projet vers les résultats escomptés pour chacun des 4 composantes analysées.

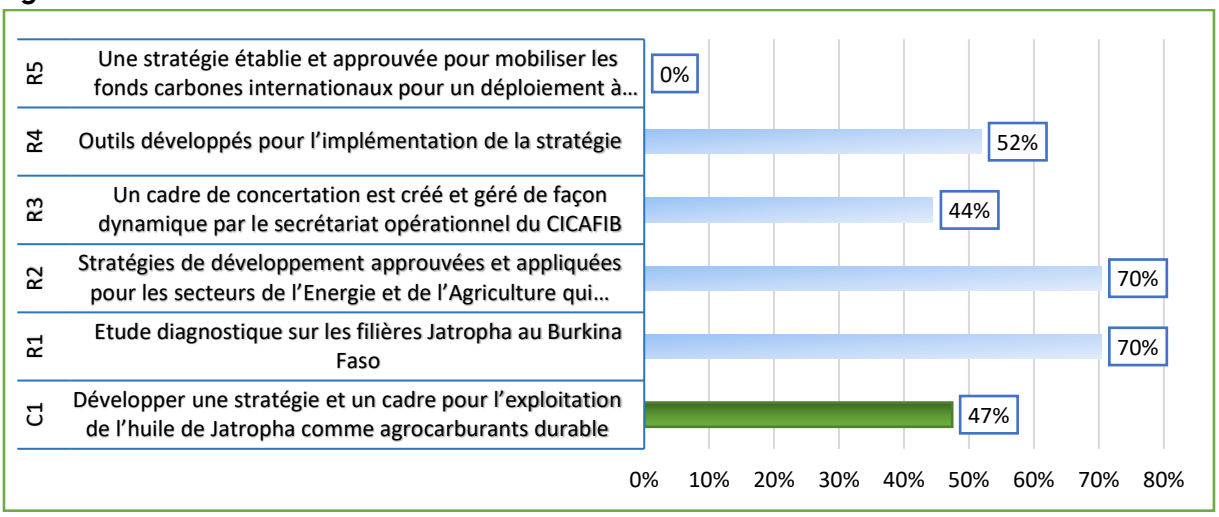
- Les composantes 1, 3 et 4 sont dans une fenêtre de progression jugée basique vers les résultats escomptés avec respectivement des scores d'appréciation de 47%, 34% et 51%
- La composante 2 du projet a eu une progression déficiente au regard des scores d'appréciation 14%.

Cette progression d'ensemble modérée du projet vers les résultats escomptés s'explique par le changement d'option du projet au démarrage. Ce changement d'option a nécessité des activités exploratoires préliminaires qui ont couté en temps et en ressources sans être répercutées comme tel dans le cadre de résultat du projet à travers la trame des indicateurs.

Etat et efficacité de progression spécifique par composante

Au-delà de l'appréciation générale, quelques spécificités caractérisent chaque domaine de résultats.

Composante 1 « Stratégie et un cadre pour l'exploitation de l'huile de Jatropha comme agrocarburants durable ».



La figure montre que pour la composante 1, les résultats R1, R2 et R4 ont été atteint mais les approches utilisées pouvaient être améliorées :

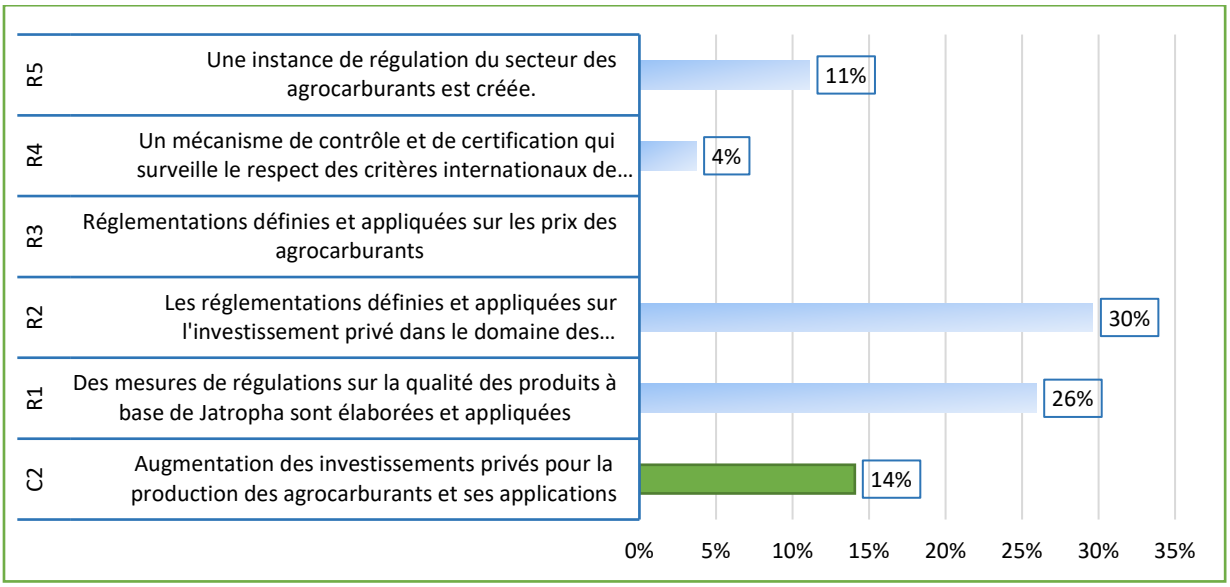
- l'étude diagnostique indexée dans le **Résultat R1** a été conduite sur fond d'actualisation du document du projet « Promotion du *Jatropha Curcas* comme source d'agrocarburants durable au Burkina Faso». Mais, elle n'a pas fait l'objet d'une appropriation par les acteurs ;

- aux stratégies de développement sectorielles indexées dans le **Résultat 2**, il a été substitué une stratégie globale de mise en œuvre du projet. D'après certains acteurs intervenant dans la supervision ou la mise en œuvre du projet, ces deux extrants importants pour la suite du projet n'ont pas suivi les circuits d'approbation formelle en comité de revue ou en atelier ;

- quant aux outils développés pour l'implantation de la stratégie indexée en **Résultat 4**, seul le plan d'action qui a été assorti de la stratégie est cité comme tel ;

- enfin en **Résultat 3**, la revue du format du CICAFIB a été actée par décret mais la dynamisation et le fonctionnement de cette instance sur laquelle reposaient d'autres résultats du projet en termes d'implication et de rapprochement des acteurs de la filière *Jatropha Curcas* n'ont pas suivis comme attendus.

Composante 2 « ***Augmentation des investissements privés pour la production des agrocarburants et ses applications*** ».
Pour cette composante, l'état de progression vers les résultats escomptés est déficient (**14%) comme indiqué ci-dessous**. C'est la composante qui enregistre le plus faible taux de progression vers les résultats escomptés au regard de l'appréciation du personnel de mise en œuvre et de supervision du projet.



Les tendances observées dans l'appréciation du personnel de mise en œuvre et de supervision du projet vis-à-vis de cette composante traduisent une insuffisance dans tous les Résultats attendus. En l'occurrence les Résultats R3 à R5 n'ont pas pratiquement connu d'avancée :

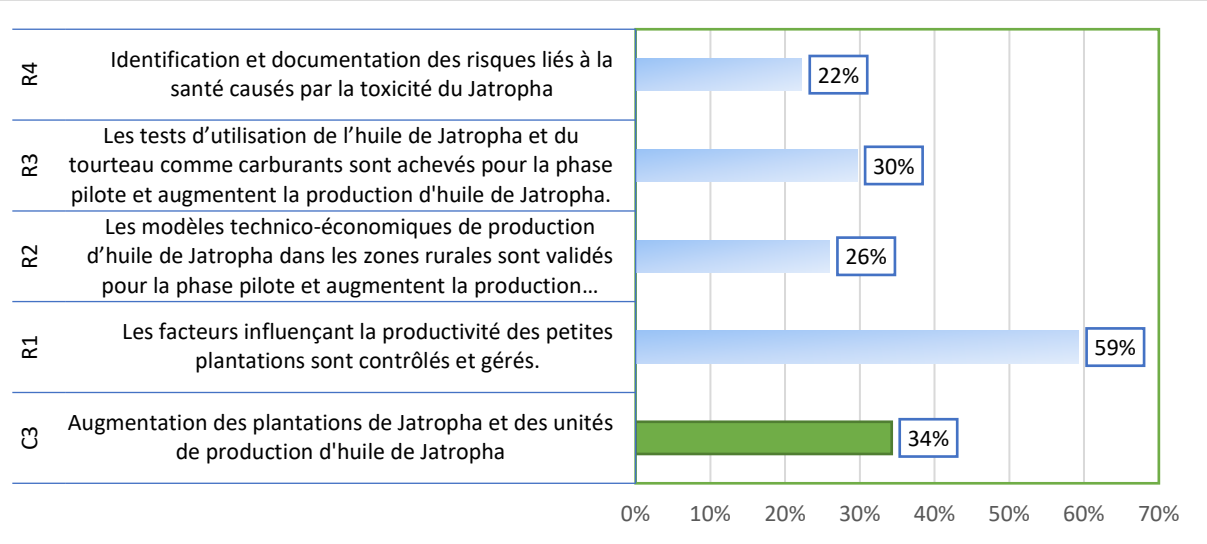
- **pour le R5 (11%),** le décret instituant l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSE) a été revu sous l'impulsion du projet pour en faire une Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ce qui permet d'étendre ses prérogatives à toutes les énergies dont les énergies renouvelables ;
- **pour le R4 (4%),** plusieurs raisons dont l'insuffisance de temps, le stade actuel de maturation de la filière au Burkina ou l'insuffisance de capacités institutionnelles et techniques ont été évoquées pour expliquer le statut quo concernant ce résultat. Tout compte fait, l'équipe de supervision et de mise en œuvre trouve qu'une analogie pouvait être établie avec les 2IE pour mettre en place des critères de certification des filtres d'huile de *Jatropha Curcas* ;
- **concernant le R2 (30%),** la Loi N°014-2017JAN portant règlementation générale du secteur de l'énergie a été revue sous l'impulsion du projet pour prévoir à partir du Titre IV des mesures incitatives mais aussi des conditions pour les investissements dans les filières de

biocarburants ; cela a été suivi par la prise d'un décret en 2019. Mais, aucun des textes n'ont connu un début d'application quelconque comme stipulé dans l'indicateur ;

- **pour le R1 (26%),** une convention de service a été signée avec l'Agence Burkinabè de Normalisation et de Métrologie (ABNORM) mais les actes qui devaient concrétiser la mise en œuvre n'ont pas été pris à temps par le prestataire.
  Plus généralement, cette composante devait lancer les bases des services de soutien au secteur privé à même de porter la filière de *Jatropha Curcas* ; mais les actions menées par le projet sont restées à un stade initiatique et se sont traduites par l'amorce des textes ou leur revue sans les décrets d'application.

Composante 3 « Augmentation des plantations de Jatropha et des unités de production d'huile de Jatropha ».

C'est l'une des composantes dont l'efficacité de mise en œuvre a été mieux appréciée par l'équipe de mise en œuvre du projet comme indiqué dans la figure ci bas (34%)



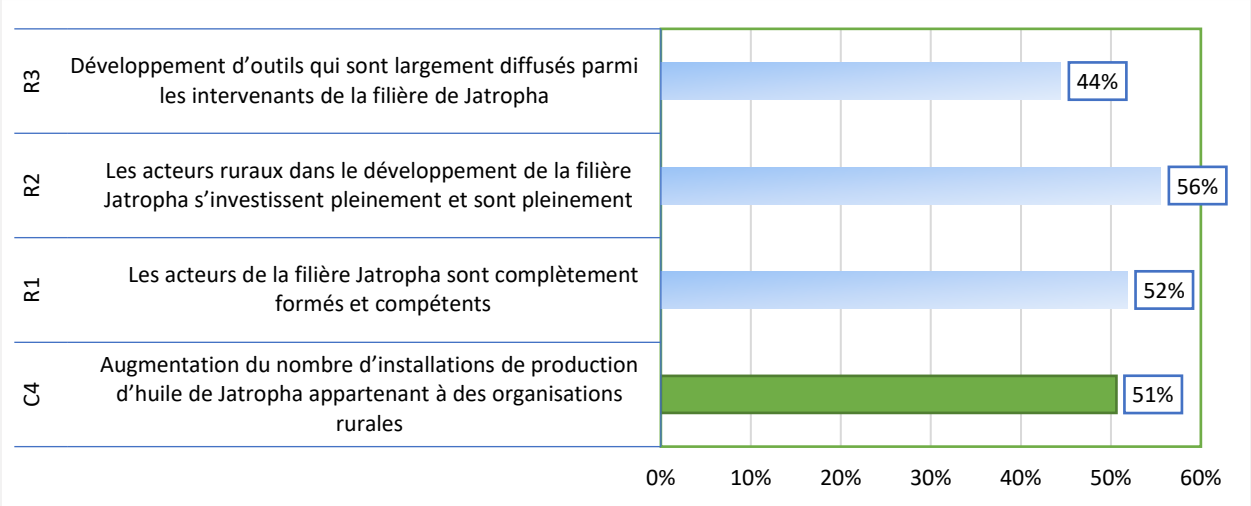
Dans cette composante les Résultats R1 et R3 ont été partiellement contractés aux instituts de recherches

- ***Sous le résultats R1 (59%),*** *une* étude de capitalisation des pratiques de production dans la filière de Jatropha a été menée pour mettre en évidence certains facteurs de productivité. Cependant, les volets portant sur la résistance de la plante aux ravageurs et l'examen du matériel végétal n'ont pas pu être conduits. Sous ce résultat, une convention a été signée avec l'INERA et portait sur 18 thèmes de recherche englobant tous les besoins relatifs aux facteurs. Cette convention a connu une exécution très partielle du fait que le temps a manqué pour conduire à leurs termes la plupart des thèmes de recherches approfondies sur les différents facteurs. Malgré cela, un document de capitalisation intitulé « *JATROPHA CURCAS* : BIOLOGIE, ECOLOGIE, AGRONOMIE, PRODUCTION DE L'HUILE BRUTE » a répertorié les connaissances concernant certains des facteurs de productivité ;
- ***le Résultat R3 (30%)*** a été partiellement confié d'une part à l'INERA pour les tests de fertilité des tourteaux de *Jatropha curcas* et d'autre part à l'IRSAT pour le test de l'usage de l'huile de *Jatropha curcas* dans les foyers améliorés. Ces deux instituts ont conduit à leur terme les protocoles de collaboration sur les thèmes de recherche concernés ;

- **sous les résultats R4 (26%),** l'identification des risques devrait être abordée dans le cadre de la convention avec l'INERA. Cependant, le temps a fait défaut, les attentes concernant ce résultat ont dû être reversés partiellement dans d'autres prestations telles que « Le test sur l'utilisation de l'huile comme combustible dans les foyers de cuisson » qui a été réalisé ~~avec succès~~. Cependant, ces résultats évoquent la toxicité de l'huile.
- **En plus des investigations menées à travers les résultats concernant cette composante, le**s formations planifiées la livraison des presses aux bénéficiaires sensibilisent sur les mesures appropriées tenant compte de la toxicité éventuelle de l'huile de *Jatropha curcas*.

La composante 4 « Augmentation du nombre d'installations de production d'huile de Jatropha appartenant à des organisations rurales ».

C'est la composante la plus à succès au regard de l'appréciation d'ensemble de 51% faite par le personnel de mise en œuvre et de supervision



L'examen de la figure suscite les commentaires suivants :

- sous le **Résultat R1** devaient être destinés aux acteurs de la filière évoluant à la base (groupement de producteurs, paysans, agents sectoriels de l'agriculture des énergies etc.). Cependant, d'autres catégories d'acteurs comme les journalistes ont été incluses alors que ceux initialement visés n'avaient pas été adéquatement couverts. Par ailleurs, des formations non éligibles sous les financements FEM et concernant le personnel du projet et certains cadres des ministères sectoriels concernés ont été organisées. Nonobstant ces quelques insuffisances, les modules portant sur les itinéraires techniques adaptés au contexte ont été développés et permis de récréer l'engouement des communautés vis-à-vis de la filière. Celles-ci avaient en effet commencé à déchanter avec un niveau très appréciable tenant compte du genre ;
- **sous le Résultat R2** diverses dotations des communautés et organisations de base ciblées ont concerné les équipements permettant d'améliorer les AGR notamment des femmes et de mettre davantage en valeur les cobénéfices issus de l'huile de Jatropha et ses dérivés sans se focaliser uniquement sur l'aspect agrocarburant. Ainsi, des décortiqueuses, Presses, kit de fabrication de Savon ont été livrés aux groupements de femmes, aux plateformes multifonctionnelles. Cependant, les moyens alloués étaient nettement insuffisants au regard des besoins et les dotations ont été faites tardivement (en fin de projet) ce qui

pourrait engendrer la problématique d'appropriation de ces technologies par les acteurs de la filière à la base ;

- sous **le Résultat** R3, des supports (manuels) de formation illustrés ont été produits sur la base du document de capitalisation mais n'ont pas été transcrits en langue locale et édité pour les bénéficiaires. D'autres outils IEC y compris des émissions radiophoniques plus d'une cinquantaine ont été organisées en partenariat avec les radios rurales.

Efficience technique et financière du projet[8]

Le tableau 10 synthétisant, les rapports financiers établis annuellement, les tâches planifiées et celles exécutées annuellement sur la base des rapports de suivi, permet d'avoir une idée de l'efficience du projet.

Tableau 10: Bilans financiers et techniques du projet

Bailleurs	Composantes	Rapport Dépenses/Budget				Moyenne pour les 4 ans
		2016	2017	2018	2019	
PNUD/ GEF	Composante1(%)	-	-	-	-	
GBF	Composante1(%)	-	-	-	-	
Total (T1) (%)		12	89	71	0	43
PNUD/ GEF	Composante 2(%)	-	-	-		
GBF	Composante2(%)	-	-	-		
Total (T2) (%)		4	14	10	0	7
PNUD/ GEF	Composante 3(%)	-	-	-		
GBF	Composante3(%)	-	-	-		
Total (T3) (%)		0	0	19	11	8
PNUD/ GEF	Composante 4 (%)	-	-	-		
GBF	Composante 4 (%)					
Total (T4) (%)		0	102	5	48	39
PNUD/ GEF	Composante 5 (%)	-	-	-		
GBF	Composante 5 (%)	-	-	-		
Total (T5) (%)		0	0	96	37	33
PNUD/ GEF	Composante Gestion (%)					
GBF	Composante Gestion (%)					
Total (T6) (%)		49	111	48	84	73
Ratio exécution budget de gestion et budget des activités (T6/ (T1+T2+T3+T4+T5) /5) (%)		1531	271	135	438	594
RATIO BUDGET TOTAL (%)		11	53	42	30	34
Nombre de taches planifiées		18	26	28	12	21
Nombre de taches réalisées ou entamées		15	22	21	08	16
Exécution technique (%)	**Taux d'amorce**	83	85	75	67	77
	Taux d'achèvement	61	35	32	42	42%

Sources : Analyse des rapports de mise en œuvre du projet

[8] L'allocation initiale des ressources par résultat a été perturbé à force de relocation. Nous n'avons pas eu d'information suffisante sur le suivi budgétaire pour aller vers une analyse ressources/résultats. Cependant le niveau d'atteinte des résultats analysé de façon explicite dans les paragraphes précédents peut être mis en parallèle avec le niveau de consommation budgétaire ici mis en évidence

L'examen du tableau 10 permet de tirer des enseignements sur l'efficience de l'exécution financière et technique du projet.

Au titre de l'exécution financière du projet

- Les rapports de suivi budgétaire n'ont pas été établis par source de cofinancement, ce qui ne permet pas d'avoir une bonne traçabilité des déboursements effectués par chacun des trois principaux cofinanciers que sont l'État du Burkina Faso (GBF), le PNUD et le FEM ;
- les ratios de l'exécution budgétaire présentant un budget moyen annuel de gestion six fois plus important que le budget moyen annuel des activités. Ce qui met en évidence le manque d'efficience financière dans le projet ;
- le taux moyen de consommation budgétaire annuel est de 34%. Si on rapporte la part du budget de gestion dans ce ratio, on peut déduire que le taux de consommation budgétaire relative aux activités est très faible ;
- les ambitions affichées à travers les PTBA de 2016 à 2018 qui exprimaient des besoins de financement équivalents respectivement à 25%, 34% et 30 % du budget global ont manqué d'une performance exécutive pour l'ensemble du projet. Ces ambitions se sont soldées par des taux d'exécution respectifs de 9,5% ; 22% et 12% du budget global (apport effectif). Autrement dit, moins de 44% des apports effectifs ont été consommés sur les trois premières années d'exécution du projet. 56 % du budget devrait être consommé en 2019 ;
- les tâches réalisées sont essentiellement de tâches de gestion du programme, c'est pourquoi on note que la composante 6 du projet qui supporte la gestion, constitue presque le principal poste de consommation budgétaire du projet avec 73% de consommation budgétaire moyenne annuelle ;
- la composante 1 constitue le second poste de consommation budgétaire du projet avec 43% de consommation budgétaire moyenne annuelle ; tandis que les composantes 2 et 3 enregistrent les plus faibles taux de consommation budgétaire annuel ne dépassant pas 10%.

Ces tendances traduisent l'inefficience dans l'exécution financière du projet.

Au titre de l'exécution physique

Au regard des rapports de suivi, en moyenne 21 tâches ont été planifiées par an pour être exécutées pendant la période de vie du projet. Sur les 21 tâches planifiées en moyenne par an, 16 ont connu un démarrage effectif par an mais seulement 8 activités en moyenne par an qui ont été exécutées totalement ; ce qui correspond à un taux d'achèvement de 42 % des activités planifiées annuellement.

L'année 2016 (an 1 du projet) et l'année 2019 ayant connu les meilleurs taux d'achèvement des activités entamées (respectivement 61% et 42%) sont les années ayant contribué à l'efficience technique du projet. Par contre, l'année 2018 a la plus faible performance d'exécution physique du projet.

En comparant le niveau moyen d'exécution des budgets annuels (34%) et du niveau d'exécution physique réel, on peut en conclure quant à une adéquation entre l'exécution financière et l'exécution physique. Cette adéquation est certes à mettre à l'actif du bon usage des outils de suivi budgétaire comme ATLAS qui proscrit les dépassements aberrants. Néanmoins, l'écart est plus important entre l'exécution physique et l'exécution financière pour la première année (2016) qui enregistre par ailleurs un ratio budget de gestion

et budget des activités de 1531%. Ces chiffres peuvent s'expliquer par le besoin d'acquisition des équipements de fonctionnement en année 1.

- **Efficience opérationnelle**

Au regard des distances des sites d'opération par rapport à l'administration centrale, la configuration opérationnelle du projet devrait être plus explicite et formelle sur la participation des acteurs de proximité au titre de la contrepartie nationale. La délocalisation du suivi avec l'implication plus forte des services déconcentrés de l'État aurait participé d'une bonne rationalisation des dépenses logistiques. Cette délocalisation du suivi et de la supervision aurait par ailleurs rapproché le projet de l'administration déconcentrée et augmenté le potentiel d'appropriation des résultats attendus.
L'efficience d'un tel dispositif est évidente compte tenu des économies qu'il génère, notamment en termes de : (1) mobilisation de ressources logistiques, humaines et financières nécessaire au suivi et à la supervision, (2) accommodation des calendriers des différents acteurs, (3) délais réduits des missions qui se limitent souvent aux zones facilement accessibles dans le contexte d'insécurité actuel

En outre, dans la prolongation de l'approche de subsidiarité qui sous-tend ce dispositif, des dispositions devraient être prises pour la délégation par sous contrats des services de suivi à pied d'œuvre des ouvrages, aux services techniques dans les circonstances où cela sied.

- **Efficience administrative et organisationnelle**

Au niveau du PNUD, le temps mis pour pourvoir à la position de chargé de programme Energie du PNUD, a conduit à une discontinuité dans la supervision du projet, doublé d'un temps d'appropriation du projet au regard de son caractère technique et intégré. Cela a desservi l'efficience. La faible réactivité du PNUD pour certains ANO (notamment pour les formations et la mobilisation de l'expertise pour la requête des fonds Carbone, la conduite d'une revue à mi-parcours, l'acquisition de plants pour doter les communautés à la base etc. De même que les demandes d'avance pour les deux premières années sont à signaler. **Cependant, cette réactivité a été nettement améliorée à partir de la seconde moitié de l'an 3 du projet (2018) comme cela s'est répercuté par le rythme des acquisitions.**
Au niveau de la contrepartie nationale, la restructuration institutionnelle a conduit à de nouvelles directives de gestion des projets et programme. La scission du ministère des mines des carrières et de l'Énergie en deux ministères distincts, l'adoption d'un nouveau référentiel de développement après la signature du Prodoc et l'amorce de la mise en œuvre du projet ont perturbé l'environnement de mise en œuvre et de suivi du projet au niveau de la contrepartie nationale.
Par ailleurs, le caractère centralisé et la lourdeur des procédures administratives et financières en l'absence du manuel opérationnel ont fait que beaucoup d'activités n'ont pas été exécutées à temps ou pas du tout exécutées.

Au regard de ce qui précède, la situation d'ensemble de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du projet peut être dressée comme présentée dans le tableau 11 ci-dessous. Les scores ont été proposés sur la base de la grille du guide de l'évaluation finale des projets financés par le FEM comportant une pondération allant de 1 à 6 pour la notation de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience. Les scores de sortie sont attribués en tenant compte de l'effectivité des documents indexés comme source de vérification et attesté par les acteurs interviewés lors des échanges. Sur cette base, l'analyse de la situation d'exécution

a tenu compte des informations recueillies auprès de l'équipe d'exécution, des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires.
Cette logique a été appliquée à toutes les questions des tableaux 11 pour attribuer les scores de sortie.

Tableau 11 : situation d'ensemble de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du projet22

Critères des questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Score	
			Entrée	Sortie
Pertinence : Comment le projet se rapporte-t-il aux principaux objectifs du domaine focal du FEM et aux priorités en matière d'environnement et de développement au niveau local, régional et national ?			2	2
Les objectifs du projet répondent et s'accordent avec les priorités nationales et contribuent aux résultats globaux	Référence à des axes prioritaire des outils nationaux de pilotage du secteur (Vision Burkina 2015, PNDES (2016-2020), PANA, etc.)	Cadre logique, Vision 2025, PNDES, Politique sectorielle de l'Energie, l'Agriculture, de l'Environnement	1	1
Le projet contribue aux effets escomptés des cadres de planification du SNU dont le PNUD et du FEM	Référence à des axes prioritaire du PNUD, de l'UNDAF 2018-2020, du CPD et CPAP 2018-2020 et du Programme FEM	Cadre des résultats et des ressources de l'UNDAF 2018-2020, du CPD (2011-2015) et CPAP 2018-2020	1/2	1/2
Le projet prévoit des complémentarités et synergies avec d'autres projets du PNUD et les interventions d'autres partenaires qui contribuent aux mêmes objectifs nationaux	• Activités communes, planification et ou conjoints • Nombre des mécanismes et outils conjoints existants	• Listes et fiches des projets intervenant dans le domaine et dans les mêmes zones d'intervention • Existence d'outils et ou mécanismes (Planification conjointe dans le cadre Programme Energie et du SNU au Burkina)	1/2	1/2
2 Pertinent (P)				
Efficacité : Dans quelle mesure les résultats escomptés et les objectifs du projet ont-ils été atteints ?			**6**	**3**
Les ressources humaines, matérielles et financières (intrants) ont été mobilisées dans les délais	• Délais de mobilisation du personnel et/ou de l'expertise • Délais d'acquisition des équipements et du matériel	• Les plans de recrutement et d'acquisition des biens et services	2	1
Les résultats ont été atteints dans les délais	• Nombre et qualité des résultats atteints selon le chronogramme convenu	• Rapports trimestriel et annuel de progrès et de suivi • Un rapport de revu d'implémentation du projet (PIR, 2017 et 2019	2	1

Critères des questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Score	
			Entrée	Sortie
Les facteurs qui ont influencé positivement ou négativement la production des résultats	• Le nombre de partenaires mobilisés et engagés dans la mise en œuvre et le suivi du projet • Le nombre et la qualité des mesures d'atténuation des risques prises	• Matrice de gestion des risques • Situation de la participation des parties prenantes	2	1
3 Modérément Satisfaisant (S)				
Efficience : Le projet a-t-il été mis en œuvre de façon efficiente, conformément aux normes et standards nationaux et internationaux ?			**6**	**2**
Les résultats ont été atteints avec une utilisation ressources humaines, matérielles, financières et du temps optimale	• Taux de décaissement annuel	• Rapports financiers accordés aux résultats (CDRs)	3	1
La qualité et le niveau des extrants est en phase avec le niveau des ressources (matérielles, humaines, financières et temps) consacrées à sa production	• Ratio budget Gestion/activités	• CDRs	3	1
2 satisfaisant (MS)				

L'analyse du tableau montre que le projet a été pertinent à tout point de vu (100%). Néanmoins, le taux d'achèvement des activités annuellement planifiées, le glissement de certaines activités sur plusieurs programmations budgétaires, la concentration des activités et de la consommation budgétaire sur certaines années par rapport à d'autres, de même que les gaps entre les niveaux de consommation budgétaire dédiée au fonctionnement par rapport aux activités ont desservi la portée des efforts consentis par les partenaires de mise en œuvre. Ainsi, l'efficacité et l'efficience ont été atteints respectivement à 50% et 33,33%. Ce qui est passablement satisfaisant au regard du contexte sécuritaire nationale, du personnel non étoffé à temps et de l'insuffisance de la participation attendue de certains partenaires stratégiques.

Appropriation par le pays

Le projet a permis de renforcer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs de de la filière de *Jatropha Curcas* au Burkina Faso et de relancer la filière dans un contexte de désintérêt généralisé suite à la chute du cours du baril. Sur la base des accords de partenariats avec les instituts nationaux en charge de la recherche d'autres champs de la filière à travers les cobénéfices générés notamment comme fertilisant ont été explorés et reversés dans le patrimoine national. ***Sous l'impulsion du projet, les reformes législatives entreprises ont permis de passer d'une Autorité de Régulation du Secteur de l'Électricité à une Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie afin d'assurer le flux continu des ressources nécessaires à l'acquisition, la gestion des équipements et l'amélioration des services Energétiques à base d'Agrocarburants.***

Avec les « pôles de développement ruraux » axés sur la filière *Jatropha Curcas*, suscité par le projet dans les zones d'intervention, le projet constitue un des atouts nationaux pour concrétiser le concept d'Ecovillage.

L'ensemble de ces acquis qui sont en voie d'intégration dans les nouveaux cycles de planification du développement tels que le PNDES et les plans communaux de développement, démontre le potentiel d'appropriation national que le projet a permis de développer et **qu'il est impératif de capitaliser, de valoriser et de consolider.**

Intégration

Le Plan d'action du Programme Pays (CPAP) du PNUD à travers ses axes 1, 2 et 3[9] est conforme aux quatre priorités nationales de développement incluses dans le PNDES, avec les composantes du projet *Jatropha curcas* qui font écho à ces différents axes.

Tableau 12: Niveau d'intégration des composantes du projet dans les outils de planification du développement national

Axes du CPAP	Objectifs stratégiques du PNDES	ODD	Composantes du projet Jatropha
Pour l'axe 2- Croissance inclusive, durable, emplois décents et sécurité alimentaire	OS23 : promouvoir la recherche et l'innovation au service de la transformation structurelle de l'économie	ODD9 : bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	Composante 1 « Stratégie et un cadre pour l'exploitation de l'huile de Jatropha comme agrocarburants durable ». Composante 2 « Augmentation des investissements privés pour la production des agrocarburants et ses applications ».
Pour l'Axe 1- Etat de droit, cohésion sociale, paix durable et sécurité	OS24 : promouvoir l'emploi décent et la protection sociale pour tous, y compris les jeunes et les femmes	ODD8 : promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	Composante 4 « Augmentation du nombre d'installations de production d'huile de Jatropha appartenant à des organisations rurales ».

[9] Axe 1- Etat de droit, cohésion sociale, paix durable et sécurité
axe 2- Croissance inclusive, durable, emplois décents et sécurité alimentaire
Axe 3 « Résilience aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires,

De manière générale, les objectifs du Projet Jatropha sont cohérents avec les objectifs sectoriels et ceux du PNDES. En effet, le Projet Jatropha à travers ses Plans de Travail et Budget Annuels 2016-2019 s'intègre dans les objectifs sectoriels suivant :

- Objectif sectoriel 1 du Ministère de l'Energie : Développer la production énergétique de sources renouvelables ;
- Objectif sectoriel 2 du Ministère de l'Energie : Accroître l'accès des populations aux services énergétiques modernes.

Ces deux objectifs dans lesquels le Projet Jatropha s'insère, contribuent à l'atteinte de l'objectif stratégique 2.5 du PNDES « améliorer le cadre de vie, l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux services énergétiques de qualité » et contenu dans l'axe 2 « développer le capital humain ».

La pertinence du projet Jatropha vient du fait aussi que le taux de chômage urbain a atteint le niveau de 18,8% et les chiffres de 2014 montrent qu'environ 75% des chômeurs urbains ont entre 15 et 29 ans (INSD, 2014).

Durabilité (*)

La durabilité du projet peut être analysée sous l'angle de prise en compte des risques probables qui pèseront sur les acquis du projet et leur consolidation. Elle peut être appréhendée aussi sous l'angle de la disponibilité des ressources financières requises, de la prise en compte du contexte socio-économique et environnemental, des garanties offertes par le cadre institutionnel et la gouvernance.

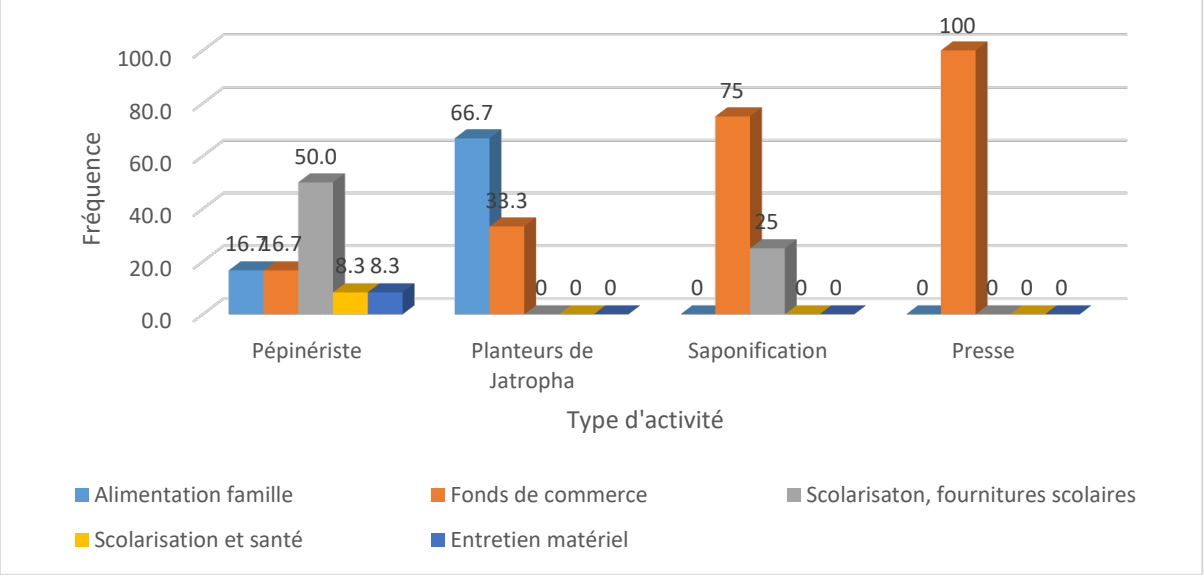
Au regard des incertitudes probables qui pèseront sur les acquis

04 domaines de risques repartis en trois catégories, peuvent être considérés lors de la formulation du projet (confère matrice des risques). Les stratégies d'atténuation prévues vis-à-vis de ces risques permettent d'affirmer qu'elles contribueront à préserver les acquis du projet si elles sont appliquées. Cependant, certaines des stratégies ont été insuffisamment développées pendant la période de vie du projet. Les risques de toxicité des produits et dérivés du *Jatropha Curcas* vis-à-vis des bénéficiaires, le processus de certification des crédits Carbone générés n'a pas pu être mené à termes. Cela fait penser que les risques environnementaux continueront de constituer un poids pour la durabilité si des mesures correctives ne sont pas prises pour ces petites insuffisances.

Au regard de l'appropriation socioéconomique

L'appropriation socioéconomique notamment par les communautés à la base a été bien apprêtée par l'implication des populations à la base et le développement d'activités génératrices de revenus alternatifs (Cf. figure 8 ci-après).

Figure 11: Activités socioéconomiques et sources de revenus des populations ayant bénéficié de l'appui du projet



Sources : investigation de terrain

A l'examen de la figure, on peut faire les constats suivants :

En ce qui concerne les planteurs, les arbres du Jatropha ont une durée de vie longue de sorte qu'elles fourniront des flux de revenus nécessaires à l'accroissement du bien-être des populations. Par ailleurs, avec le temps, ces plantations contribueront à la séquestration du CO_2.

Pour ce qui est des bénéficiaires de la subvention, il est ressorti clairement qu'une partie des bénéfices réalisés servent à des investissements d'expansion de leur activité (cf. figure 10) ou de reconversion. En effet, 75% des bénéficiaires de kit de saponification et 100% des bénéficiaires de presses utilisent leurs bénéfices à des fins de fonds de commerce nécessaires à la pérennité de leur activité. Au regard, de ces constats, on en déduit que le projet est durable.

- **Au plan institutionnel et de l'équité du genre[10],**

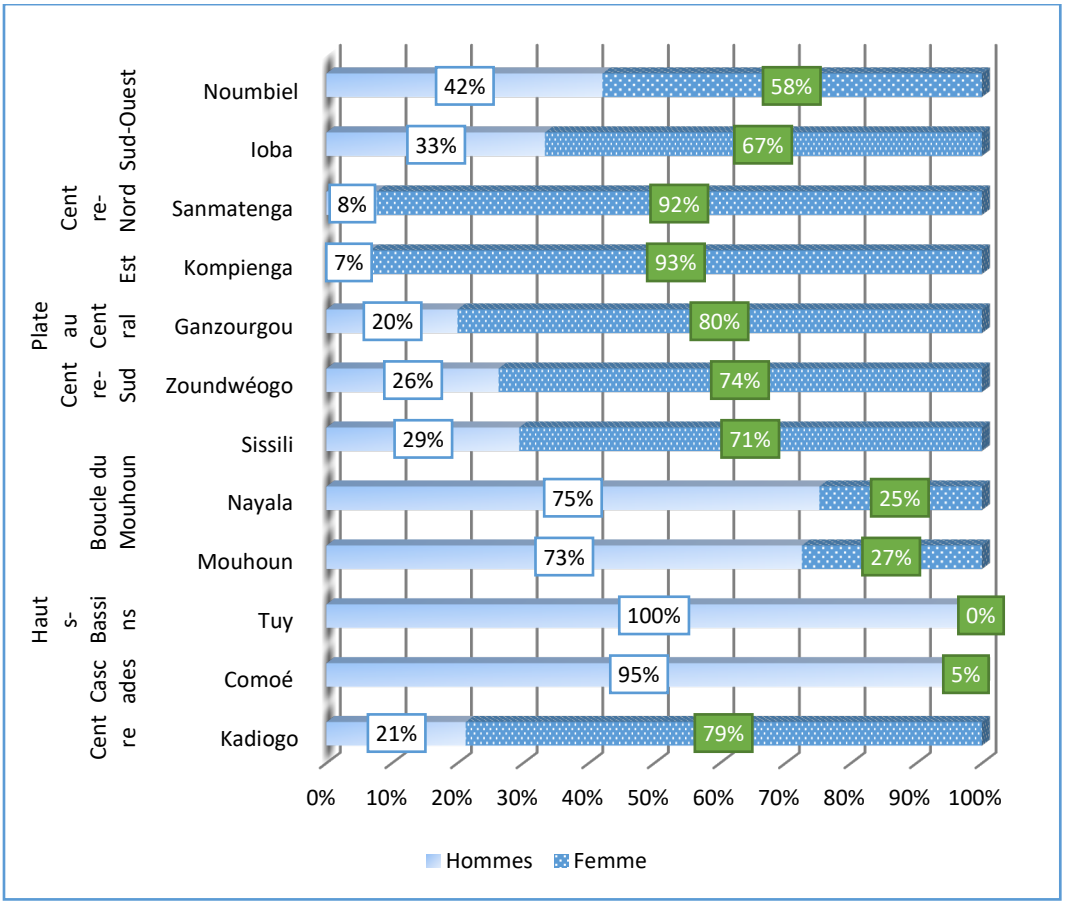
Les réformes entreprises relativement au cadre législatif et institutionnel avec la prise des textes pour encadrer les activités relatives aux agro carburants et aux énergies renouvelables confortent la durabilité (voir paragraphe sur l'appropriation pays).

De même l'équité du genre a été bien prise en compte dans la mise en œuvre du projet avec près de 28 groupements de femmes accompagnés. Par ailleurs, les formations dispensées dans le cadre du projet ont permis de toucher près de 1500 femmes et moins de la moitié chez les hommes évoluant dans la filière. Par ailleurs le projet a eu une approche très pragmatique de la prise en compte du genre à travers différents volets de sa mise en œuvre. Les options d'appui aux exploitations agricoles ont été exécutées sur fond de prise en compte de l'équité du genre. Trois des options d'appui aux bénéficiaires : Dotation en kit de fabrication de Savon, en décortiqueuses et en Presses sont quasi exclusivement adressés aux associations et groupement féminins, tandis que la dotation en plants et en graines de jatropha s'adressait

[10] Dans la présente évaluation et au regard des informations disponibles l'équité du genre n'a été analysé que sous l'angle des rapports hommes femmes dans l'accès aux services délivrés par le projet

aux hommes. Pus généralement, la figure 12 montre les spécificités provinciales et régionales, des ratios hommes-femmes dans la délivrance des services d'appui du projet aux bénéficiaires

Figure 12: Répartition des Ratio Hommes-Femmes par localité dans l'accès aux services délivrés par le projet[11]



Source : Association BELWETT et Unité de Coordination du projet

La figure 12 permet de faire les constats suivants :

- Les régions du Plateau Central, du Centre Sud, de l'Est et du Centre Nord sont celles qui présent les meilleurs taux de prévalence des femmes dans les services délivrés par le projet : cela s'explique par le fait que ces régions sont celles ou les maillons de transformation généralement occupés par les femmes, ont été le plus renforcés ;
- Les meilleurs taux de prévalences des Hommes dans les services d'appui du projet sont enregistrés dans les régions des Cascades, des Hauts Bassin et de la Boucle du Mouhoun : ces régions abritant essentiellement les sites ou le maillon de la production de Jatropha occupé généralement par les hommes, a été le plus renforcé par le projet
- Les réflexions sur les phases de consolidation des acquis devraient porter sur comment rapprocher davantage les maillons de production et de transformation dans chaque localité pour que s'instaure des partenariats locaux entre les groupements de femmes et les groupements d'hommes dans la valorisation de la filière

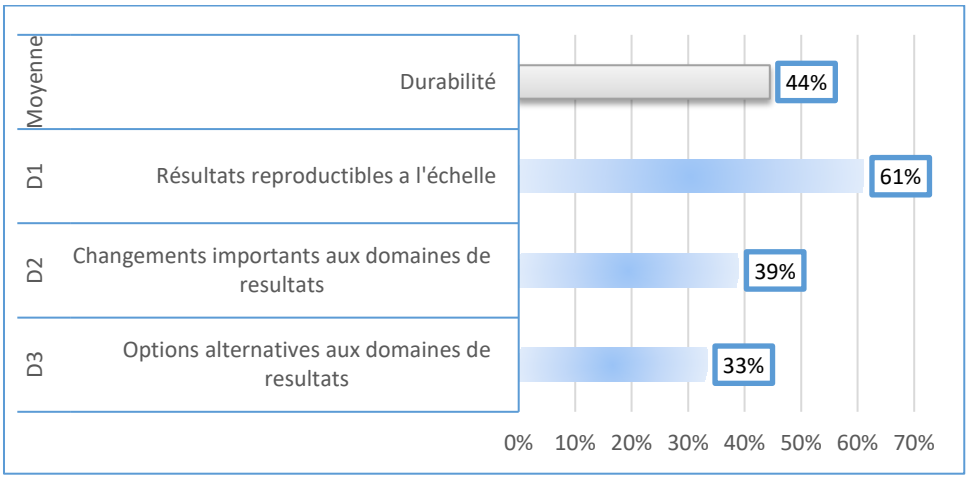
Par ailleurs le manuel sur les itinéraires techniques qui est en gestation devrait comporter les directives pour l'approche de la prise en compte du genre sur la base des acquis enregistrés par le projet.

[11] Pour le détails des données voir en annexe

Appréciation des bénéficiaires structurels

Les bénéficiaires structurels du projet dont la plupart sont membres du comité de revue, ont donné leur appréciation quant aux enseignements tirés du projet sur le plan de la durabilité. Les paramètres mis en avant concernent (i) les options alternatives aux domaines de résultats actuels ; (ii) les changements importants à opérer dans chaque domaine de résultats et (iii) les résultats du projet reproductibles à l'échelle.

Figure 13: Appréciation de la durabilité du projet par les partenaires limitrophes structurels



Source : investigations menées sur la base de la grille ROTI par l'équipe de consultant, 2019

La figure 11 montre que les partenaires structurels sont satisfaits des résultats reproductibles à l'échelle auxquels le projet est parvenu, ce qui augure de la durabilité des options du projet.

Au regard des efforts consentis pour les domaines de risques et des composantes de la durabilité, une évaluation a été faite dans le tableau suivant. La procédure de notation est la même que celle employée pour l'efficacité, l'efficience et la pertinence.

Tableau 13 : situation d'ensemble de la durabilité du projet formation non finalisé ?

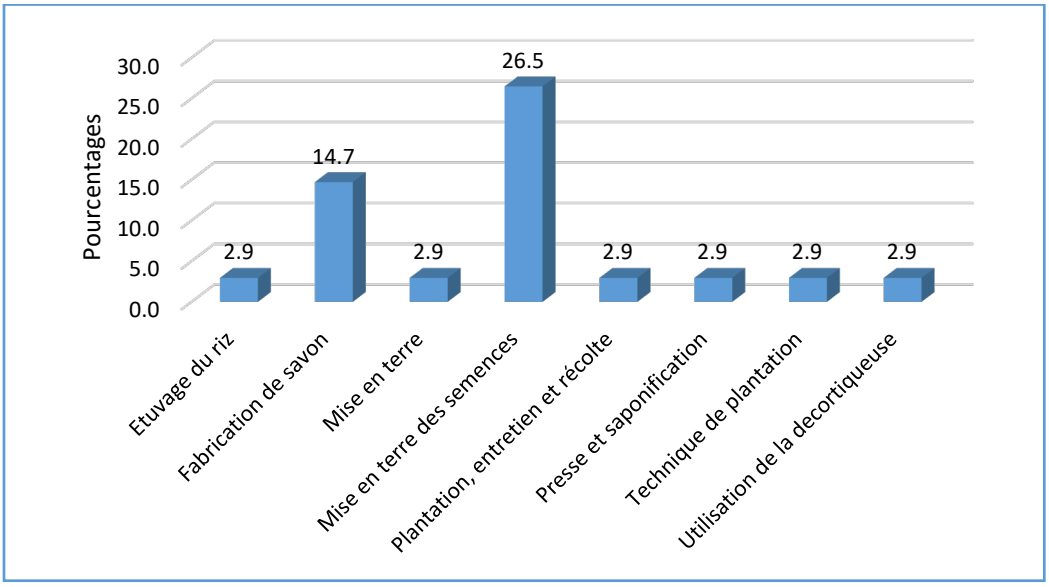
Critères des questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	score	
			entrée	sortie
Durabilité : Dans quelle mesure existe-t-il des risques financiers, institutionnels, socio-économiques ou environnementaux au maintien des résultats du projet à long terme ?			4	2
• L'appropriation des produits du projet	• Les produits du projet sont intégrés et suivi dans les programmes et projets nationaux	• PNDES (2016-2020) CDN (2015)	1	1/2
• Les parties prenantes sont engagées et impliquées dans le projet	• Niveau d'engagement et de participation des parties prenantes	• Comités de revue du projet (5 rapports de comité de pilotage corroborés par une liste de présence, et un autre par une liste de structures invitées)	1	1/2
• La participation des communautés bénéficiaires	• Existence du cadre légal et des mécanismes de participation des communautés	• Manuel de formation non finalisé • Participation des communautés bénéficiaires non formalisée • Absence d'Instance de suivi du projet a la base	1	0
• Les textes légaux / délibérations mis en place et appliqués	• Existence des lois et règlements	• Loi 014 sur le secteur de l'énergie • Décrets sur les investissements dans les agrocarburants	1	1[12]
2 Moyennement probable (MP) : risques modérés				

[12] Étant donné que le score final doit être un nombre entier, les scores intermédiaires sont arrondis au nombre entier supérieur ou inférieur

Impact

Avec **14 003,24 tCO_2eq** de carbone séquestrés, les paquets technologiques diffusés à la base auprès de 1500 femmes de 600 producteurs, directement bénéficiaires dont les AGR ont évolué, la sécurisation de la production à travers plus de 5600 hectares de plantations de jatropha en haies vives autour des exploitations agricoles, l'équipement des partenaires de communautés à la base pour l'amélioration des AGR à base de l'huile et des dérivés du *Jatropha Curcas*, le projet a indéniablement participé à améliorer leurs capacités techniques et opérationnelles de résilience. La figure 12 illustre les domaines d'AGR impactés par le projet

Figure 14: illustration de l'impact du projet dans les capacités de génération de revenus des bénéficiaires[13]



Source : investigation de terrain

Ces résultats du projet qui ont été atteints grâce aux actions de suivi développés contribuent à sécuriser les moyens d'existence des populations dans la zone d'intervention du projet.

[13] Les domaines d'impact identifiés peuvent indirectement liés a l'appui du projet : c'est le cas par exemple de l'étuvage du riz

4. Conclusions, recommandations et enseignements

4.1. Mesures correctives pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet

Le cadre global de conception du projet est satisfaisant comme révélé par l'évaluation de la pertinence. Il a permis d'aborder à la fois des enjeux de portée institutionnelle, légale et opérationnelle en les intégrant dans un modèle logique bâti sur cinq composantes majeures. Ce cadre a permis de décliner les tâches concourant à la réalisation de l'objectif global du projet à partir de 10 collectivités rurales reparties entre huit provinces et cinq Régions d'intervention, sans engendrer des difficultés de mise en œuvre. Néanmoins, quelques mesures correctives peuvent contribuer à améliorer les résultats et impacts du projet. En effet, lors de la conception du projet, **les actions d'influence des politiques nationales et locales qui devraient déboucher à un ancrage légal et ou institutionnel des mesures développées par le projet ont été insuffisamment priorisées**. Or, cela constitue un des fondements de la véritable appropriation. Ce projet qui était planifié sur 4 ans devrait prendre en compte ce besoin.

En plus du comité de revue regroupant les premiers responsables chargés de donner des directives et de prendre des décisions sur l'orientation globale du projet en fonction des impératifs nationaux et régionaux, il aurait fallu mettre en place un mécanisme de suivi de proximité impliquant les services Technique déconcentrés à la base.

Pour la mise en œuvre et le suivi évaluation du projet, les insuffisances constatées concernent :

- l'insuffisance d'application des outils suggérés pour le suivi du projet comme l'outil AMAT. Les documents de suivi du projet, notamment les rapports PIR font peu allusion à ces outils ;
- la cohérence entre les différentes rubriques des rapports de suivi notamment annuel qui permette un suivi aisé d'une année à l'autre ;
- la désagrégation entre le budget et les dépenses en tenant compte des sources de financement manque au niveau de certains rapports annuels.

Ces mesures ont été prévues mais n'ont pas été convenablement appliquées. Il revient donc à l'unité de coordination et à l'équipe de supervision du projet d'assurer un suivi régulier et d'appliquer les pratiques recommandées par les partenaires.

4.2. Mesures visant à assurer le suivi ou à renforcer les avantages initiaux du projet

Pour renforcer les avantages initiaux du projet, la traçabilité de la contribution du projet aux initiatives nationales de développement devrait être établie à travers les rapports ou les comptes rendus de participation aux instances de coordination ou de planification conjointes. Il importe de dynamiser la collaboration avec les structures devant servir de relais et de soutien aux actions initiées ou promues par le projet. Les actions suivantes peuvent être suggérées pour assurer le suivi et renforcer les avantages initiaux du projet :

- tenir au moins un atelier d'auto évaluation regroupant les représentants des bénéficiaires, l'équipe d'exécution et les institutions partenaires au niveau de chaque région d'intervention, assortis de recommandations pour la finalisation/consolidation des acquis du projet ;
  Financement : à mobiliser dans le reliquat budgétaire du projet (PNUD/FEM)
- organiser un atelier national bilan regroupant en plus des partenaires ayant intervenu dans la mise en œuvre, les autres parties prenantes identifiées comme pertinentes lors de la formulation du projet ;
  Financements : reliquat du budget de mise en œuvre du projet (PNUD)

- Formaliser des conventions de services et les accords de partenariat avec les partenaires stratégiques devant servir de relais à la poursuite et la pérennisation des acquis du projet : INERA, IRSAT, ABNORM, SP CNDD pourraient figurer en bonne place dans ces partenariats ;
  Financement : Sans incidence financière
- Capitaliser et diffuser auprès des acteurs et parties prenantes intervenant dans la filière de *Jatropha Curcas*, les leçons, enseignements et bonnes pratiques instaurées par le projet sous forme d'articles, de posters, de brèves, de note de synthèse etc.
- **Financements : reliquat du budget de mise en œuvre du projet (PNUD)**

4.3. Propositions relatives aux orientations futures favorisant les principaux objectifs

Le projet a ouvert de vastes chantiers d'action dans la filière de *Jatropha Curcas*. Des acquis majeurs ont été enregistrés mais devraient être renforcés et consolidés. Des actions suivantes doivent être entreprises au regard des résultats attendus.

Principaux domaines de résultats du projet	*Recommandations*	*Acteurs cibles*	*Sources de financement suggérées*
Résultat 2.1 : Un cadre réglementaire et normatif relatif à la qualité des produits de la filière *Jatropha Curcas* est adopté	*Finaliser et mettre en œuvre la convention de Services avec l'ABNORM pour tester la qualité de l'huile de Jatropha*	*ME/PNUD/Projet Jatropha-ABNORM*	*En synergie avec les acteurs et associations de défense des consommateurs (LCB par exemple)*
Résultat 2.2 : Les règles régissant l'investissement privé dans le domaine des agrocarburants édictées par le DGER sont mises en application	*Accélérer l'aboutissement des textes qui sont en instance d'adoption ainsi que des décrets d'application des mesures législatives impulsées par le projet* *Faire un recueil des textes juridiques sur la règlementation en faveur du Jatropha Curcas et des biocarburants*	*DGER, Ministère des finances*	*Activité régalienne de l'Etat à identifier comme actions dans les futures initiatives qui seront développées par le MEEF ou ses partenaires*
Résultat 3.1 : Les facteurs influençant la productivité des petites plantations sont contrôlés et gérés	*Finaliser et éditer en langues nationales le manuel technique issu du document de capitalisation sur l'écologie, la biologie et les pratiques de production du Jatropha Curcas*	*UCP/DGER/INERA/IRSAT avec l'appui des partenaires et l'agence d'exécution du projet*	*Sur la base des reliquats et de la relocation budgétaires du projet*
Résultat 3.2: Des modèles technico-économiques de production de l'huile de *Jatropha Curcas* dans les zones rurales sont validés, phase-pilote et phase de	*Finaliser et mettre en œuvre les conventions de services avec l'INERA et IRSAT pour investiguer les thématiques restantes dans le paquet de la recherche-Développement du projet*	*UCP/INERA/IRSAT/PNUD*	*Sur la base des reliquats et de la relocation budgétaires du projet*

production de l'huile de *Jatropha Curcas*.			
Résultat 3.3 : Les tests d'utilisation de l'huile de *Jatropha Curcas* et du tourteau comme carburants sont achevés pour la phase pilote	*Lancer la suite des investigations conduite par IRSAT pour le fonctionnement des foyer améliorés à base de l'huile de Jatropha*	UCP/IRSAT	*Sur la base des reliquats et de la réallocation budgétaires du projet*
Résultat 3.4 : Des risques liés à la santé causés par la toxicité du *Jatropha Curcas* sont identifiés et réduits	*Conduire en partenariat avec le laboratoire national de Santé Publique des investigations formelles sur les risques liés à la santé*	*UCP en partenariat avec LNSP*	*Financement à rechercher pour la consolidation des acquis*
Résultat 4.1 : Les actrices et acteurs de la filière *Jatropha Curcas* sont formés sur la transformation des produits et coproduits de *Jatropha curcas*	*Accompagner la structuration des bénéficiaires en groupement d'intérêt Economique et à se doter de document de reconnaissance officielle valable auprès des institutions de micro finances*	*UCP en partenariat avec les opérateurs de la filière et les Services Technique Déconcentrés*	*Actions pertinentes pour les projets ayant des effets synergiques avec le projet Jatropha*
Résultat 4.2 : Des outils développés sont largement diffusés auprès des intervenants de la filière de *Jatropha Curcas*	*Développer des IEC sensible au genre dans la filière*		

La prise en compte de ces différentes recommandations suppose nécessairement une phase de consolidation des acquis qui devrait être également un tremplin pour la mise à l'échelle des acquis en prenant appui sur la présente phase comme une phase pilote.
L'agence d'exécution et les partenaires de mise en œuvre du projet devraient sérieusement envisager la mobilisation de ressources financières adéquates à travers les projets en cours d'exécution dans les mêmes sites que ceux du projet *Jatropha Curcas* pour éviter la déperdition des résultats engrangés par le projet

4.4. Les meilleures et les pires pratiques concernant la pertinence, la performance et la réussite

Les meilleures pratiques du projet

(1) **Relance de la filière de *Jatropha Curcas* grâce au changement d'option efficace axée sur le cycle court** : le projet a impulsé un dynamisme communautaire et contribué à l'appropriation par les acteurs locaux, des cobénéfices générés par le cycle court. Le projet a réussi l'immense défis de récréer l'intérêt des communautés à la base à partir d'un répertoire ***des cobénéfices mise en évidence, testés et transférés dans des communautés où ils étaient insoupçonnés : usage comme agro carburant dans les PTFM, les motopompes ; fabrication de savon, fertilisation des sols/hausse des rendements, sécurisation des exploitations agricoles ;***

(2) **Pilotes d'Information Education et Sensibilisation radiophoniques sur la filière de *Jatropha Curcas* et activités connexes développées pour les bénéficiaires** : un ensemble de modules d'IEC sur support radiophonique, la maitrise de la production du *Jatropha Curcas* et la valorisation de son huile et ses dérivés ont été développés par le projet REMECC pour les bénéficiaires. ***La conception des supports IEC, en langage simple et adapté aux terroirs sous forme de « causerie à la radio rurale » a entrainé une bonne prise de conscience au sein des acteurs et des populations cibles sur les enjeux de la filière*** et les itinéraires techniques pertinentes accessibles aux communautés agricoles rurales. Le calibrage des supports IEC tenant compte du niveau des producteurs et l'adéquation de pilotes vis-à-vis du contexte, ont renforcé l'appropriation à la base ;

(3) **Transfert de paquets technologiques couplé à la valorisation de savoirs locaux relatives à la filière.** Les options retenues par le projet concernent aussi bien des technologies exogènes comme la trituration que des technologies endogènes développés à la base mais optimisées par les services et instituts nationaux de recherche (techniques de restauration, de gestion des sols, et d'agroforesterie fabrication du savon etc.). Ces technologies ont été sélectionnées selon leur pertinence et leur facilité d'appropriation. Leur appropriation par les populations a été facilitée du fait de leur arrimage aux savoirs locaux existant pour constituer des paquets en fonction de l'espace de production. ***Les itinéraires techniques inspirés des pratiques locales vulgarisés à travers ces paquets technologiques éprouvés, ont servi de cadre aux investissements communautaires planifiés par le projet (dotation des communautés cibles en presse, en kit de fabrication de savon à base d'huile de jatropha etc.).*** Les itinéraires techniques, testés et appliqués (fertilisation des sols, associations culturales calquées sur calendrier agricole, etc.) se sont avérés très efficients, durables et résilients au changement climatique à la satisfaction générale des bénéficiaires. Les productions ont augmenté d'au moins 50% dans les exploitations ayant appliqué ces paquets technologiques.

Les pires pratiques du projet

(1) **Le caractère marginal du suivi environnemental dans un projet dont le but ultime est d'atténuer l'émission de gaz effet de serre.** Au regard des secteurs d'activité visiblement impactés et des ambitions de départ du projet telles qu'exposées dans le document de projet, l'approche prise en compte de l'environnement n'a pas été conséquente. Avec ses quantités de carbone séquestrées, le projet présentait des atouts sérieux pour prétendre à l'accès aux crédits Carbone. Cependant, le suivi et les approches d'implication des partenaires régaliens que sont le Ministère de l'Environnement, ses agences spécialisées et ses projets structurants n'ont pas été vigoureux ;

(2) **Les options de planification des investissements au regard des cibles et des échéances prévues**. Les bénéficiaires ciblés pour les dotations en équipements et en biens de valorisation de la filière de *Jatropha Curcas* n'ont pas souvent été préalablement formés à l'appropriation des itinéraires techniques diffusés. Inversement certaines cibles ont suivi les formations sur les itinéraires techniques mais n'ont pas bénéficié d'équipement. En conséquence, certains bénéficiaires se retrouvent avec des équipements dont la maitrise demande des modules supplémentaires de formation alors que le projet est arrivé à terme.

(3) **La stratégie d'influence et de durabilité des options pendant la mise en œuvre.** Les principaux accords entre les parties prenantes de mise en œuvre du projet ont été passés sous forme contractuelle. Les mémorandums d'entente avec les acteurs structurels locaux reconnus comme stratégiques ont fait défaut (les chambres Régionales d'Agriculture, la confédération paysanne du Faso). De même les partenaires stratégiques nationaux (INERA, INERA, Universités de Ouaga, 2IE etc.) et ou régionaux (CILSS) n'ont pas été suffisamment impliqués dans la mise en œuvre, le suivi et la pérennisation des acquis, à la hauteur de leur contribution potentielle. La stratégie d'influence et de durabilité des options du projet n'a pas été conséquemment murie pour garantir une grande appropriation des résultats. Le mapping des acteurs institutionnels (locaux, nationaux et régionaux) intervenant sur les maillons de la chaine des résultats du projet, n'a pas été suffisamment approfondie.

(4) **La stratégie de clôture du projet**. Le projet est parvenu à son terme alors que le temps et les ressources nécessaires n'ont pas été prévus comme il se doit pour consolider, les acquis qui étaient assez prévisibles à la conception du projet. Les partenaires devant prolonger et pérenniser les acquis du projet sur le terrain semblent peu avertis quant aux enjeux et peu préparés à assumer la fonction de relais vis-à-vis des pratiques instaurées par le projet. Une série d'atelier d'autoévaluation par région d'intervention du projet devrait être planifiée pour analyser les acquis du projet en fonction des contextes régionaux et des acteurs locaux structurels clefs pouvant servir de relais. En plus de cette contextualisation des acquis, les acquis transversaux devraient mis en évidence à travers notamment des activités de capitalisation au niveau central en ciblant des projets structurants, des bailleurs susceptibles de les mettre à l'échelle. Ces activités devraient être prévus dans le timing de clôture et avec des ressources prévisionnelles indépendamment de l'existence de reliquat budgétaire.

Annexes

A. Termes de référence de la mission

ANNEXES

Annexe 1 - Conditions générales des Contrats Individuels :

Conditions générales
des contrats prestata

Annexe 3 – P11 (SC & IC)

P11 modified for SCs
and SSAs-Draft.doc

B. Itinéraire de la mission

ANNEXE 5.2 Agendas et itinéraire de la mission :

Ce calendrier de la mission est conçu sur la base des résultats de la revue documentaire, des orientations du client, des partenaires et de la Coordination du projet.

Activités	***Echéances***
Cadrage de la mission	*08-13 Janvier*
Consultation préalable de l'équipe de direction au PNUD et du Ministère de l'Energie et préparation des investigations	*15 Jours (13-24 Janvier)*
Etablissement de la base d'information pour la revue à mi-parcours	27Janvier-15 Février
Mise en cohérence de l'information conception des extrants	15-20 février
Rapportage provisoire	*20 jours (20 Février 20 Mars-*
Validation du rapport	2Jours (20-25 Mars
	20 Avril

C. Liste des personnes Rencontrées

Prénoms et Nom	Fonction/Structure	Contact
Boureima NABI	DGESS ME	70738539
Roger OUEDRAOGO	Direction de la Coordination des projets	78220011
Mme Françoise BARRO/KY	DGESS ME	70578163
Dr Souleymane NAKRO	INERA Département Production Végétale	70 74 22 65
Dr Idriss SERME	INERA Département GRN et système de production	70 23 21 98
Firmin NAGALO	UCP	65545480
Amadou DAO	UCP	70251153
Nebnoma Alain COMBASSERE	SP CNDD	70002410
Arouna DOLOMBZANGA	SP CNDD	71004230
Alfred SAWODOGO	/BELWET	73674799
Toussaint SAMPO	Direction Générale des Productions Végétales	70634859
Ali DIAWARA	Direction Générale des Productions Végétales	76521516
Dieudonné OUATTARA	Direction Générale des Productions Végétales	60390902
Suzane KANGNAMA, Projet Jatropha	UCP	70270757
Isabel TIANE	Représentante Résidente Adjointe PNUD	
Clarisse COULIBALY	PNUD	
Célestin PODA	PNUD	
Salifou ZOUNGRANA	PNUD	70270757
Sylvain THIOMBIANO	PNUD	76706464
Mme Armande SAWADOGO	Personne ressource	71227073
Ousmane SEDEGO	PNUD	
Nomnoogo	Direction Générale des Energies Renouvelable	70447195
Aboubacar OUEDRAOGO	UCP	70148296
Jean de Dieu YAMEOGO	SONABEL	70200814
Bibata MANLI	Présente Groupement Todima de Yamba	
Abibou KIADA	Secrétaire coopérative Lampouguini de Yamba	61345040
Seydou SANA	Exploitant arboriste à Madiasso	71710207
Marguerite ZABSONRE/LOMPO	Présidente de coopérative Simplifié Lagentaa de Fada	70306621
Mamadou DJANDA	Exploitant arboriste à Madiasso	71657974
Moussa OUEDRAOGO	Président CVd de Madiasso et arboriste	73850102
Tigué GAMBIRE	Pépiniériste à Madiasso	73075351
Yacouba OUATTARA	Pépiniériste à Madiasso	71694378
Yaya DAO	Pépiniériste à Balago	71690814
Adama BELEM	Pépiniériste à Balago	
Batigué OUATTARA	Chef de village, pépiniériste à Balago	72502355
El Hadji Boureima SAWADOGO	Exploitant arboriste à Madiasso	72502322
Souley SAWADOGO	Pépiniériste à Banfora	
Ali OUEDRAOGO	Pépiniériste à Banfora	72224103
Alizeta BIENNE	Association Bava Adjidjogo de Mouna	75673389
Azara DIASSO	Association Bava Adjidjogo de Mouna	68406910
Djalatou NAMORO	Association Bava Adjidjogo de Mouna	07453231

Prénoms et Nom	Fonction/Structure	Contact
Jean BASSANE	Awayikoa à Boutirou	68327834
Rachid NIGNAN	Awayikoa à Boutirou	74325817
Hamza KADIO	Awayikoa à Boutirou	66627769
Yacouba DAHOUROU	Awayikoa à Boutirou	67492577
Dalio DAHOUROU	Awayikoa à Boutirou	70410826
Alidou K NIGNAN	Awayikoa à Boutirou	55711552
Madjidou ZIO	Awayikoa à Boutirou	78428925
Alima K NAPON	Présidente de l'association Tiasian Boufaro	76142350
Salamatou NIGNAN	Membre de l'association Tiasian Boufaro	
Fati NEBIE	Membre de l'association Tiasian Boufaro	79932830
Zenabo DIASSO	Membre de l'association Tiasian Boufaro	
Mariétou NEBIE	Membre de l'association Tiasian Boufaro	
Mariétou DAGANO	Membre de l'association Tiasian Boufaro	67930763
Jean Bernard ILBOUDO	Pépiniériste et arboriculteur Jatropha à Manga	
Georges ZOUNGRANA	Pépiniériste et arboriculteur Jatropha à Manga	
Agnès ZOUNDI	Arboricultrice Jatropha à Manga	
Jean Baptiste KABORE	Pépiniériste et arboriculteur Jatropha à Manga	
Mathias ILBOUDO	Arboriculteur Jatropha à Manga	
Lucien YAOGO	Pépiniériste Jatropha à Manga	
Awa TAMINI	Association Benkadi de Bondokuy (kit savon)	
Madi KINDO	Pépiniériste jatropha à Koumana (Bondokuy)	
Fatouma COULIBALY	Association à Bondokuy (décortiqueuse et presse)	
Issoufou SAWADOGO	Pépiniériste Jatropha à Kari	
Paul K KADEOA	Pépiniériste à Bondokuy	
Fatimata SANKARA	Groupement Nong-Taaba de Kari (kit savon)	
Kani ZONO	Pépiniériste jatropha à Kari	
Habi YE	Association Gnongon-Demin de Kari (kit savon)	
Maïmouna KATI	Association Benkadi de Tchériba (décortiqueuse et presse)	
Zimani FOFANA	Pépiniériste jatropha à Kari	

D. Résumés des visites de terrain

08-13 Janvier	Cadrage de la mission Consultation préalable de l'équipe de direction au PNUD et du Ministère de l'Energie et préparation des investigations **Mobilisation des acteurs autour des enjeux de l'évaluation** • Échanges sur les enjeux de la mission avec les départements directions et divisions techniques du PNUD, les partenaires techniques et financiers
15 Jours (13-24 Janvier)	• Rapportage de démarrage de la mission • Séance de travail entre les membres de l'équipe d'évaluation (Consultant National et International sur la méthodologie de l'évaluation • Echange avec l'équipe de supervision du PNUD • Echanges avec l'équipe managériale du projet • Validation de la démarche d'ensemble avec l'équipe de supervision élargie Etablissement de la base d'information initiale préalable aux investigations pour la mission •
27Janvier-15 Février	**Collecte de l'information et consultation des acteurs sur la situation de la mise en œuvre du projet** A partir de la consultation documentaire et des investigations auprès des parties prenantes suivant des supports d'échanges permettant une compréhension du contexte de conception, du niveau et des conditions d'implémentation, une lisibilité des résultats • *Au niveau National Pays et Localités de mise en œuvre du Projet(Région du Centre Ouest des Cacades, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre Sud*
05 jours (15-20 Février)	Mise en cohérence de l'information conception des extrants **Synthèse, Analyse et mise sous format de l'information collectée** – Décryptage des grandes tendances des résultats de l'évaluation finale aux parties prenantes et au commanditaire et recueil des amendements et attentes Briefing et séance de travail avec le PNUD/Conclusion Initiale :
20 jours (20 Février 20 Mars-)	Rapportage provisoire • Présentation du rapport provisoire • Examen des résultats de la mission par le commanditaire ;
Validation du rapport 2Jours (20-25 Mars	**Appropriation des résultats de la mission** • Observation sur le rapport provisoire de la mission • Intégrations des apports et suggestions des membres du comité de pilotage de suivi élargis aux parties prenantes du projet • Par mail

E. Liste des documents examinés par les évaluateurs

Documents nationaux de référence

1. Vision Burkina 2025

2. Politiques sectorielles de l'énergie, de l'agriculture de la Recherche et de l'Environnement
3. Plan National d'Adaptation au changement Climatique (PNA, 2016-2030) Burkina Faso
4. Document de Contributions Nationales Prévues Déterminées (CDN, 2015)
5. Plan National de Développement Economique et Social PNDES 2016-2020

Documents de référence du SNU et du PNUD **:**

1. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement UNDAF 2018-2020
2. Plan d'Action du Programme Pays CPAP 2011-2015
3. Country program document for Burkina Faso (CPD, 2018-2020)
4. Manuel des règles et procédures de gestion des programmes/projets sous exécution national

Documents relatifs au projet :

1. Descriptif du projet
2. Rapport de lancement du projet
3. Rapports annuels de progrès
4. Comptes rendus des réunions du comité de pilotage
5. Stratégie de développement de filière
6. Document de capitalisation ;
7. Stratégie de communication
8. Etude diagnostique de la filière de *Jatropha Curcas* au Burkina Faso
9. Rapport Annuels d'Activités (2015 à 2019)
10. Plans de travail et budgets du projet
11. Rapports de mise en œuvre du projet (PIR/APR)
12. Rapports revues sectorielles
13. Rapports des comités de revues du projet
14. Rapports techniques et publications du projet
15. Série de rapports de mission
16. Série rapports d'ateliers
17. Articles divers

F. Tableau des questions d'évaluation

Il s'agit d'une liste générique, devant être détaillé par l'ajout de questions par le bureau de pays et le Conseiller technique FEM du PNUD sur la base des spécificités du projet.

Critères des questions d'évaluation		Indicateurs	Sources	Méthodologie
Pertinence : Comment le projet se rapporte-t-il aux principaux objectifs du fonds des pays les moins avance du FEM (GEF/LDCF) et aux priorités en matière d'adaptation au changement climatique, d'environnement et de développement au niveau local, régional et national ?				
Pertinence il s'agit d'analyser la pertinence des activités mise en œuvre par rapport à la stratégie utilisée, aux objectifs du projet, d'une part. D'autre part, il s'agit d'analyser la pertinence du projet à la contribution aux effets escomptés des cadres de planification du SNU dont le PNUD et du FEM et ses complémentarités et synergies avec d'autres projets du PNUD et les interventions d'autres partenaires qui contribuent aux mêmes objectifs nationaux.	• Comment l'approche genre a-t-elle été prise en compte dans le développement du projet et comment est-elle intégrée dans la mise en œuvre des activités ?	• Niveau de prise en compte de l'approche genre lors de la formulation du projet • Niveau d'intégration de l'approche genre dans les stratégies de mise en œuvre des activités, au sein du comité de pilotage et des organes de gestion •	• Document de projet • Cadre logique • Rapports d'activités • Rapports thématiques • Plans de travail annuels • Membres comité de pilotage • Rapport de démarrage • APR • Partie Nationale • Unités de coordination • PNUD • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux • Associations féminines	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire •
	• Les activités développées ont-elles contribué à l'amélioration des capacités d'adaptation des bénéficiaires aux effets néfastes du changement climatique	• Nombre de personnes dont les capacités d'adaptation sont renforcées	• Rapports d'activités • Rapports thématiques • Partie Nationale • Unités de coordination • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire •

	• Les activités développées ont elles permis une séquestration ou/et une réduction des émissions de CO_2 ?	• Superficie reboisée, restaurée ou sauvée • Nombre de parcelles agroforestières	• Rapports d'activités • Rapports thématiques • Partie Nationale • Unités de coordination • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire •
	• Des solutions alternatives ont-elles permis l'amélioration des revenus des populations ?	• Nombres de bénéficiaires, • Taux d'accroissement des revenus • Autres indicateurs de l'amélioration des conditions de vie	• Rapports d'activités • Rapports financiers • Rapports thématiques • Partie Nationale • Unités de coordination • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire •
	• Les activités développées ont-elles contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations ?	• Taux d'accroissement des Rendements	• Rapports d'activités • Rapports thématiques • Partie Nationale • Unités de coordination • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire •
Efficacité : Dans quelle mesure les résultats escomptés et les objectifs du projet ont-ils été atteints ?				

Il s'agit d'analyser l'efficacité des activités en termes qualitatifs et quantitatifs. Autrement dit, c'est analyser l'apport du projet en termes de renforcement de capacités des ressources humaines, de mobilisation des ressources humaines et matériels (intrants) ainsi qu'en termes de facteurs qui ont influencé positivement ou négativement le bon déroulement des activités du projet dans l'atteinte des résultats	• Les résultats relatifs au renforcement de la résilience climatique des communautés des zones cibles du projet ont-ils été atteints ?	• Niveau d'atteinte des résultats	• Rapports d'activités • Rapports thématiques • Indicateurs de suivi • PIRs • Partie Nationale • Unités de coordination • PNUD • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire •
	• Quel est le taux d'appropriation du projet, de ses activités et résultats par les bénéficiaires ?	• Niveau d'appropriation par les bénéficiaires des activités du projet • Niveau de satisfaction des partenaires et bénéficiaires vis-à-vis de l'implication dans le processus décisionnel et de gestion	• Membres comité de pilotage • Partie Nationale • Unités de coordination • PNUD • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux • Communes rurales	• Entrevues • Groupes de discussion •
Efficience : Le projet a-t-il été mis en œuvre de façon efficiente, conformément aux normes et standards nationaux et internationaux ?				
Il s'agit d'analyser le niveau/degré d'utilisation des ressources humaines, Matérielles, financières et le temps utilisé Le consultant comprend qu'il doit fournir toute information utile	• Les coûts des activités de résilience au CC (réalisation des parcelles agroforestières, valorisation, élevage,…) sont-ils raisonnables comparés aux bénéfices	• Rapport cout-bénéfices	• Rapports financiers • Rapports d'activités • Rapports thématiques • Plans de travail annuels • Indicateurs de suivi • APR • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales	• Entretiens • Groupes de discussion • Revue documentaire

trouvée lors de l'étude et qui pourrait nourrir ce point.			• ONG et bureaux d'études locaux	
	• Les procédures de sélection des opérateurs ont-elles été respectées ?	• Appréciation sur les procédures de sélection des opérateurs	• Parties nationales • Unité de coordination • PNUD • Organisations et associations locales • Communautés locales bénéficiaires • ONG et bureaux d'études locaux	• Entretiens
	• Quelle est l'appréciation sur les cadres de collaboration mis en place entre les différentes organisations actives au sein du projet et l'appréciation sur la qualité du travail réalisé par les bureaux d'études et les ONG locales ?	• Appréciation sur le travail réalisé par les bureaux d'études et les ONG locales •	• Partie Nationale • Unités de coordination • PNUD • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux • Communes rurales	• Entretiens
	• Les dispositifs de suivi, d'accompagnement et d'évaluation en interne sont-ils réalisés tel que prévu dans le document de projet?	• Appréciation sur les procédures et les outils de SE et de rapportage • Pertinence avec les exigences du PNUD et du FEM en matière de SE	• Document de projet • Rapport atelier de démarrage • Plans de travail annuels • Rapports d'activités • PIRs • Membres comité de pilotage • Unités de coordination • PNUD	• Entretiens • Revue documentaire
Durabilité : Dans quelle mesure existe-t-il des risques financiers, institutionnels, socio-économiques ou environnementaux au maintien des résultats du projet à long terme ?				
Il s'agit d'analyser la durabilité de l'intervention. Le consultant comprend que Cette analyse doit porter sur le plan de la durabilité Technique, financière et sociale	• Les Comités Locaux se sont-ils appropriés des résultats du projet	• Niveau d'appropriation des résultats par les comités locaux	• Partie Nationale • Unités de coordination • PNUD • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Entrevues
	• Les collectivités locales, les institutions décentralisées,	• Niveau d'appropriation des résultats par les collectivités locales		• Entrevues

	régionales et nationales se sont-elles appropriées les résultats		• Communes rurales	
	• Quel est le taux actuel de réussite des plantations de jatropha curcas ?	• Taux de réussite des parcelles de jatropha plantées sous impulsion du projet	• Rapports d'activités • Rapports thématiques • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Revue documentaire • Entrevues • Groupes de discussion •
Impact : Existe-t-il des indications à l'effet que le projet a contribué au (ou a permis le) progrès en matière de réduction de la tension sur l'environnement, ou à l'amélioration de l'état écologique ?				
Impact : Il s'agit d'analyser l'impact du projet sur le changement de comportement social vis-à-vis de la protection de l'environnement et de la conservation de la biodiversité et l'amélioration de la vie socioéconomique des populations riveraines. C'est aussi d'analyser les effets durables, positifs ou négatifs, directs ou indirects, prévus ou imprévus du projet	• Quel est le niveau de réalisation de l'ensemble des produits attendus et des indicateurs de résultats ?	• Niveau de réalisation de l'ensemble des produits attendus • Niveau de contribution des produits réalisés par rapport aux résultats attendus, sur la base des indicateurs de résultats • Evolution de la valeur des indicateurs	• Cadre logique • Rapports d'activités • Rapports thématiques • Plans de travail annuels • Indicateurs de suivi • APR • Partie Nationale • Unités de coordination • PNUD • Communautés bénéficiaires • Organisations et associations locales • ONG et bureaux d'études locaux	• Revue documentaire • Entrevues • Groupes de discussion •
	• Les conditions préalables à l'obtention des impacts ont-elles été mises en place ? •	• Appréciation sur la probabilité d'atteinte des impacts • Facteurs pouvant influer sur l'atteinte des impacts •		
	• Le projet a-t-il eu des effets attendus ou non attendus sur les revenus et la vie des bénéficiaires et a-t-il contribué à la réduction du stress environnemental et/ou l'amélioration du statut écologique	• Effets et changements attendus ou non sur les revenus et la vie des bénéficiaires • Niveau de sensibilisation du public sur les questions de		

	•	conservation de la biodiversité et le soutien du public pour les activités de conservation • Degré de contribution des activités du projet à l'atteinte des OMD et du changement climatique avec une attention particulière concernant, le genre et de la réduction de la pauvreté		

Échelles de notations

Notations pour les résultats, l'efficacité, l'efficience, le suivi et l'évaluation et les enquêtes	***Notations de durabilité :***	***Notations de la pertinence***
6 Très satisfaisant (HS) : pas de lacunes 5 Satisfaisant (S) : lacunes mineures 4 Modérément satisfaisant (MS) 3 Modérément Insatisfaisant (MU) : des lacunes importantes 2 Insatisfaisant (U) : problèmes majeurs 1 Très insatisfaisant (HU) : de graves problèmes	4 Probables (L) : risques négligeables pour la durabilité 3 Moyennement probable (MP) : risques modérés 2 Moyennement peu probable (MU) : des risques importants 1 Improbable (U) : risques graves	2 Pertinent (P) 1 Pas pertinent (PP) ***Notations de l'impact :*** 3 Satisfaisant (S) 2 Minime (M) 1 Négligeable (N)
Notations supplémentaires le cas échéant : Sans objet (S.O.) Évaluation impossible (E.I.)		

G. Questionnaire utilisé et résumé des résultats

Outil 1. Efficacité de progression vers les résultats escomptés

Outil 2. Check list –Efficacité de progression vers les résultats escomptés

Nom / description du Group interviewé _____Ousmane SEDOGO_____ Date _____
_____ Commune _____ préfecture----------Région
Interviewé _____contact _____

Lorsque les personnes interviewées ne connaissent pas la réponse ou que la réponse n'est pas applicable, marquez 0.
Pour toutes les modalités la question est la suivante : Selon vous quel a été l'enjeu déterminant pour la réussite de cette activité (Cohérence/contexte ? -Intrants/Ressources ? -outils/Approche ? -Ouvrage/services ?) et a combien estimez-vous le niveau (score) de réussite de l'activité ? Non exécuté=0 exécuté avec beaucoup d'insuffisances=1 exécuté avec quelques insuffisances=2 exécuté avec satisfaction=3
Les réponses doivent être fournies dans les cases correspondantes et les scores au regard du pays concerné.

Commentaires et sources information	Logique et Modalités d'exécution du programme	***Enjeu de progrès (Noter un des enjeu énuméré)***	Score (0,1,2 ou3)	Cascades	Sud-Ouest	Boucle du Mouhoun	Plateau Central
	1. Développer une stratégie et un cadre pour l'exploitation de l'huile de Jatropha comme agrocarburants durable						
1. Priorité UNDAF, CPD	Etude diagnostique sur les filières Jatropha au Burkina Faso	Cohérence	3				
	Stratégies de développement approuvées et appliquées pour les secteurs de l'Energie et de l'Agriculture qui sont harmonisées et qui prennent en compte les objectifs de sécurité alimentaire						
	Un cadre de concertation est créé et géré de façon dynamique par le secrétariat opérationnel du CICAFIB						
	Outils développés pour l'implémentation de la stratégie						
	Une stratégie établie et approuvée pour mobiliser les fonds carbones internationaux pour un déploiement à l'échelle nationale			0			
	2. L'augmentation des investissements privés pour la production des agrocarburants et ses applications						

2.	Des mesures de régulations sur la qualité des produits à base de Jatropha sont élaborées et appliquées						
	Les réglementations définies et appliquées sur l'investissement privé dans le domaine des agrocarburants						
	Réglementations définies et appliquées sur les prix des agrocarburants						
	Un mécanisme de contrôle et de certification qui surveille le respect des critères internationaux de durabilité par les produits de la filière Jatropha est fonctionnel et validé						
	Une instance de régulation du secteur des agrocarburants est créée.			0			
	3 Augmentation des plantations de Jatropha et des unités de production d'huile de Jatropha						
3.	Les facteurs influençant la productivité des petites plantations sont contrôlés et gérés.						
	Les modèles technico-économiques de production d'huile de Jatropha dans les zones rurales sont validés pour la phase pilote et augmentent la production d'huile de Jatropha ; Relocation budgétaire	Les PTMF n'ont pas été testées à fond		1			
	Les tests d'utilisation de l'huile de Jatropha et du tourteau comme carburants sont achevés pour la phase pilote et augmentent la production d'huile de Jatropha.	Décaissement réallocation budget ; formation		1			
	Identification et documentation des risques liés à la santé causés par la toxicité du Jatropha	contexte	0				
	4 Augmentation du nombre d'installations de production d'huile de Jatropha appartenant à des organisations rurales						
	Les acteurs de la filière Jatropha sont complètement formés et compétents	Intrant - ressources		1			
	Les acteurs ruraux dans le développement de la filière Jatropha s'investissent pleinement et sont pleinement	Service ouvrage	1				

	Développement d'outils qui sont largement diffusés parmi les intervenants de la filière de Jatropha	Services/Ouvrage					
Le projet	***5 L'huile de Jatropha est considérée par le public comme une ressource énergétique nationale de haute qualité et une alternative abordable et réalisable aux produits pétroliers ou au diesel***						
	Un fonds de promotion est créé pour soutenir les fabricants de moteurs modifiés qui tournent à l'huile de						
	Les partenaires institutionnels et les opérateurs privés sont impliqués dans le développement d'un marché	Projet carbone ONEA					
	Les derniers développements du projet augurent de succès futurs notamment avec l'implication des						

Outil 2. Cliché d'Evaluation /approche de MEO Globale

Outil 1. Cliché d'Evaluation /approche de MEO Globale

Nom / description du Group interviewé _____ Date _____

Commune_____ Préfecture _____Région_____

Lorsque les personnes interviewées ne connaissent pas la réponse ou que la réponse n'est pas applicable, marquez 0. Les réponses doivent être fournies dans les cases ombrées sur la droite.

No.		**Note**	0	1	2	Note finale
		Questions d'évaluation liées au Contexte /pertinence				
1		Les activités du projet sont-elles conformes aux priorités, plans ou programmes nationaux ou locaux	Il n'y a aucune connaissance des activités réalisées dans le cadre de ce projet	Il y a des activités réalisées, mais les personnes interrogées ne savent pas comment elles ont été planifiées	Les personnes interrogées peuvent expliquer les activités réalisées et décrire la conformité avec plans ou programmes nationaux ou locaux	

No.		**Note**	0	1	2	Note finale
2		Le projet fait il suite à une requête spécifique de la part des communautés, des collectivités ou du gouvernement	Il n'il n'y a pas de liens véritables entre le projet et les besoins des communautés, des collectivités ou de l'Etat	Certaines des activités des projets répondent à certaines attentes pressantes des communautés, des collectivités et de l'Etat	La quasi-totalité des actions du projet répondent à des attentes pressentes des communautés des collectivités et de l'Etat	
3		Avez-vous été associés directement ou indirectement à la formulation des actions du projet en tant que parties prenantes	Non, nous n'avons pas été associé ou nous ne savons pas sur quelles base les actions ont été identifiées et formulées	Nous avons participé en mettant à disposition l'information de base à notre niveau	Nous avons fournis l'information de base pour la formulation du projet et nous nous sommes prononcés sur la pertinence des actions envisagées	
		Questions d'évaluation liées au processus				
4		Les activités sont-elles effectuées tel que planifiées	Il n'y a aucune connaissance des activités réalisées dans le cadre du projet	Il y a des activités réalisées, mais les personnes interrogées ne sont pas comment elles ont été planifiées	Les personnes interrogées peuvent expliquer les activités réalisées et décrire certaines des actions qui ont été planifiées	
5		Comment les activités mise en œuvre devaient-elles être conçues pour mieux fonctionner?	Les activités mises en œuvre ne traduisent pas les préoccupations des bénéficiaires	Certaines activités mériteraient d'être revues avant de passer à la mise en œuvre pour mieux correspondre aux besoins des bénéficiaires	Les activités du projet ont été bien conçues et correspondent aux préoccupations des bénéficiaires	
6		Quels enseignements peut-on tirer de la	Déroulement non conforme à la planification initiale	Déroulement peu conforme à la planification initiale	Déroulement conforme à la planification initiale	

No.		**Note**	0	1	2	Note finale
		façon dont se déroule le projet	(Activités mise en œuvre non planifiées)			
7		À quel point les parties prenantes sont-elles satisfaites de leur intervention dans ce projet	Il n'y a pas d'implication des parties prenantes dans la mise en œuvre ou des activités du projet	Les parties prenantes sont de temps en temps impliquées mais ne participent pas tellement dans la mise en œuvre	Les représentants des parties prenantes prennent part à la mise en œuvre	
		Questions d'évaluation liées aux résultats prévisionnels /Efficacité du projet				
9		À quel point les parties les sites et populations cibles sont touché à cette date	Moins de 50% des bénéficiaires visés ont été atteints	50-75% des bénéficiaires visés ont été atteint	Plus de 75 % des bénéficiaires visés ont été atteint	
10		Le projet a-t-il procuré les services prévus à l'échéance ?	Les services prévus par le projet n'ont pas été fournis	Quelques services prévus par le projet ont été fournis	Un bon nombre de services prévus par le projet ont été fournis	
11		Les activités mènent t-elles aux produits attendus?	Les activités mises en œuvre n'ont pas permis d'accéder aux produits/résultats attendus	Les activités mises en œuvre ont permis d'accéder à quelques produits/résultats attendus	Les activités mises en œuvre ont permis d'accéder la plupart des produits/résultats attendus	
12		Y a-t-il des produits/résultats inattendus ?	Tous les résultats/produits du projet ont été initialement prévus	Il y a quelques résultats/produits inattendus	Il y a un bon nombre de produits/résultats inattendus	
		Questions d'évaluation liées aux impacts				
13		Les bénéficiaires auront -ils des changements dans leur qualité de vie	Il n'y a pas de changements prévisibles dans dans leurs qualité de vie (compétences,	Il y aura eu quelques changements dans, dans leurs qualité de vie (compétences,	Il y aura des changements notables dans dans leurs qualité de vie (compétences,	

No.		**Note**	0	1	2	Note finale
		(compétences, connaissances, pratiques gains)	connaissances pratiques, gains)	connaissances, pratiques, gains)	connaissances, pratiques, gains)	
14		quels sont les niveaux et champs probables de changements auxquels le projet parviendra ?	un changement sur au plus un des domaines d'intervention visés	Un changement dans quelques domaines d'intervention visés par le projet	Un changement dans tous les domaines d'intervention visés par le projet centrale/déconcentrée, les donateurs	
15		Est-ce que le projet a permis de développer de meilleur réseautage et de meilleurs partenariats?	Nous n'avons pas pu établir des partenariats collaboration	Nous avons établis des partenariats avec un type de partenaire (collectivités, CBO, OSC, privé, étatique etc.)	Nous travaillons avec au moins quatre type de partenaire nationaux et des partenariats transfrontaliers	
16		Les interventions du projet évoluent elles vers les préoccupations pour lesquelles il a été initié?	Les préoccupations de départ auxquelles les interventions ont permis de répondre sont très infimes par rapport à celles restées sans issues	Les interventions ont permis de répondre à certaines préoccupations de départ mais les besoins existent toujours	Les interventions ont permis de répondre à la quasi-totalité des préoccupations de départ	
17		Y aurait-il des besoins apparentés né au cours de la mise en œuvre du projet qui n'étaient pas planifiés	Les besoins apparentés qui ont émergé sont plus importants que les besoins initiaux	Quelques besoins apparentés ont émergés à l'issue des interventions	Les besoins apparentés ayant émergés à l'issue des interventions sont négligeables	
		Questions d'évaluation liées à d'autres possibilités et aux enseignements tirés/durabilité				
18		Qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment afin que le projet puisse	Toutes les étapes (de l'initiation à la mise en œuvre) et composantes (coordination et gestion, investissements et	Certaines étapes et composantes du projet auraient pu être exécutées autrement	Les étapes et options retenues par le projet sont efficaces	

No.		Note	0	1	2	Note finale
		être réalisé de manière plus efficace?	réalisations) du projet auraient pu être faites autrement			
19		**Quels changements importants devraient être apportés au projet pour mieux réaliser ses objectifs**	Les changements importants doivent concerner toutes les étapes (de l'initiation à la mise en œuvre) et composantes (coordination et gestion, investissements et réalisations) du projet	Les changements importants doivent concerner certaines étapes (de l'initiation à la mise en œuvre) et composantes (coordination et gestion, investissements et réalisations) du projet	Les étapes et composantes du projet devraient être maintenues	
20		**Quels résultats faut-il envisager si une organisation veut répéter ce projet ou en entreprendre un semblable?**	Aucun des résultats ou domaine de résultats du projet n'est reproductible	Quelques résultats/domaines de résultats sont susceptibles d'être reproduits ou mis à l'échelle	La plupart des résultats/domaines de résultats sont susceptibles d'être reproduits ou mis à l'échelle	

Question	Commentaires Supplémentaires et Documentation illustrative
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	

No.	**Note**	0	1	2	Note finale
9					
10					
15					
18					
19					
20					

Draft Rapport d'Evaluation

Outil 3 : Questionnaire ménage

I. Identification

1. Nom et prénom(s): ……
2. Sexe (1=M et 2=F) : …… 3. : Age : …… en années.
4. Lieu de résidence : …… 5. Nombre de membres si association:……..

II. Financement

1. De combien avez-vous bénéficié du financement Projet Jatropha?.....FCFA
2. Ce financement est-il adapté à tes besoins (1=Oui, 2=Non) : ……
3. Justifiez vos réponses ? ……
   ……..
4. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la mise en œuvre de vos activités ? : ……
   ……

III. Activité et capacité de résilience

1. Quelle activité avez-vous réalisée avec le financement Projet Jatropha[14] ? ……
2. Avez-vous reçu une formation pour la gestion de votre activité ?.....
3. Selon la nature de l'activité, donnez les informations suivantes :

Activité	**Quantité de matériel ou plants reçus**	**Superficie boisée en ha**	**Intrants reçus**	**Production annuelle**	**Principaux clients** **1. Ménages** **2. Ecoles** **3. Plateformes multifonctionnelle** **4. commerçant**
Plants de Jatropha		……ha	NA	……kg de grains	
Presse		NA	……kg de grains	……litres	
Kits de savon		NA	……litres	……unités	
Décortiqueuse		NA	……kg de grains	……kg de grains	

4. Quel est votre chiffre d'affaires annuel ?.....FCFA
5. Quel est son bénéfice annuel ?..... FCFA
6. Dans quel besoin orientez-vous bénéfices (3 principaux) ? :……
7. Comment évaluez-vous votre activité par rapport à votre situation sans Projet Jatropha [15]? ……
8. Avec cette activité arrivez-vous à vous occuper (1. Plein temps, 2. mi-temps)?.....
9. Avec cette activité arrivez-vous à subvenir à vos besoins (1. Oui, 2. Non)?.....
10. Avec cette activité combien de personnes employez-vous à plein temps ?.....

14 1. Plantation du Jatropha 2. Acquisition d'une décortiqueuse 3. Acquisition de presse 4. Acquisition de kits de savon 5. Autre (à préciser)

[15] 1. Evolution, 2. Constant 3. Dégradation

11. Avec cette activité combien de personnes employez-vous à mi-temps ?.....

IV. Autres appuis

1. Avez-vous reçu une formation dans le cadre de votre activité par le projet ? 1. Oui 2. Non
2. Si oui dans quel domaine ? ……
3. Comment appréciez-vous cette formation ? 1. Bonne 2. Moyenne 3. Insuffisante
4. Suggestion :……
……

V. Défis et recommandations

1. Quels sont les nouveaux défis liés à l'exploitation du Jatropha et ses produits dérivés votre région?: ……
……
……
2. Pour une meilleure adaptation des financements aux besoins des bénéficiaires : ……
……
3. Pour une meilleure exécution et suivi-évaluation du Projet Jatropha : ……
……
……
4. Quelles sont selon vous les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du Projet

Forces	Opportunités
- - - -	- - - -
Faiblesses	Menaces
- - -	- - -

5. Autres recommandations en termes de montage (acteurs cibles), mise en œuvre et suivi-évaluation des projets des bénéficiaires ?:……
……
……
……

K. Formulaire d'acceptation du code de conduite du consultant en évaluation

Les évaluateurs :

1. Doivent présenter des informations complètes et équitables dans leur évaluation des forces et des faiblesses afin que les décisions ou les mesures prises soient bien fondées ;
2. Doivent divulguer l'ensemble des conclusions d'évaluation, ainsi que les informations sur leurs limites et les mettre à disposition de tous ceux concernés par l'évaluation et qui sont légalement habilités à recevoir les résultats ;
3. Doivent protéger l'anonymat et la confidentialité à laquelle ont droit les personnes qui leur communiquent des informations ; Les évaluateurs doivent accorder un délai suffisant, réduire au maximum les pertes de temps et respecter le droit des personnes à la vie privée. Les évaluateurs doivent respecter le droit des personnes à fournir des renseignements en toute confidentialité et s'assurer que les informations dites sensibles ne permettent pas de remonter jusqu'à leur source. Les évaluateurs n'ont pas à évaluer les individus et doivent maintenir un équilibre entre l'évaluation des fonctions de gestion et ce principe général.
4. Découvrent parfois des éléments de preuve faisant état d'actes répréhensibles pendant qu'ils mènent des évaluations. Ces cas doivent être signalés de manière confidentielle aux autorités compétentes chargées d'enquêter sur la question. Ils doivent consulter d'autres entités compétentes en matière de supervision lorsqu'il y a le moindre doute à savoir s'il y a lieu de signaler des questions, et comment le faire.
5. Doivent être attentifs aux croyances, aux us et coutumes et faire preuve d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes. Conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, les évaluateurs doivent être attentifs aux problèmes de discrimination ainsi que de disparité entre les sexes, et s'en préoccuper. Les évaluateurs doivent éviter tout ce qui pourrait offenser la dignité ou le respect de soi-même des personnes avec lesquelles ils entrent en contact durant une évaluation. Sachant qu'une évaluation peut avoir des répercussions négatives sur les intérêts de certaines parties prenantes, les évaluateurs doivent réaliser l'évaluation et en faire connaître l'objet et les résultats d'une façon qui respecte absolument la dignité et le sentiment de respect de soi-même des parties prenantes.
6. Sont responsables de leur performance et de ce qui en découle. Les évaluateurs doivent savoir présenter par écrit ou oralement, de manière claire, précise et honnête, l'évaluation, les limites de celle-ci, les constatations et les recommandations.
7. Doivent respecter des procédures comptables reconnues et faire preuve de prudence dans l'utilisation des ressources de l'évaluation.

Formulaire d'acceptation du consultant en évaluation[16]

Engagement à respecter le Code de conduite des évaluateurs du système des Nations Unies

Nom du consultant : __Drissa SOULAMA_____

Nom de l'organisation de consultation (le cas échéant) : _Consultant International__

Je confirme avoir reçu et compris le Code de conduite des évaluateurs des Nations Unies et je m'engage à le respecter.

Signé à *Ouagadougou* le *20/03/2020*

Signature : _____

Formulaire d'acceptation du consultant en évaluation[17]

Engagement à respecter le Code de conduite des évaluateurs du système des Nations Unies

Nom du consultant : __Noël THIOMBIANO_____

Nom de l'organisation de consultation (le cas échéant) : _Consultant associé__

Je confirme avoir reçu et compris le Code de conduite des évaluateurs des Nations Unies et je m'engage à le respecter.

Signé à *Ouagadougou* le *20/03/2020*

[16]www.unevaluation.org/unegcodeofconduct

[17]www.unevaluation.org/unegcodeofconduct

L. Grandes lignes du rapport d'évaluation[18]

i. Page d'introduction :

- Titre du projet financé par le FEM et soutenu par le PNUD
- Nº d'identification des projets du PNUD et du FEM
- Calendrier de l'évaluation et date du rapport d'évaluation
- Région et pays inclus dans le projet
- Programme opérationnel/stratégique du FEM
- Partenaire de mise en œuvre et autres partenaires de projet
- Membres de l'équipe d'évaluation
- Remerciements

ii. Résumé

- Tableau de résumé du projet
- Description du projet (brève)
- Tableau de notations d'évaluation
- Résumé des conclusions, des recommandations et des enseignements

iii. Acronymes et abréviations

(Voir : Manuel de rédaction du PNUD[19])

1 Introduction

- Objectif de l'évaluation
- Champ d'application et méthodologie
- Structure du rapport d'évaluation

2 Description et contexte de développement du projet

- Démarrage et durée du projet
- Problèmes que le projet visait à régler
- Objectifs immédiats et de développement du projet
- Indicateurs de base mis en place
- Principales parties prenantes
- Résultats escomptés

3 Conclusions

(Outre une appréciation descriptive, tous les critères marqués d'un (*) doivent être notés[20])

3.1 Conception/Formulation du projet

- Analyse ACL/du cadre des résultats (Logique/stratégie du projet ; indicateurs)
- Hypothèses et risques
- Enseignements tirés des autres projets pertinents (par exemple, dans le même domaine focal) incorporés dans la conception du projet
- Participation prévue des parties prenantes

[18]Le rapport ne doit pas dépasser 40 pages au total (en excluant les annexes).

[19] Manuel de style du PNUD, Bureau des communications, Bureau des partenariats, mis à jour en novembre 2008

[20] Utilisation d'une échelle de notations de six points : 6 Très satisfaisant, 5 : Satisfaisant, 4 : Partiellement satisfaisant, 3 : Partiellement insatisfaisant, 2 : Insatisfaisant et 1 : Très insatisfaisant. Voir la section 3.5 à la page 37 pour plus d'explications sur les notations.

- Approche de réplication
- Avantage comparatif du PNUD
- Les liens entre le projet et d'autres interventions au sein du secteur
- Modalités de gestion

3.2 Mise en œuvre du projet

- Gestion adaptative (modifications apportées à la conception du projet et résultats du projet lors de la mise en œuvre)
- Accords de partenariat (avec les parties prenantes pertinentes impliquées dans le pays/la région)
- Commentaires provenant des activités de suivi et d'évaluation utilisés dans le cadre de la gestion adaptative
- Financement du projet :
- Suivi et évaluation : conception à l'entrée et mise en œuvre (*)
- Coordination au niveau de la mise en œuvre et de l'exécution avec PNUD et le partenaire de mise en œuvre (*) et questions opérationnelles

3.3 Résultats des projets

- Résultats globaux (réalisation des objectifs) (*)
- Pertinence(*)
- Efficacité et efficience (*)
- Appropriation par le pays
- Intégration
- Durabilité (*)
- Impact

4 Conclusions, recommandations et enseignements

- Mesures correctives pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet
- Mesures visant à assurer le suivi ou à renforcer les avantages initiaux du projet
- Propositions relatives aux orientations futures favorisant les principaux objectifs
- Les meilleures et les pires pratiques lors du traitement des questions concernant la pertinence, la performance et la réussite

5 Annexes

- TR
- Itinéraire
- Liste des personnes interrogées
- Résumé des visites sur le terrain
- Liste des documents examinés
- Tableau des questions d'évaluation
- Questionnaire utilisé et résumé des résultats
- Formulaire d'acceptation du consultant en évaluation

E. équipe des consultants

N°	NOMS ET PRENONS	CONTACTS TELEPHONE	Fonction
01	Drissa SOULAMA	+22670133621/+224629335759	Consultant international/ Chef de mission
02	Noël THIOMBIANO	+22670273320	Consultant associé

F. Localités ciblées pour les enquêtes ménage

Région	Village
Boucle du Mouhoun	Bondokuy
	Kari
	Tchériba
Cascade	Madiasso
Centre-Ouest	Boutirou
	Dabiou
	Mouna
Centre Sud	Manga
Est	Fada N'Gourma
	Yamba

Définition des termes et concepts

Termes	Définitions
Action de développement	Instrument d'aide utilisé par un partenaire (bailleur de fonds ou non) en vue de promouvoir le Développement. Par exemple, projets, programmes, avis ou conseils en matière de politiques.
Activité	Actions entreprises ou travaux menés en vue de produire des réalisations spécifiques. L'activité mobilise des ressources telles que des fonds, une assistance technique et d'autres types de moyens
Analyse des risques	Analyse ou appréciation de facteurs (appelés hypothèses dans le cadre logique) qui contribuent, ou pourraient contribuer, à l'atteinte des objectifs d'une intervention donnée. Examen détaillé des conséquences non voulues et négatives qu'une action de développement pourrait avoir sur la vie humaine, la santé, la propriété ou l'environnement. Processus visant à identifier systématiquement les conséquences indésirables et les risques, avec quantification de leur probabilité d'apparition et leur impact prévisible
Bénéficiaires	Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non. Termes connexes : publics concernés, ciblés ou atteints.
But	Objectif énoncé relatif au projet ou au programme de développement
Cadre logique	Outil visant à améliorer la conception des actions, le plus souvent au niveau des projets. Cela suppose d'identifier les éléments stratégiques (ressources, extrants, réalisations, impacts) et leurs relations causales, les indicateurs, ainsi que les facteurs extérieurs (risques) qui peuvent avoir une influence sur le succès ou l'échec de l'action. Il facilite ainsi la conception, l'exécution et l'évaluation d'une intervention de développement. *Terme connexe: gestion axée sur les résultats*

Termes	Définitions
Chaîne des résultats	Suite de relations de cause à effet qui mènent d'une action de développement à l'atteinte des objectifs. La chaîne des résultats commence par la mise à disposition des ressources, se poursuit par les activités et leurs extrants. Elle conduit aux réalisations et aux impacts, et aboutit à une rétroaction. Dans quelques agences d'aide le public concerné fait partie de la chaîne des résultats. *Termes connexes: hypothèse, cadre de résultats*
Conclusions	Exposé des facteurs de succès et d'échec de l'action évaluée, avec un intérêt particulier accordé aux résultats et aux impacts, escomptés ou non, et plus généralement aux autres points forts et points faibles. Une conclusion fait appel à des données et des analyses élaborées à partir d'un enchaînement transparent d'arguments.
Constatations	Données avérées déduites d'une ou de plusieurs évaluations permettant d'établir des faits.
Données	Faits ou chiffres desquels vous pouvez tirer des conclusions
Effet	Changement escompté ou non, attribuable directement ou indirectement à une action. *Termes connexes : résultats (effet primaire, effet secondaire, effet inattendu, effet direct, effet externe, effet indirect, effet brut, effet net, effet de premier rang), réalisations*
Efficacité (succès, réussite)	Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. *Remarque : terme également utilisé comme système de mesure globale (ou comme jugement) du mérite et de la valeur d'une activité ; mesure selon laquelle une intervention a atteint, ou est en train d'atteindre, ses principaux objectifs pertinents, de façon efficiente et durable, et avec un impact positif en terme de développement institutionnel.* *Terme connexe : effectivité.*
Efficience	Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe.
Enseignements tirés	Généralisations, établies à partir de circonstances spécifiques relatives à des évaluations de projets, de programmes ou de politiques permettant de tirer des enseignements plus larges. Souvent les leçons soulignent les points forts et les points faibles dans la préparation, la conception et la mise en œuvre, qui ont un effet sur la performance, les résultats et l'impact.
Evaluation	Appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en cours ou terminé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. Le but est de déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'efficience en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité. Une évaluation devrait fournir des informations crédibles et utiles permettant d'intégrer les leçons de l'expérience dans le processus de décision des bénéficiaires et des bailleurs de fonds.
Evaluation conjointe (partenariale)	Evaluation à laquelle participent différents organismes bailleurs et/ou leurs partenaires.
Evaluation ex ante	Evaluation qui est conduite avant la mise en œuvre d'une action de développement. *Termes connexes : appréciation préalable, étude de faisabilité, étude de base*
Evaluation ex post	Evaluation d'une action de développement une fois celle-ci terminée. Remarque : ce type d'évaluation peut être réalisé tout de suite après l'achèvement de l'intervention ou longtemps après. Le but est d'identifier les facteurs de succès ou d'échec, d'apprécier la durabilité des résultats et des impacts, et de tirer des conclusions qui pourront être généralisées à d'autres actions.
Evaluation externe	Evaluation d'une action de développement conduite par des services et/ou des personnes extérieures au bailleur de fonds et à l'organisation responsable de la mise en œuvre.
Evaluation indépendante	Evaluation d'une action de développement conduite par des services ou des personnes non liés aux responsables de la conception et de la mise en œuvre de l'action de développement. *Remarque : la crédibilité d'une évaluation dépend en partie de l'indépendance avec laquelle elle a été conduite. L'indépendance implique une liberté par rapport aux influences politiques et aux pressions des organisations. Elle est caractérisée par l'accès libre et complet à l'information et par une autonomie totale pour mener des investigations et en rendre compte*
Evaluation interne	Evaluation conduite par un service et/ou des personnes qui dépendent des responsables de l'action de développement chez le bailleur de fonds, chez ses partenaires ou au sein des organisations chargées de la mise en œuvre. *Terme connexe : auto-évaluation*

Termes	Définitions
Evaluation à mi-parcours	Evaluation conduite à la moitié de la mise en œuvre de l'action. Terme connexe : évaluation formative.
Evaluation participative	Méthode d'évaluation selon laquelle les représentants des agences d'aide et des autres parties prenantes (y compris les bénéficiaires) collaborent pour concevoir et conduire une évaluation et en tirer les conclusions
Evaluation de projet	Evaluation d'une action de développement individuelle conçue pour atteindre des objectifs spécifiques avec des ressources et un plan de travail déterminés, souvent dans le cadre d'un programme plus large.
Evaluation thématique	Evaluation d'un certain nombre d'actions de développement, toutes orientées vers une priorité spécifique de développement, qui s'applique de façon transversale aux pays, aux régions et aux secteurs.
Examen	Appréciation de la performance d'une action, périodiquement ou de façon ad hoc. Remarque: le terme "évaluation" est souvent appliqué pour une appréciation plus globale et/ou plus profonde que l'examen. L'examen tend à souligner les aspects opérationnels. Les termes "examen" et "évaluation" sont parfois utilisés comme synonymes
Extrant (produit)	Biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement. Le terme peut s'appliquer à des changements induits par l'action qui peuvent conduire à des effets directs. Les extrants sont assez immédiats et faciles à observer ou à mesurer
Fiabilité	Cohérence et consistance des informations sur la base desquelles se fondent l'évaluation et les jugements qui en découlent. La fiabilité fait référence à la qualité des techniques, procédures et analyses utilisées pour collecter et interpréter les données. Remarque : l'information est fiable si des observations répétées utilisant les mêmes outils dans des conditions identiques produisent des données similaires
Finalité	Objectif global vers lequel l'action de développement doit contribuer
Gestion axée sur les résultats	Stratégie de management orientée vers la performance, la réalisation d'extrants et l'accomplissement d'effets directs
Groupe cible (population cible)	Personnes ou organisations au bénéfice desquelles l'action de développement est entreprise.
Hypothèses	Suppositions déduites de facteurs ou de risques pouvant avoir des répercussions sur le progrès ou le succès de l'action de développement. Remarque : le terme hypothèse peut aussi s'appliquer aux facteurs qui conditionnent la validité de l'évaluation elle-même, par exemple les caractéristiques de la population dont est tiré l'échantillon d'une enquête. Dans une « approche théorique » de l'évaluation, les hypothèses émises sont systématiquement vérifiées par rapport à l'enchaînement des résultats escomptés.
Impacts	Effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non. Impact en termes de développement institutionnel Effets d'une action affectant, plus ou moins, la capacité d'un pays ou d'une région d'utiliser ses ressources propres (humaines, financières et naturelles), de façon plus efficiente, équitable et durable. Par exemple : (a) des mécanismes institutionnels mieux définis, plus stables, transparents et effectivement appliqués de façon prévisible, ou (b)pour les organisations concernées par ces changements institutionnels, un meilleur ajustement entre leur mandat, leurs missions et leurs capacités. Ces impacts peuvent inclure les effets, escomptés ou inattendus, d'une action.
Indicateur	Facteur ou variable, de nature quantitatif ou qualitatif, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à l'intervention ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur du développement. Signal qui révèle les progrès réalisés (ou non) vers l'atteinte des objectifs; Moyen de mesurer ce qui se produit effectivement par rapport à ce qui a été planifié en termes de quantité, de qualité et d'actualité des données.
Information	Données qui ont été enregistrées, classifiées, organisées, reliées ou interprétées dans un cadre (comme celui d'un projet) afin d'en faire ressortir une signification.
Indicateur de performance	Indicateur permettant de vérifier les changements intervenus en cours d'action ou les résultats obtenus par rapport à ce qui était planifié. *Termes connexes : suivi des performances, mesure des performances*

Termes	Définitions
Mesure des performances :	Système permettant d'apprécier les performances des actions de développement par rapport aux objectifs affichés. Termes connexes : suivi des performances, indicateurs.
Modèle des résultats (Cadre de résultats)	Représentation logique expliquant comment l'objectif de développement peut être atteint en prenant compte des relations causales et des hypothèses implicites. *Termes connexes : chaîne des résultats, cadre logique.*
Objectif de développement	Impact attendu, en termes physiques, financiers, institutionnels, sociaux, environnementaux ou autres, par une ou plusieurs actions de développement, au bénéfice d'une société, d'une communauté, d'un groupe de personnes
Objectif du programme ou du projet	Résultats que le programme ou le projet est supposé contribuer à générer en termes physiques, financiers, institutionnels, sociaux, environnementaux ou autres
Outils d'analyse	Techniques utilisées pour traiter et interpréter l'information durant une évaluation
Outil d'évaluation	Instrument ou mécanisme qui fournit des données sur la quantité ou la qualité du projet évalué. On peut également l'appeler une mesure.
Outils de collecte de données	Méthodologies utilisées pour identifier des sources d'information et les rassembler au cours de l'évaluation. *Remarque : par exemple, enquêtes formelles ou informelles, observation directe et participative, interviews de communautés, groupes de contrôle, avis d'experts, études de cas et recherche de documentation.*
Partenaires	Personnes et/ou organisations qui collaborent pour atteindre des objectifs convenus en commun. *Remarque : le concept de partenariat évoque des objectifs conjoints, des responsabilités partagées en ce qui concerne les réalisations, des engagements réciproques et une obligation de rendre compte de manière claire. Les partenaires peuvent être des organisations gouvernementales, de la société civile, des ONG, des universités, des associations professionnelles, des organisations multilatérales, des entreprises privées…*
Parties prenantes (Protagonistes)	Agences, organisations, groupes ou individus qui ont un intérêt direct ou indirect dans l'action de développement ou dans son évaluation
Performance	Mesure selon laquelle l'action de développement, ou un partenaire, opère selon des critères, des normes, des orientations spécifiques, ou obtient des résultats conformes aux objectifs affichés ou planifiés.
Pertinence	Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds. *Remarque : rétrospectivement, la question de la pertinence consiste souvent à s'interroger sur le fait de savoir si les objectifs de l'action ou sa conception sont encore appropriés compte tenu de l'évolution du contexte.*
Projet	Série d'activités planifiées, reliées entre elles, visant à atteindre des buts précis dans des délais précis.
Publics concernés (Publics atteints)	Bénéficiaires et autres parties prenantes concernés par une action de développement. *Terme connexe : bénéficiaires.*
Questions d'évaluation	Questions clés auxquelles vous devez répondre pour mener à bien une partie du projet ou atteindre un objectif. C'est en posant et en répondant aux bonnes questions qu'une évaluation de projet sera utile.
Réalisation (Effet direct)	Ce que l'action doit accomplir ou a accompli à court ou à moyen terme. *Termes connexes : résultat, extrant, produit, impact, effet.*
Ressources (Moyens, intrants)	Moyens financiers, humains et matériels utilisés pour l'action de développement.
Recommandations	Propositions qui ont pour but de promouvoir l'efficacité, la qualité ou l'efficience d'une action de développement, de réorienter les objectifs, et/ou de réallouer les ressources.

Termes	Définitions
	Les recommandations doivent être reliées aux conclusions
Référence	Norme permettant d'apprécier la performance ou les résultats obtenus. *Remarque : la référence se rapporte à des résultats obtenus dans le passé récent par d'autres organisations comparables, ou à ce qu'on pensait pouvoir atteindre raisonnablement dans un contexte donné.*
Résultats	Extrants (produits), réalisations ou impacts (escomptés ou non, positifs et/ou négatifs) d'une action de développement, pouvant être attribués aux activités du projet (p. ex. changements dans les connaissances et les attitudes des participants, changements dans les conditions et les services de l'organisme) Termes connexes : réalisation, effet direct, impact.
Suivi	Processus continu de collecte systématique d'informations, selon des indicateurs choisis, pour fournir aux gestionnaires et aux parties prenantes d'une action de développement en cours, des éléments sur les progrès réalisés, les objectifs atteints et l'utilisation des fonds alloués. Il permet de s'assurer que les activités qui doivent se faire le sont effectivement et que les procédures sont mises en place comme prévu
Suivi des performances	Processus continu de collecte et d'analyse de l'information, visant à apprécier la mise en œuvre d'un projet, d'un programme ou d'une politique au regard des résultats escomptés
Termes de référence (Cahier des charges)	Document écrit présentant le but et le champ de l'évaluation, les méthodes à utiliser, les références permettant d'apprécier la performance ou de conduire les analyses, les activités etc.

Indicateurs de base mis en place

Tableau N° 1 : Indicateurs de résultats du projet

Stratégie	Indicateurs	Base (2015)	Cible	Sources de Vérification	Risques /Hypothèses
BUT: La réduction des émissions de GES des activités de consommation et de production d'énergie dans les zones rurales au Burkina Faso	Taux de réduction d'émission de CO_2	0%	10%	• Rapport d'évaluation du projet ; • Rapport de suivi du Projet.	Les principaux acteurs des secteurs institutionnel et privé et de la société civile soutiennent les objectifs du projet
OBJECTIF DU PROJET: Développer le potentiel de la réduction des Gaz à effet de serre à travers la promotion de l'huile de *Jatropha curcas* comme substitut du Diesel au Burkina Faso.	• Nombre de moteurs agricoles, de moulins fonctionnant avec de l'huile de *Jatropha curcas* opérés par des organisations rurales mixtes et féminines d'artisans ou de paysans d'ici à la fin du projet • Superficies de plantations de *Jatropha curcas* réalisées d'ici à la fin du Projet	20 41076	200 75000	• Rapports de suivi du Projet ; • Rapports de génération de PTFM.	• Forte implication et consistante des acteurs privés dans le développement de partenariats avec les organisations paysannes • Le Capital nécessaire à la réalisation des investissements est disponible
EFFET 1: Une stratégie pour l'exploitation de l'huile de *Jatropha curcas* comme agrocarburants durable est développée	Nombre de moteurs statiques ou de moteurs agricoles fonctionnant avec de l'huile de *Jatropha curcas* d'ici à la fin du Projet	0	500	• Les documents relatifs aux stratégies sectorielles • Rapport de suivi	
Résultat 1.1 : Des stratégies de développement appliquées pour les secteurs de l'énergie et de l'agriculture sont harmonisées par rapport aux	Nombre de stratégies de développement pour les secteurs de l'Energie et de l'Agriculture harmonisées par rapport aux objectifs de sécurité alimentaire	0	?	Documentation des procédures sur la législation concernant le *Jatropha curcas*	Forte implication du SP/CONEDD dans la coordination et l'implication des différentes instituions

Tableau N° 1 : Indicateurs de résultats du projet

Stratégie	Indicateurs	Base (2015)	Cible	Sources de Vérification	Risques /Hypothèses
objectifs de la sécurité alimentaire					
Résultat 1.2 : Le CICAFIB est redynamisé	• Nombre de membres formés • Nombre de réunions du CICAFIB tenues • Nombre de rencontres sous-régionales et internationales participées	0 0 0	20 6 3	• PV de réunions • Rapport de suivi du Projet	Les membres du CICAFIB sont disponibles et disposés

Résultat 1.3 : Les projets privés pouvant accéder à la finance carbone sont identifiés	• Nombre de projets identifiés pouvant accéder à la finance carbone • Nombre de sessions de formation des acteurs sur la finance carbone • Nombre d'acteurs formés	0 0 0	03 03 60	• Rapport de l'étude d'identification • Rapport de suivi du Projet	Les acteurs sont disponibles
EFFET 2 : Les investissements privés pour la production des agrocarburants et ses applications sont accrus	Taux d'accroissement annuel des investissements privés injectés dans la production et la transformation de *Jatropha curcas*	0	5%	• Rapport financier de promoteurs privés • Rapport d'évaluation	Les banques et partenaires engagés dans le projet respectent leur engagement
Résultat 2.1 : Un cadre réglementaire et normatif relatif à la qualité des produits de la filière *Jatropha curcas* est adopté	Cadre réglementaire et normatif relatif à la qualité des produits de la filière *Jatropha curcas* adopté	0	1	Cadre réglementaire	Une volonté manifeste au niveau institutionnel
Résultat 2.2 : Les règles régissant l'investissement privé dans le domaine des agrocarburants édictées par le DGER sont mises en application	• Textes règlementaires adoptés et mis en œuvre • Nombre de business forums mis en place	0 0	1 2	• Rapports d'activité du Projet	Une volonté manifeste au niveau institutionnel
Résultat 2.3 : Des mesures réglementaires relatives à la tarification des agrocarburants sont mises en vigueur	Nombre de mesures relatives à la tarification élaborées et appliquées	0	?	• Les textes réglementaires disponibles • Rapports d'activité du Projet	Une volonté manifeste au niveau institutionnel

EFFET 3 : La production d'huile de *Jatropha curcas* a augmenté	• Superficie de plantation de *Jatropha curcas* en ha • Nombre d'unités de production d'huile de *Jatropha curcas ;* • Quantité d'huile de *Jatropha curcas* produite annuellement (en litres) ; • Nombre de publications de résultats de recherche.	0 4 39680 0	75000 ha 6 75000 20	• Rapports du Projet • Publication des résultats des recherches	
Résultat 3.1 : Les facteurs influençant la productivité des petites plantations sont contrôlés et gérés.	• Nombre d'écotypes locaux de *Jatropha curcas* identifiés et classifiés • Nombre de variétés importées adaptées aux conditions locales identifiées et classifiées • Nombre de modes de production de *Jatropha curcas* les plus adaptés aux différentes zones agro écologique du Burkina Faso caractérisé et classifié • Nombre de ravageurs et de maladies de *Jatropha curcas* identifiés et étudiés • Nombres de formules de valorisation du tourteau de *Jatropha curcas* sous forme d'engrais/compost identifiées et validées	3 3 0 3 5	10 10 2 4 6	• Publication des résultats des recherches • Rapports d'activités du projet et des partenaires	Les communautés rurales savent faire la différence entre les différentes variétés de *Jatropha curcas*
Résultat 3.2: Des modèles technico-économiques de production de l'huile de *Jatropha curcas* dans les zones rurales sont validés, phase-pilote et phase de production de l'huile de *Jatropha curcas*.	• Nombre de modèles technico-économiques les plus performants développés et utilisés par les paysannes et paysans pour la production d'huile de *Jatropha curcas* en zone rurale	0 0	2 10	• Publication des résultats des recherches • Rapports d'activités du projet et des partenaires	• Les sociétés artisanales ont la capacité d'utiliser les processus de production qui leur sont proposés • Les ressources requises pour équiper les plateformes

	• Nombre des différents types d'unités rurales opérationnelles de production d'huile de *Jatropha curcas* • Nombre d'unités rurales de production d'huile de *Jatropha curcas* de différents types gérés par les femmes et par les hommes	0	10		multifonctionnelles de presses à huile sont mobilisées • Les promoteurs des presses à huile existantes rendent disponibles les éléments nécessaires à une évaluation complète de leur performance.
Résultat 3.3 : Les tests d'utilisation de l'huile de *Jatropha curcas* et du tourteau comme carburants sont achevés pour la phase pilote	• Nombre de tests réalisables de l'huile et du tourteau de *Jatropha curcas* comme carburant validées ; • Nombre de fourneaux pilotes opérationnels fonctionnant à l'huile de *Jatropha curcas*.	0 0	10 300	• Publication des résultats de la recherche • Rapports d'activités du Projet	• Disponibilité des fourneaux fonctionnant au tourteau • Les concessionnaires sont disponibles et favorables au projet
Résultat 3.4 : Des risques liés à la santé causés par la toxicité du *Jatropha curcas* sont identifiés et réduits	• Nombre de risques sanitaires pertinents liés à la toxicité du *Jatropha curcas* identifiés et réduits • Nombre de campagnes de sensibilisation sur les risques associés la manipulation des produits et produits dérivés du *Jatropha curcas*	0 0	2 3	• Publication des résultats des recherches ; • Rapports d'activités du Projet.	Disponibilité des chercheurs
EFFET 4 : L'installation d'unités de production d'huile de *Jatropha curcas* a augmentée	• nombre d'unités de production d'huile de *Jatropha curcas* en milieu rural. • Nombre d'unités de production d'huile dirigées par des femmes	3 0	6 2	• Rapports d'évaluation • Rapport de suivi	• Climat des affaires propice et filière attractive
Résultat 4.1 : Les actrices et acteurs de la filière *Jatropha curcas* sont formés sur la transformation des produits et coproduits de *Jatropha curcas*	• Nombre d'actrices de la filière *Jatropha curcas* formées ; • Nombre d'acteurs de la filière *Jatropha curcas* formés	0 0	200 100	• Rapports d'activités ; • Rapport de sondage des	Disponibilité des formateurs et des acteurs de la filière

				personnes formées	
Résultat 4.2 : Les investissements dans la filière *Jatropha curcas* sont relancés	• Nombre d'acteurs du système financier décentralisé et national qui supportent financièrement le développement d'unités de production d'huile de *Jatropha curcas ;* • Montant des investissements mobilisés par les institutions du système financier national et décentralisé pour les unités de production d'huile de *Jatropha curcas*, en million de dollar US	0 0	10 0,01	• Rapports de suivi ; • Rapports d'activités des unités de transformation	• Les systèmes financiers décentralisés adhèrent aux objectifs de la nouvelle industrie du *Jatropha curcas* • Les opérateurs privés et les organisations paysannes adhèrent aux objectifs de la nouvelle industrie du *Jatropha curcas*
Résultat 4.3 : Des outils développés sont largement diffusés auprès des intervenants de la filière de *Jatropha curcas*	• Nombre de numéros de bulletins d'information édités et diffusés ; • Nombre de publications annuelles dans les réseaux sociaux ; • Nombre de participation annuelle dans des émissions de radios ruraux, de forum et théâtres en milieu rural	0 0 0	12 12 4	• Site web • Bulletins ; d'information publiés ; • Rapports d'activités.	• Internet est accessible dans les zones rurales
EFFET 5 : L'huile de *Jatropha curcas* est considérée par le public comme une ressource énergétique nationale de haute qualité et une alternative abordable et réalisable aux produits pétroliers ou au diesel	Nombre de personnes considérant l'huile de *Jatropha curcas* comme une ressource énergétique nationale de haute qualité et une alternative abordable et réalisable aux produits pétroliers ou au diesel	0	18000	• Rapports de sondages ; • Rapports d'activités du projet et des partenaires.	• Les aléas climatiques affectent moins les plantes de *Jatropha curcas*

Résultat 5.1 : Les conditions de vie des femmes en milieu rural sont améliorées par une valorisation des sous-produits du *Jatropha curcas*	• Quantité de fertilisants ou combustibles (briquette) à base de sous-produits (coques, tourteau, etc.) réalisée et utilisée d'ici la fin du projet • Nombre de groupements de femmes soutenus et travaillant avec les opérateurs privés	0 10	2000000 300	• Rapports d'activités du projet ; • Rapports de sondage des principaux acteurs ; • Rapport de sondage auprès des groupements de femmes.	

Effectifs des bénéficiaires du projet selon le genre et la localité

Régions	Provinces	Nombre de groupement		Nombre des effectifs		
		Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Total
Centre	Kadiogo			252	68	320
Cascades	Comoé		16	28	579	607
Hauts-Bassins	Tuy		4	0	144	144
Boucle du Mouhoun	Mouhoun		7	105	277	382
	Nayala		10	141	427	568
	Sissili			12	5	17
Centre-Sud	Zoundwéogo			87	31	118
Plateau Central	Ganzourgou			12	3	15
Est	Kompienga			14	1	15
Centre-Nord	Sanmatenga			12	1	13
Sud-Ouest	Ioba			6	3	9
	Noumbiel			11	8	19

Source : BELWET et Unité de coordination du projet

Détails des Niveaux de réalisations financière et physique

	Budgétisé	Exécuté	Taux d'exécution en %	Taux de réation physique en %	Observations
	2016				
Résultat 1.1 : L'étude diagnostique sur les filières Jatropha est conduite par un Consultant national pour assurer la mise à jour des données dans le PRODOC	54 250 000	24 679 638	45,49	50	activités hors programmes; 2 partiellement réalisées et 2 non réalisées
Résultat 1.2 : Des stratégies de développement approuvées et appliquées pour les secteurs de l'énergie et de l'agriculture qui sont harmonisées et prennent en compte les objectifs de la sécurité alimentaire	56 400 000	2 230 000	3,95	25	1 activité réalisée sur 4 programmées
Résultat 1.3 :Un cadre de concertation est créé et géré de façon dynamique par le secrétariat opérationnel du CICAFIB	52 545 000	1 693 920	3,22	25	2 activités réalisées sur 8 programmées
Résultat 1.4 : Des outils sont développés pour la mise en œuvre de la stratégie	20 000 000	0	0,00	0	0 activité réalisée sur 1 programmée
Sous total composante 1	#########	**28 603 558**	**15,61**	**29,41**	5 activités réalisées sur 15 programmées
Résultat 2.1 :La définition et l'application de mesures réglementaires sur la qualité des produits du Jatropha	16 730 000	2 297 800	13,73	50	1 activitée réalisée et 2 non réalisées
Sous total composante 2	**16 730 000**	**2 297 801**	**13,73**	**50**	2 activitée réalisée et 2 non réalisées
Résultat 6.1 : Les capacités de pilotage, de coordination de gestion, de suivi, d'évaluation et de capitalisation du Projet sont renforcées	5 285 000	4 569 595	86,46	66,67	2 activités réalisées sur 3 programmées
Résultat 6.2 : La coordination du projet est assurée	43 615 000	68 803 506	157,75	100	9 activités exécutées sur 9 programmées
Sous total composante 6	**48 900 000**	**73 373 101**	**150,05**	**91,67**	
Provisions	22 880 000	0	0,00		Non utilisée
Total 2016	#########	#########	**40,06**	54,84	Composantes 3, 4 et 5 non programmées
	2017				
Résultat 1.1 : Des stratégies de développement appliquées pour les secteurs de l'énergie et de l'agriculture sont harmonisées par rapport aux objectifs de la sécurité alimentaire	114 565 712	89 608 403	78,22	87,5	7 activités réalisées sur 8 programmées
Résultat 1.2 : Le CICAFIB est redynamisé	12 849 660	7 731 929	60,17	66,67	2 activités réalisées sur 3 programmées; 1 activité non programmée
Résultat 1.3 :Les projets privés pouvant accéder à la finance carbone sont identifiés	24 500 000	24 321 615	99,27	66,67	2 activités réalisées sur 3 programmées; 1 activité non programmée
Sous total composante 1	#########	#########	**80,77**	**78,57**	
Résultat 2.1 : Un cadre réglementaire et normatif relatif à la qualité des produits de la filière du Jatropha curcas édictées par la DGER est défini et mis en vigueur	5 000 000	5 000 000	100,00	100	1 activité réalisée sur 1 programmée
Sous total composante 2	**5 000 000**	**5 000 000**	**100,00**	**100**	1 résultat sur 3 a été programmé
Résultat 4.1 : Les actrices et acteurs de la filière Jatropha curcas sont complètement formés et compétents	25 162 750	17 000 000	67,56	50	1 activitée réalisée sur 2 programmées
Résultat 4.2 : Les investissements dans la filière sont relancés	78 792 085	84 132 642	106,78	100,00	1 activité réalisée sur 1 programmée
Sous total composante 4	#########	#########	**97,69**	**66,67**	
Résultat 6.1 : Les capacités de pilotage, de coordination, de gestion, de suivi, d'évaluation et de capitalisation du Projet sont renforcées	36 709 025	42 155 210	114,84	83,33	Toutes les activités ont été exécutées
Résultat 6.2 : La coordination du projet est assurée	64 326 716	49 479 349	76,92	92,31	Toutes les activités ont été exécutées
Sous total composante 6	#########	**91 634 559**	**90,70**	**89,47**	
Total 2017	#########	#########	**82,49**	**83,78**	

	2018				
Produit 1.1: Des stratégies de développement appliquées pour les secteurs de l'énergie et de l'agriculture sont harmonisées par rapport aux objectifs de la sécurité alimentaire	44 675 000	36 205 014	81,04	50,00	3 activités réalisées sur 6 programmées
Produit 1.2: Le CICAFIB est redynamisé	**4 523 400**	**4 185 222**	92,52	50	Une activité réalisée sur 2 programmées
Produit 1.3: Les projets privés pouvant accéder à la finance carbone sont identifiés	**20 850 000**	**9 588 000**	45,99	50	Une activité réalisée sur 2 programmées
Sous total composante 1	**70 048 400**	**49 978 236**	**71,35**	**50**	5 activités réalisées sur 10 programmées
Produit 2.3 : Les mesures incitatives relatives à la tarification des agrocarburants sont mises en vigueur	**2 500 000**	**2 859 460**	114,38	100	
Sous total composante 2	**27 500 000**	**2 859 460**	10,40	33,33	1 produit réalisé sur 3 programmés
Produit 3.1: Les facteurs influençant la productivité des petites plantations sont contrôlés et gérés	**33 650 000**	**8 288 000**	24,63	66,67	2 activités réalisées sur 3 programmées
Produit 3.3 : Les tests sur l'utilisation de l'huile et du tourteau de Jatropha curcas comme carburant et combustibles sont effectués (phase pilote et phase de production d'huile de Jatropha curcas)	**5 531 000**	**916 000**	16,56	100	1 activité réalisée sur 1 programmée
Sous total composante 3	**49 561 000**	**9 204 000**	**18,57**	**60**	3 activités réalisées sur 5 programmées
Produit 4.1 : Les actrices et acteurs de la filière Jatropha curcas sont complètement formés et compétents	**32 698 750**	**1 135 588**	3,47	66,67	2 activités réalisées sur 3 programmées
Produit 4.2 : Les investissements dans la filière sont relancés	**71 750 000**	**4 169 792**	5,81	33,33	1 activités réalisées sur 3 programmées
Sous total composante 4	**104 448 750**	**5 305 380**	**5,08**	**50**	3 activités réalisées sur 6 programmées
Produit 5.1: Les partenaires institutionnels et les opérateurs privés sont impliqués dans le développement d'un marché national de l'huile de Jatropha curcas	**24 939 840**	**23 939 840**	95,99	80	4 activités réalisées sur 5 programmées
Sous total composante 5	**24 939 840**	**23 939 840**	**95,99**	**80**	4 activités réalisées sur 5 programmées
Résultat 6.1 : Les capacités de pilotage, de coordination, de gestion, de suivi, d'évaluation et de capitalisation du Projet sont renforcées	17 891 000	3 447 190	19,27	33,33	2 activités réalisées sur 6 programmées
Résultat 6.2 : La coordination du projet est assurée	53 804 716	31 025 523	57,66	61,54	8 activités réalisées sur 13 programmées
Sous total composante 6	**71 695 716**	**34 472 713**	**48,082**	**52,63**	
Total	**348 193 706**	**125 759 629**	**36,12**	**57,14**	
	2019				
Produit 2.3 : Les mesures incitatives relatives à la tarification des agrocarburants sont mises en vigueur	**562 800**	0	0	100	Cette activité a été réalisée par un comité interne sans générer de coût financier
Sous total composante 2	**562 800**	**0**	**0**	**100**	**Cette activité a été réalisée par un comité interne sans générer de coût financier**
Produit 3.1: Les facteurs influençant la productivité des petites plantations sont contrôlés et gérés	10318200	744 800	7,22	16,67	1 activité réalisée sur 6 programmées
Produit 3.3 : Les tests sur l'utilisation de l'huile et du tourteau de Jatropha curcas comme carburant ou combustibles sont effectués	6 200 400	860 000	13,87	100,00	1 activité réalisée sur 1 programmées
Sous total composante 3	**16 518 600**	**1 604 800**	**9,72**	**28,57**	**3 activités réalisées sur 7 programmées**
Produit 4.1 : Les actrices et acteurs de la filière Jatropha curcas sont complètement formés et compétents	78 546 490	64 370 800	81,95	100	3 activités réalisées sur 3 programmées
Produit 4.2 : Les investissements dans la filière sont relancés	94 579 979	12 997 100	13,74	100	2 activités réalisées sur 2 programmées
Sous total composante 4	**173 126 469**	**77 367 900**	**44,69**	**100**	**5 activités réalisées sur 5 programmées**
Produit 5.1: Les partenaires institutionnels et les opérateurs privés sont impliqués dans le développement d'un marché national de l'huile de Jatropha curcas	190 816 575	81 593 900	42,7604	66,67	2 activités réalisées sur 3 programmées
Sous total composante 5	**190 816 575**	**81 593 900**	**42,7604**	**66,67**	**2 activités réalisées sur 3 programmées**
Résultat 6.1 : Les capacités de pilotage, de coordination, de gestion, de suivi, d'évaluation et de capitalisation du Projet sont renforcées	32 913 940	31 367 914	95,3028	40	2 activités réalisées sur 5 programmées
Résultat 6.2 : La coordination du projet est assurée	45 788 020	33 223 943	72,5603	22,22	2 activités réalisées sur 9 programmées
Sous total composante 6	**78 701 960**	**64 591 857**	**82**	**28,57**	4 activités réalisées sur 14 programmées
Total	**280 762 839**	**157 430 061**	**56,07**	**46,67**	**14 activités réalisées sur 30 programmées**

Principales parties prenantes du projet

A. Les acteurs institutionnels

Institution	Tâches /activités principales relatives aux agrocarburants
Ministère des Mines et de l'Energie (MME)	Conception, mise en œuvre et suivi de la politique d'électrification du gouvernement
	Contrôle des importations de produits pétroliers
	Coordination de la Commission Intersectorielle de Facilitation de l'Approche Multisectorielle dans le domaine de l'Energie (CIFAME)
	Secrétariat Permanent du Comité interministériel chargé de la coordination des Activités de développement des Filières Biocarburants au Burkina Faso (CICAFIB)
	Autoriser la création de points de distribution de carburant au détail (BUMIGEB, Département des Mines et de la Géologie)
	Mise en œuvre du Projet d'Accès aux Services Energétiques (PASE)
Fonds de Développement de l'Electrification (FDE)	Faciliter et financer l'électrification rurale au Burkina Faso (plan quinquennal)
Autorité de Régulation du Sous-secteur de l'Electricité (ARSE)	Contrôle de la conformité avec un plan cohérent (établi le 16 Avril 2010) Réglementer la production, l'exploitation, le transport, la distribution, l'importation, l'exportation et la vente de l'électricité sur le territoire national
Communautés locales	La fourniture d'électricité est transférée aux communautés locales La loi permet aux communautés rurales, aux fédérations coopératives et aux associations d'obtenir une licence dans le sous-secteur de l'électrification rurale
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	Le contrôle et l'octroi de licences aux huileries traditionnelles Autorisation de l'importation de produits pétroliers blancs
Ministère de l'Economie et des Finances	Autorité de supervision du programme national de plate-forme multifonctionnelle
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (SP/CONEDD) Le SP/CONEDD a été établi comme ADN (Autorité Nationale Désignée) en mai 2006
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	Signature de conventions-cadres sur la culture du Jatropha avec des investisseurs privés

B. Les programmes, instituts, opérateurs et plateformes multi acteurs

Partie prenantes	Description	Niveau d'implication et activités menées
SP/CONNED	Faciliter l'intégration effective des principes fondamentaux de la gestion de l'environnement dans les politiques de développement nationales et sectorielles en vue de promouvoir le développement durable.	Le programme contribuera à l'expansion des missions du SP/CONEDD en ce qui concerne la définition et la promotion d'orientations nationales stratégiques durables
CICAFIB	Le Comité Interministériel chargé de la Coordination des Activités de développement des Filières Biocarburants au Burkina Faso (CICAFIB)	Deux ans après leur création, le Comité de Pilotage et le secrétariat du CICAFIB ne sont pas encore opérationnels. Et pourtant, établir une structure consultative opérationnelle réunissant toutes les parties prenantes est essentiel pour la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie nationale efficace pour le développement du secteur des agrocarburants. L'opérationnalisation du CICAFIB nécessite une révision de ses membres et une restructuration du comité directeur et de son secrétariat. Le projet comprend des activités de renforcement des capacités qui permettront d'améliorer la capacité de la CICAFIB dans l'exercice de son mandat, ce qui, dans ce cas, devrait également inclure la facilitation de la mise au point et de l'utilisation de l'huile de Jatropha comme agrocarburants
CIFAME	La Commission Interministérielle de Facilitation de l'Approche Multisectorielle dans le domaine de l'Energie est placée sous l'autorité du Ministre de l'Energie	Le lien suivant peut être imaginé entre la CIFAME et la CACAFIB -Aider la CICAFIB à intégrer dans sa politique les différentes préoccupations des autres secteurs économiques ; - Capitaliser les expériences des autres acteurs sur les enjeux relevés par la CICAFIB; - construire pour la CICAFIB un réseau d'information et de lobbying dans les autres secteurs économiques. *Le projet permettra de faciliter les synergies entre les institutions qui sont concernées par le développement des agrocarburants: de telles synergies sont non seulement essentielles techniquement et institutionnellement, mais elles sont également essentielles pour mobiliser les ressources nécessaires pour transformer l'huile de Jatropha en une source d'énergie durable au niveau national.*
PASE Projet d'Accès aux Services Energétiques	Placé sous la tutelle de la Direction Générale de l'Énergie, comprend la « promotion de l'énergie et des énergies alternatives »	

PTFM Le Programme National Plates-Formes Multifonctionnelles	Ce programme ne fait pas partie du PASE considéré comme un consommateur d'énergie plutôt qu'un producteur, il est placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances	En 2010, le programme est entré dans sa phase 2, dont l'objectif est de doter 1300 villages supplémentaires et de l'étendre à l'ensemble des 13 régions du Burkina. Le programme est mis en œuvre par une cellule nationale dirigée par un Comité de Pilotage où sont représentés tous les partenaires, dont le Ministère de l'Énergie.
UNAPROFIJA (Union Nationale pour la Promotion de la filière Jatropha)	Association dirigée par Victor Tiendrébéogo, un chef traditionnel (Larlé Naaba Tigré), il affirme avoir 60.000 membres	
FEPPASI (*Fédération Paysanne des Producteurs Agricoles de la Sissili*) UGPN (*Union des Groupements de Producteurs du Nayala*)	Associations d'agriculteurs partenaires de Faso-biocarburant	
ICDES (Institut de Coopération et de Développement Economique et Social)	ONG française qui travaille en partenariat avec 7 communes dans le quartier de Boni (Province de Tuy) pour la culture du Jatropha	
TiiPalga, New Tree, Vivre au Village, Wouol	ONGs burkinabè qui se sont engagés à renforcer les capacités organisationnelles, techniques et financières des acteurs du monde rural pour produire de l'huile de qualité consommable	
Association pour la Promotion du Jatropha et des Energies Renouvelables	Fondation appartenant à la Société "Imperial Tobacco", propriétaire de la Mabucig (Manufacture Burkinabé de Cigarettes). basée à Bobo Dioulasso	Cible 20.000 hectares de Jatropha dans les trois années dans les provinces de la Comoé, du Kénédougou, de Kompienga et dans la boucle du Mouhoun
SN-CITEC (Dagris Group)		En 2007, il envisageait de construire une usine de biodiesel avec une production annuelle de 10.000 tonnes issues de graines de coton

La Société Genèse	Ex SOPRIAL, membre du groupe 2AG (Anastasis-Anatrans-Genèse), basée à Bobo Dioulasso	A proposé à environ 200 groupements villageois situés autour de la boucle du Mouhoun de leur fournir des semences pour faire pousser 10.000 hectares de plantations.
Belwet Agrocarburant SA	Il a inauguré en Juillet 2010, une usine pilote d'une capacité de traitement de 30 tonnes par jour (50.000€ investis) et un objectif annuel de 1.500 tonnes de semences de Jatropha, ou une production de agrocarburants de 375 tonnes	D'ici 2020, un investissement de 2 M € devrait permettre à l'entreprise d'augmenter la production annuelle d'huile à 50.000 tonnes, basées sur une surface cultivée de 200.000 hectares (avec une productivité attendue des plantations paysannes d'environ 1 tonne par hectare);
Fasoagrocarburant.	Mali Agrocarburant (un groupe d'investissement néerlandais présent depuis 2007 à Koutiala, au Mali fait partie des actionnaires de cette société basée à Sissili	Son objectif est de cultiver 12.000 hectares de plantations au Burkina sur la période 2010-2014 dans une joint-venture avec 2 associations d'agriculteurs Dans l'entendement de la société, une unité de production de biodiesel devient rentable quand 2500 hectares peuvent être cultivés avec des plantations de Jatropha
Agritech Faso	Le Groupe Agritech est aussi présent au Bénin et au Togo Il a commencé ses activités au Burkina Faso en 2007 30% des superficies actuellement cultivées (2500 ha) ont été achetés pour sécuriser une base de production; ces plantations ont été intensivement cultivées (culture mécanisée, irrigation goutte à goutte ...).	Son ambition est de mettre en place 400.000 hectares de Jatropha, avec du maïs, du tournesol et du soja comme cultures associées et de produire 1.000 millions de litres d'huile de Jatropha par an (ce qui implique un taux de productivité de 10 tonnes de graines de Jatropha par hectare en moyenne)
Ilaria Burkina	Société créée en 2007 par la famille von Pezold (groupe agro-industriel international)	Basée à Bagré avec pour objectif l'extension de la production à plus de 3000 hectares
Green-Oil	C'est une entreprise pionnière dans l'industrie des agrocarburants Elle a commencé ses activités avec l'huile de coton En raison de l'absence de réglementation, elle a considérablement réduit ses activités dans le secteur	Elle est sur le point de reprendre ses activités avec l'huile de Jatropha, en partenariat avec des investisseurs chinois (Taiwan)
SOAF (Société Ouest Africaine de Fonderie)	Entreprise spécialisée dans la fabrication de presse à huile (un modèle adapté de la presse indienne Sundhara)	Fabrique chaque année environ 20 presses qui ont une capacité de production journalière de 10 à 20 tonnes
Centre National de Recherche Scientifique et Technique (CNRST)	Deux instituts:	

	L'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT), membre du comité de pilotage du Programme National Plates formes Multifonctionnelles L'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), qui est une référence au Burkina Faso en matière de recherche agronomique	
Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE)	Centre de formation en partenariat avec le CIRAD (France), qui devrait être en mesure d'accueillir jusqu'à 2.500 étudiants en 2012	Laboratoire spécialisé dans la bioénergie et le travail des normes de qualité des agrocarburants, les essais de moteurs, l'utilisation de produits dérivés industriels, la production de biodiesel à partir d'une méthode à base d'éthanol
Les organisations professionnelles	GTPOB (43 entreprises), présidé par Green Oil Association Professionnelles des huiliers du Burkina (30 membres) Coopératives d'Huiliers (19 Coopératives, 87 huileries au total)	